

COLLECTION UNIVERSITÉ ET SOCIÉTÉ

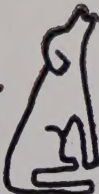
**THÉORIE ÉCONOMIQUE**  
**DE**  
**L'AUTOGESTION**  
**DANS L'ENTREPRISE**

Nicolas DAURES et André DUMAS

Séminaire Charles GIDE

Université de Montpellier I

1974

LES EDITIONS  DU FAUBOURG

Du même Auteur :

- **A. DUMAS** - « Initiation à l'Economie Politique : Monnaie, Crédit, Répartition ». Editions du Faubourg - Montpellier 1977.
- **A. DUMAS** - « Initiation à l'Economie Politique : Relations Internationales ». Editions du Faubourg - Montpellier 1977.

---

Tous droits réservés

Copyright by, Editions du Faubourg 1977

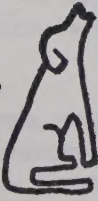
COLLECTION UNIVERSITÉ ET SOCIÉTÉ

**THÉORIE ÉCONOMIQUE**  
**DE**  
**L'AUTOGESTION**  
**DANS L'ENTREPRISE**

Nicolas DAURES et André DUMAS

Séminaire **Charles GIDE**

Université de Montpellier I

LES EDITIONS  DU FAUBOURG

2, Rue Moquin Tandon - 34000 MONTPELLIER

THEORY OF  
ECONOMICS  
IN  
L'ÉCONOMIQUE  
DANS L'ÉCONOMIQUE



LES ÉDITIONS DE L'ÉCONOMIQUE

RECHERCHES ÉCONOMIQUES - ÉCONOMIQUE ÉCONOMIQUE

# AVANT-PROPOS

---

L'abondance, la diversité, et parfois l'ambiguïté des discours relatifs à l'Autogestion témoignent de l'imprécision et de la mouvance de cette notion. Mais peut-on croire que la pensée dans ce domaine puisse se tarir si l'Autogestion constitue un véritable projet de Société ? A ce titre l'autogestion concerne en effet toutes les Sciences Humaines et chacun, qu'il soit sociologue ou économiste, politologue ou historien, peut fournir sa contribution.

Certes, il est sûr que l'Autogestion ne peut être appréhendée à partir d'un seul éclairage et que tous ses aspects, sociaux, économiques, politiques ou historiques sont intimement et nécessairement liés. Mais on conviendra cependant que l'exploration analytique de ce système complexe exige des approches particulières selon l'élément que l'on veut mettre en valeur.

En ce qui nous concerne, nous privilégions ici l'élément économique et nous adopterons donc les techniques d'investigations de la Science Economique. Cette proposition appelle cependant quelques remarques concernant ce double choix.

1 — Si les écrits relatifs aux caractères politiques ou sociologiques de l'Autogestion sont nombreux, ceux qui concernent ses aspects économiques sont encore très rares, du moins en langue française. S'il ne s'en étonne pas, P. ROSANVALLON \* le déplore lorsqu'il présente son « chantier bibliographique ». On ne peut nier en effet que l'idée comme la pratique de l'Autogestion puisse poser des problèmes sur le plan économique.

Pour notre part, nous n'avons certes pas la prétention de combler entièrement cette lacune ni de résoudre l'ensemble de ces problèmes ; notre seule ambition est de poser quelques questions relatives au fonctionnement économique du système autogestionnaire et plus précisément de **l'entreprise autogérée**. Nous avons choisi en effet de limiter notre champ d'investigation au domaine de l'entreprise, puisque cette dernière constitue en fait la cellule de base, l'unité de référence, de l'expérience autogestionnaire.

Nos préoccupations nous portent ainsi à considérer, après un essai de définition du système autogestionnaire (chapitre introductif), le comportement de l'entreprise autogérée à court (chapitre 1), et à long terme (chapitre 2), et face aux politiques du pouvoir central (chapitre 3), ce dernier étant supposé traduire dans son action l'intérêt général de la Société au cours de la période de transition vers une autogestion généralisée à l'ensemble du corps social.

2 — Pour expliquer le fonctionnement théorique de l'entreprise autogérée, nous avons utilisé essentiellement une approche classique et formelle qui consiste à déterminer les modalités d'une situation d'équilibre.

On pourrait légitimement s'étonner que soit utilisée ici une méthode qui constitue pour nombre d'auteurs la principale assise de l'idéologie libérale. En fait cela ne signifie pas que nous adhérons consciemment ou inconsciemment au paradigme néo-classique. Il ne s'agit pour nous que d'un outil, que nous n'utiliserons que comme tel, conscients que nous sommes de ses limites et de sa relativité.

---

\* P. ROSANVALLON : (bibliographie I. A. 56)

Cette méthode offre cependant des avantages certains : elle permet de progresser dans l'analyse du plus simple au plus complexe et elle assure une validité indiscutable des conclusions dès lors que les hypothèses sont acceptées.

C'est aussi conscients de ses limites que nous utiliserons la formalisation mathématique lorsqu'elle nous permettra de simplifier notre raisonnement ;

Cette dernière reste cependant d'un niveau élémentaire et nous avons systématiquement restreint les développements trop laborieux. Quoiqu'il en soit, nous ne voulons pas pour cela croire, ou faire croire, que l'Economie est une Science objective et neutre parce qu'elle utilise des instruments qui paraissent objectifs et neutres. Pour nous l'Economie est avant tout Politique.

3 — Nous avons bien conscience ce faisant de courir le risque de déplaire à certains lecteurs.

Les uns, attirés par la première partie du titre de l'ouvrage, trouveront bien sommaire la formulation théorique de l'autogestion et nous reprocheront de ne pas être allés assez loin dans notre approche scientifique de l'économie autogestionnaire.

D'autres, séduits par un terme à la mode ou militants inconditionnels de l'autogestion, trouveront indigestes nos équations et nos courbes, malgré nos efforts de simplification, et penseront qu'elles ne constituent en fait que les alibis d'une démarche pseudo-scientifique.

D'autres encore diront que nos hypothèses appauvrissent tellement la réalité qu'elles la vident de toute substance et que nous n'avons pas su éviter, malgré nos précautions, les pièges de l'économisme.

Mais peut-être certains voudront-ils quand même lire ce livre.

Il aurait, à nos yeux, atteint son but, si ses insuffisances mêmes suscitaient d'autres recherches.

## **CHAPITRE INTRODUCTIF :**

### **ESSAI DE DEFINITION DU SYSTEME AUTOGESTIONNAIRE**

Le seul exemple existant de système autogestionnaire établi à une échelle nationale est certainement celui de la Yougoslavie. L'étude rapide du système yougoslave permettra de situer le problème et ainsi, de dégager de façon plus précise les principes du système autogestionnaire et d'en préciser les conséquences économiques. Il sera ainsi possible de cerner progressivement la notion d'autogestion.

#### **SECTION I - L'exemple Yougoslave**

Le système yougoslave actuel est le résultat d'une longue évolution marquée par trois étapes essentielles :

- L'étape du socialisme centralisé (1945-50)
- L'étape de la construction de l'autogestion (1950-65)
- La période de transformation de l'autogestion (depuis 1965).

##### **§ 1 - L'étape du socialisme centralisé (1945-50)**

La première étape, calquée sur le modèle soviétique, fut caractérisée par une complète subordination de l'économie à l'Etat. Estimant en effet que seule une organisation centralisée inspirée du socialisme soviétique pouvait permettre de reconstruire une économie ruinée par la guerre, d'arracher le pays de son état de sous-développement et de substituer aux structures du capitalisme celles d'une nouvelle société plus juste, le Parti Communiste de Yougoslavie, décida en 1945 d'instituer un régime socialiste à planification centralisée.

C'est ainsi que dès 1945 une réforme agraire permit d'exproprier les grands propriétaires fonciers et d'affecter les terres récupérées à des fermes d'Etat, des coopératives ou des petits exploitants. L'année suivante les moyens de production, exceptés ceux de l'agriculture et de l'artisanat, furent nationalisés. La quasi totalité des entreprises du secteur non agricole devinrent ainsi les éléments d'un monopole d'Etat et furent réduits à de simples organes techniques de production. Un premier plan quinquennal (1947-1951) de caractère impératif organisa au niveau central la totalité de l'activité économique.

Cependant dès 1948 des divergences se manifestèrent entre les Partis Communistes soviétique et yougoslave, le second refusant la tutelle rigide exercée par le premier, et conduisirent rapidement à une rupture. Des divergences se développèrent également en Yougoslavie même, entre les tenants de la planification centralisée et ceux qui préconisaient une large autonomie des entreprises et des collectivités locales. La Yougoslavie s'engagea alors dans une voie nouvelle.

## § 2 - L'étape de la construction de l'autogestion (1950-65)

La direction centralisée et autoritaire de l'économie s'étant avérée incapable de gérer efficacement toutes les branches de l'économie et n'ayant pas modifié fondamentalement la situation économique et sociale des travailleurs, le Parti Communiste Yougoslave proposa de « décentraliser et de débureaucratiser » le régime : KARDELJ (1) déclarait en 1949 à l'Assemblée Nationale : « Le développement du socialisme ne peut suivre d'autre voie que celle de l'approfondissement constant de la démocratie socialiste, ce qui suppose une plus grande autogestion par les masses elles-mêmes, une conscience grandissante dans ces masses du fonctionnement de l'appareil de l'Etat de bas en haut, une participation toujours plus forte à la gestion de chaque entreprise ou institution... ».

Le véritable point de départ de cette seconde étape de l'organisation du système yougoslave fut l'adoption, le 27 Juin 1950, de la « Loi sur la gestion des entreprises et des Associations économiques supérieures par les collectivités de travail » qui confiait la gestion des unités économiques à leur personnel.

De 1950 à 1965, de nombreux textes, et en particulier la Constitution du 7 Avril 1963, sont venus compléter cette loi et l'étendre progressivement à tous les secteurs de l'activité

---

(1) Déclaration à l'Assemblée Nationale au cours du débat relatif à la loi sur les « Comités Populaires ». Mai 1949.

économique et sociale (2). En ce qui concerne les unités de production, les caractéristiques essentielles du système d'autogestion (3) ainsi mis en place peuvent être résumées de la façon suivante :

a) Les entreprises sont des unités de production autonomes, fondées par la Fédération (4), les Républiques, les Communes (5), des entreprises déjà existantes ou un groupe de citoyens. Une fois fondées, elles ne peuvent cesser d'exister, quels que soient les changements qui peuvent s'y produire, qu'en vertu d'une procédure particulière déterminée par une loi et lorsque sont remplies certaines conditions socio-économiques.

b) Les moyens de production utilisés par les entreprises leur sont confiés par la Société qui en possède la propriété. S'ils peuvent faire l'objet d'une circulation juridique (vente, bail...), leur valeur doit être maintenue dans son intégrité (6).

c) La gestion des entreprises est assurée par l'ensemble du personnel qui y travaille (collectif), soit directement dans les petites unités, soit par l'intermédiaire d'un Conseil ouvrier élu dans les grandes unités. L'organe exécutif est constitué par un Directeur, nommé par le Conseil ouvrier pour une période limitée.

---

(2) A l'exclusion des unités de petite dimension (artisanat et agriculture) qui demeurent encore particulièrement nombreuses en Yougoslavie.

(3) De nombreux ouvrages ont été publiés sur les structures de l'autogestion ouvrière en Yougoslavie. Citons par exemple ceux de A. MEISTER « Socialisme et Autogestion : l'expérience yougoslave » Ed. du Seuil Paris 1964, ainsi que [Bibliographie II A-a-36].

(4) Rappelons que la Yougoslavie est un Etat de type fédéral composé de six Républiques : Bosnie-Herzégovine, Croatie, Slovénie, Macédoine, Monténégro et Serbie (qui comprend elle-même deux régions autonomes, La Voïvodine et le Kossovo-Metohija).

(5) La Commune (opsina) est la circonscription administrative locale.

(6) Cf. les « Dispositions introductives de la loi fondamentale sur les entreprises yougoslaves de 1965 (article 17). « L'entreprise est tenue de conserver non amoindrie la valeur des moyens sociaux dont elle a la gestion ».

d) Les entreprises décident de l'assortiment, du volume et des prix de leur production, dans le cadre très souple de la planification et de la politique économique centrale, et en fonction de l'état du marché.

e) La presque totalité du « profit » des entreprises est cependant prélevée par l'Etat et centralisée dans des Fonds d'investissement (fédéral, républicains et communaux) destinés à financer les investissements prévus par les Plans sociaux. Le rôle des entreprises en matière de formation du capital est réduit en fait à des demandes de crédit adressées aux Fonds et agréées à la suite d'un système de concours.

En renforçant l'autonomie des entreprises au niveau des investissements et en élargissant le rôle des mécanismes du marché pour assurer la régulation de l'économie, le 8<sup>me</sup> Congrès de la Ligue des Communistes de 1964 engagea le système yougoslave dans sa troisième étape.

### **§ 3 - La période de transformation de l'autogestion (depuis 1965)**

La réforme économique appliquée l'année suivante sous son impulsion apporta d'importantes modifications au système existant.

Considérant que la meilleure façon d'accélérer la modernisation et le développement de l'économie et de développer l'autogestion était de décentraliser d'avantage les décisions économiques et de soumettre plus largement l'économie aux mécanismes du marché, les Autorités yougoslaves réduisirent encore l'influence de l'administration centrale dans le domaine de la répartition du revenu de l'entreprise, de l'allocation et du financement des investissements, de la fixation des prix et des relations extérieures.

Tout d'abord le revenu laissé à la disposition des entreprises fut augmenté par une réduction des impôts et l'initiative de la répartition des ressources d'investissement fut transférée de l'Autorité centrale aux entreprises (autofinancement) et aux organismes bancaires (crédits d'investissement).

En second lieu, la réforme de 1965 supprima dans une large mesure la fixation administrative des prix et modifia la structure de ceux qui restaient soumis à une réglementation, afin d'atténuer les écarts existants par rapport aux coûts effectifs et de rapprocher les prix nationaux des prix pratiqués sur le marché mondial.

Enfin, un certain nombre de mesures tentèrent d'intégrer l'économie yougoslave dans l'économie internationale : Dévaluation du Dinar, libéralisation du commerce extérieur, abolition du système des taux de change multiples etc...

La direction ainsi choisie fut confirmée ultérieurement par le 2<sup>me</sup> Congrès des Autogestionnaires de mai 1971 (7) et par plusieurs amendements constitutionnels. L'autogestion fut constituée en « système intégral de la société » et le pouvoir de décision des entreprises autogérées étendu notamment au niveau de la répartition des revenus.

Telles sont, brièvement exposées, les étapes de l'organisation du système yougoslave : il est certain que cette évolution n'est pas terminée. Il est évidemment difficile de prévoir quelle sera la forme qu'adoptera le système yougoslave dans les années à venir. Quoi qu'il en soit, et à moins d'un bouleversement radical, il est probable que les principes théoriques que l'on peut dégager de l'analyse de cette évolution et les conséquences économiques qui en découlent conserveront leur validité.

## **SECTION II - Les principes théoriques du système**

Il existe certainement de nombreuses méthodes pour mettre en évidence les principes théoriques d'un système économique. L'analyse marxiste quant à elle part du concept de mode de production. Ce dernier est caractérisé par le niveau de développement des forces productives et par les rapports de production dans lesquels elles s'inscrivent.

---

(7) Résolution du 2e Congrès des autogestionnaires de Yougoslavie. [Bibliographie II. A.a.8].

A chaque mode de production est associé un ou plusieurs types de propriété, celle-ci constituant l'expression juridique et économique des rapports de production. Il est clair par exemple que les attributs de la propriété capitaliste, qui reflètent des rapports de production d'exploitation, ne peuvent être les mêmes que ceux de l'autogestion, où les travailleurs contrôlent les moyens et les résultats du procès de production.

L'analyse des rapports de propriété peut ainsi s'avérer utile pour mettre en évidence les principes théoriques du système autogestionnaire.

Une forme particulière de la théorie des rapports de propriété est constituée par la « Théorie des Droits de la Propriété ».

Toutes les analyses théoriques relatives aux Droits de la Propriété reposent sur la constatation selon laquelle il existe une étroite interdépendance entre la structure des Droits de la Propriété et les rapports entre agents économiques. Il est certain en effet que les décisions économiques que ces derniers peuvent prendre dépendent de leur environnement socio-économique, correspondant à une structure donnée des Droits de la Propriété (et plus précisément aux caractères de la propriété des moyens de production) et de la place des décideurs dans cette structure.

Partant de cette constatation, un certain nombre d'auteurs (8) ont donc tenté de renouveler ou d'élargir les métho-

- 
- (8) Il n'est pas possible de tous les citer ici ; retenons par exemple :
- A. ALCHIAN : « Pricing Society » Occasional Papers n° 17. Westminster, Institute of Economic Affairs 1967.
  - L. DE ALESSI : « Implications of Property rights government investment choices. American Eco. Review, Mars 1969.
  - H. DEMSETZ : « Some aspects of property rights. Journal of law and Economics, Octobre 1966.
  - H. DEMSETZ : « Toward a theory of property rights ». American Eco. Review, Mai 1967.
  - S. PEJOVICH : « Liberman's reforms and property rights in the Soviet Union ». Journal of Law and Economics, Avril 1969.
  - S. PEJOVICH « Toward a general theory of property rights ». Zeitschrift für nationalökonomie n° 31.1971.

des de l'analyse économique des comportements en introduisant dans leur approche la notion de Droits de la Propriété. De fait, si l'on retient avec E. FURUBOTN et S. PEJOVICH (9) la définition des Droits de la Propriété selon laquelle il s'agit « d'un ensemble de relations économiques et sociales définissant la position de chaque individu par rapport à l'utilisation des ressources rares », on comprend que cette notion puisse se révéler d'une importance capitale pour l'analyse économique théorique.

A. ALCHIAN (10) pense par exemple que tous les problèmes économiques (détermination des prix, allocation des ressources rares, composition de la production, distribution des revenus etc...) peuvent finalement être analysés en termes de Droits de la Propriété : « L'allocation des ressources rares dans une société représente le transfert des droits pour l'utilisation des ressources... la question de savoir comment les prix pourraient être déterminés n'est autre que la question de savoir comment les Droits de la Propriété pourraient être définis et échangés, et selon quelles modalités ».

De ce fait, si la structure des Droits de la Propriété dans le système socialiste autogestionnaire se révèle différente de celle des autres systèmes économiques, on peut admettre qu'elle exercera une influence différente sur le rapport entre les agents et partant, sur le fonctionnement du système dans son ensemble.

### **§ 1 - La recherche de la structure des droits de la propriété dans le système autogestionnaire.**

On sait que dans le droit bourgeois, garant du système capitaliste, le droit de propriété privé d'un bien quelconque est généralement compris comme le droit d'utiliser ce bien (USUS), d'en disposer (ABUSUS) et d'en retirer les revenus éventuels (FRUCTUS), et ceci dans les limites prévues par les restrictions réglementaires ou légales. Le droit de pro-

---

(9) E. FURUBOTN et S. PEJOVICH : « Property rights and economic theory. A survey of recent literature ». *Journal of Eco. Literature* n° 4. Décembre 1972, page 1139.

(10) A. ALCHIAN (déjà cité note n° 8, pages 2 et 3).

priété est donc constitué par cet ensemble de droits, que A. ROSANVALLON (11) qualifie de droit de gestion, droit d'orientation et droit de répartition.

Il est donc possible de définir la structure des droits de la propriété comme résultant de la nature des liens existants entre l'usus, l'abusus et le fructus, les modalités de la combinaison de ces trois droits permettant de distinguer, voire de définir, des systèmes d'organisation économiques différents.

Ainsi, dans le cas du système capitaliste traditionnel (12), la structure des Droits de la Propriété des moyens de production est caractérisée par le fait que la même personne cumule les trois droits cités précédemment. Comme le fait remarquer DEMSETZ (13), la Communauté reconnaît au propriétaire privé des moyens de production le droit d'exclure les autres de l'exercice de tous les autres droits attachés à son droit de propriété.

L'éclatement et la redistribution de ces différents droits va permettre de définir d'autres systèmes économiques (14). Ainsi, dans le système centralisé soviétique, l'Etat est titulaire du droit de propriété des moyens de production et, s'il en laisse l'usage (usus) aux entreprises, il se réserve seul le droit d'en disposer (abusus) et d'en tirer les revenus (fructus). C'est lui en effet qui, par l'intermédiaire d'une planification centrale impérative assure l'affectation des ressources, distribue les biens de moyens de production aux entreprises, et prélève les profits qu'elles peuvent réaliser. La redistribution des trois droits est encore différente dans le système autogestionnaire : les travailleurs de l'entreprise autogérée utilisent des moyens de production et en retirent les fruits mais n'en sont pas propriétaires et ne peuvent en disposer.

---

(11) P. ROSANVALLON [Bibliographie I.A. 56].

(12) En effet, dans le cas du capitalisme managériel où les dirigeants salariés ne sont pas propriétaires des moyens de production, la structure est différente.

(13) Déjà cité note 8.

(14) Pour une analyse plus détaillée, voir A. DUMAS [Bibliographie I.B.81]. Notons à ce propos que la notion de « système économique » utilisée ici possède un sens plus restreint que l'acceptation traditionnelle dans laquelle on oppose capitalisme et socialisme.

Ainsi, le système autogestionnaire peut être défini par une triple caractéristique :

a) Les moyens de production ne peuvent faire l'objet d'une appropriation privée de la part d'un individu ou d'un groupe.

b) Les moyens de production appartiennent à la Société dans son ensemble, l'Etat n'en étant que le garant.

c) Par l'intermédiaire des appareils d'Etat, la Société confie les moyens de production aux travailleurs de chaque entreprise qui les utilisent et les gèrent eux-mêmes directement.

La première proposition est une condition nécessaire (sinon suffisante) au Socialisme. De nombreux auteurs (15) retiennent comme critère de définition du Socialisme celui de la propriété socialiste des moyens de production de base.

La seconde caractéristique concerne la « propriété sociale », ou, dans la terminologie de DEMSETZ (16), la « propriété commune » des moyens de production. Selon cet auteur, elle signifie que le droit de propriété est exercé par tous les membres de la Communauté, et que cette dernière dénie à quiconque, et même à l'Etat (17), le droit de s'opposer à l'exercice des droits appartenant à la Communauté. Pour les théoriciens de l'Autogestion yougoslave, la propriété sociale des moyens de production constitue le degré supérieur de la propriété socialiste, le degré inférieur étant représenté par la propriété d'Etat. Ils montrent en effet que cette dernière peut se résumer en définitive à une sorte de capitalisme

---

(15) Par exemple W. BRUS « Problèmes Généraux du fonctionnement de l'économie socialiste ». Maspero. Paris 1970.

(16) Déjà cité note 8.

(17) Cf. par exemple la Constitution Yougoslave (Préambules, Chap. 3, aliéna 2) : « Vu que personne n'a droit de propriété sur les moyens sociaux de production, nul, ni la communauté socio-politique, ni l'organisation de travail, ni le travailleur individuel, ne peut, en vertu d'un titre de propriété, s'approprier le produit du travail social, ni gérer les moyens sociaux de production ou en disposer... »

d'Etat, provoquant l'apparition d'une caste de bureaucrates qui se comportent comme les dépositaires collectifs du droit de propriété (18).

Enfin, la troisième proposition caractérise le système autogestionnaire, où la fonction d'entrepreneur, comprise dans son sens le plus large, (utilisation et gestion des moyens de production en particulier), est assurée collectivement par les travailleurs de l'entreprise, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants élus. En fait, les travailleurs de chaque entreprise gèrent les moyens de production, non pas parce qu'ils les possèdent, mais parce qu'ils les utilisent (19).

Cette structure de la propriété fait donc l'originalité du système autogestionnaire par rapport aux autres systèmes économiques. Le droit de gestion, qui a presque toujours et dans tous les systèmes été rattaché à la propriété du capital, dans le système soviétique où il est associé à la propriété étatique des moyens de production comme dans le système coopératif où il est associé aux parts détenues par les coopérateurs (20), est ici dissocié de ce dernier.

## **§ 2 - Les implications de la structure de la propriété dans le système autogestionnaire.**

Les implications de l'éclatement et de la redistribution des droits de la propriété dans le système autogestionnaire peuvent être mises en évidence au niveau des possibilités qu'offre, ou des obligations qu'impose, à leur titulaire chacun de ces trois droits.

Ainsi, les travailleurs, qui disposent des moyens de production doivent cependant payer à la Société représentée par l'Etat une redevance, sous forme d'un « intérêt sur les actifs », qui représente dans la terminologie de VANEK (21)

---

(18) Cf. PECUJLIC M. [Bibliographie II.A.h.6].

(19) Cf. KORAC M. [Bibliographie II.A.a.28].

(20) Cf. D. DUBRAVIC [Bibliographie I.C. 6].

(21) « Scarcity rent », Cf. J. VANEK [Bibliographie I.C. 22].

une « rente de rareté du capital social », et qui constitue en fait le loyer des moyens de production utilisés. Quant au montant de ce loyer, il ne peut être déterminé que par l'Etat, dépositaire des intérêts de la Société propriétaire du capital social, soit forfaitairement, soit en fonction de la rentabilité de ce dernier.

Par ailleurs, les droits affectés aux travailleurs de l'entreprise autogérée sont exercés collectivement. Cela signifie évidemment que le travailleur ne peut pas bénéficier seul des possibilités que permet leur exercice. En d'autres termes, il ne peut vendre ou emporter les droits relatifs à cet exercice s'il quitte l'entreprise. Un travailleur individuel acquiert immédiatement le droit collectif de disposer du capital social et le droit individuel de recevoir une part du revenu issu de son exploitation dès qu'il rentre dans l'entreprise ; mais inversement, il perd immédiatement et automatiquement ces droits dès qu'il quitte l'entreprise.

En outre, les travailleurs de l'entreprise autogérée pourront décider, organiser et planifier eux-mêmes le volume, l'assortiment et le prix de leur production ; ils pourront de même décider eux-mêmes de l'utilisation du capital, des matières première et des biens intermédiaires nécessaires à leur production ; ils pourront aussi décider eux-mêmes de l'embauche ou du licenciement du personnel.

Il leur appartiendra aussi de répartir le « profit » de l'entreprise, celui-ci étant constitué par le chiffre d'affaires minoré de l'ensemble des coûts de production.

Les travailleurs seront cependant soumis à certaines obligations. Ils sont en effet tenus, dans la limite de leurs possibilités matérielles, de maintenir intacte la valeur du capital social qu'ils utilisent et qu'ils gèrent. Ils doivent donc affecter une partie des résultats de l'exploitation à l'amortissement des moyens de production dont ils disposent, selon un taux proportionnel au capital existant et dont l'importance est décidée par l'Etat.

Dans cette limite, disposant des résultats de leur activité, les travailleurs pourront librement décider d'investir en fonction de leurs projets de production et choisir le mode de financement de leurs investissements. Ils pourront ainsi, affecter une partie du « profit » à l'autofinancement (le reste étant distribué sous forme de rémunérations individuelles) ou rechercher un financement extérieur.

Cependant, les moyens de production acquis par les entreprises autogérées, sous quelque forme qu'ils aient été financés (autofinancement, crédit extérieur etc...), deviennent immédiatement propriété sociale et sont soumis à ce titre à toutes les contraintes précédentes (loyer, amortissement etc..) Autrement dit, s'ils quittent l'entreprise, les travailleurs n'ayant aucun droit de propriété sur le capital qu'ils ont contribué à édifier, perdent de ce fait tous droits sur les revenus futurs que permettront les sacrifices passés qu'ils ont consentis en renonçant à des rémunérations individuelles pour pouvoir autofinancer leurs investissements. Leur décision de renoncer à une partie de leurs rémunérations individuelles pour l'affecter à l'investissement dans l'entreprise est donc irréversible puisqu'ils ne peuvent plus récupérer leur apport initial. En outre, les travailleurs nouvellement embauchés bénéficient des mêmes rémunérations (à travail égal) que les travailleurs anciens, sans pour autant avoir financé les augmentations de capital précédentes en acceptant des salaires réduits.

Enfin, l'éclatement et la redistribution des droits de la propriété dans le système autogestionnaire posent le problème du rôle de l'Etat.

Le système autogestionnaire est en effet basé sur l'hypothèse selon laquelle, ou bien les Autorités centrales sont capables de créer, en utilisant diverses politiques, un environnement économique tel, que les décisions des travailleurs au niveau de chaque entreprise s'harmonisent avec l'intérêt de la Société dans son ensemble, ou bien que l'activité des en-

treprises satisfait spontanément à la fois leurs intérêts particuliers et l'intérêt général (22).

Mais dans le premier cas, les politiques économiques mises en œuvre par les Autorités centrales suffisent-elles à créer un environnement favorable en l'absence d'une planification impérative ? Et dans le second cas, comment les mécanismes du marché socialiste peuvent-ils faire correspondre la somme des intérêts particuliers à l'intérêt collectif ? En définitive, c'est tout le problème des rôles respectifs du plan et du marché dans une économie socialiste décentralisée qui se trouve posé.

---

(22) A cet égard, la constitution yougoslave est très explicite.

Cf. l'article 1 des dispositions introductives de la Loi fondamentale sur les entreprises yougoslaves de 1965 : « Associant librement leurs activités et avec les moyens sociaux et l'autogestion à la base, les travailleurs de l'entreprise organisent et élargissent durablement la production, le commerce et les autres activités économiques. Ils satisfont de cette manière leurs intérêts individuels et communs aussi bien que les intérêts de la Société ».

## **CHAPITRE I - L'EQUILIBRE ECONOMIQUE DE L'ENTREPRISE AUTOGEREE : ANALYSE STATIQUE**

On sait que dans l'entreprise autogérée l'ensemble des travailleurs définit les objectifs et met en œuvre les moyens de les atteindre, dans le cadre des contraintes extérieures imposées par l'Etat ou par le marché. Dans cette perspective se posent deux types de problèmes :

a - Il s'agit tout d'abord d'évaluer la nature de l'objectif (ou des objectifs) que les travailleurs assigneront à leur entreprise ; les résultats atteints, tant au niveau de la production, des prix ou des rémunérations dépendront évidemment de la nature de cet objectif et des modalités de sa poursuite. En d'autres termes, il s'agit du problème de la détermination de l'équilibre de l'entreprise à un moment et dans un environnement donnés.

b - En second lieu, et dans la mesure où l'entreprise est insérée dans une économie globale nécessairement mouvante, il convient d'examiner les perturbations de la position d'équilibre de l'entreprise lorsque se modifient certains paramètres extérieurs. Cette analyse de sensibilité permettra de mieux comprendre ultérieurement la manière dont l'Etat peut agir pour inciter les entreprises à mettre en œuvre une politique jugée plus conforme à l'intérêt général.

Notons que ces deux types de problèmes, détermination de l'équilibre de l'entreprise et analyse de sa sensibilité, ne feront ici l'objet que d'une analyse statique dite de courte période. Les adaptations en longue période et les phénomènes de croissance seront abordés ultérieurement.

### **SECTION I - La détermination de l'équilibre de l'entreprise autogérée.**

La détermination de l'équilibre de l'entreprise autogérée exige évidemment que l'objectif qu'elle poursuit, et qu'elle est supposée atteindre, soit précisé.

## § 1 - L'objectif de l'entreprise autogérée

L'analyse économique traditionnelle tient pour vraisemblable l'hypothèse selon laquelle les travailleurs d'une entreprise autogérée recherchent une rémunération individuelle maximum.

On ne s'éloigne guère, ici, des conceptions strictement utilitaristes, selon lesquelles les patrons d'une entreprise capitaliste désirent le plus grand profit possible, et leurs salariés le salaire le plus élevé : dès lors que les patrons disparaissent et que les travailleurs sont libres de déterminer leur rémunération, on peut penser qu'ils chercheront à maximiser celle-ci.

Cette supposition prête aux travailleurs de l'entreprise autogérée un comportement et des motivations correspondant à une logique économique individualiste, analogue à celle de leurs homologues vivant dans un monde de concurrence capitaliste. Naturellement, une telle vision des choses peut paraître simpliste. Les tenants de l'autogestion ne manquent pas de souligner en effet, que le changement des idées et des comportements doit accompagner un changement de l'organisation des entreprises. Ainsi, le développement du pouvoir des travailleurs irait de pair avec l'abandon des motivations individuelles et égoïstes. Dès lors, les travailleurs des entreprises autogérées renonceraient à obtenir une rémunération maximum, et viseraient par exemple à obtenir la plus grande production, ou à développer l'emploi, ou encore à améliorer la qualité du travail ou celle de la production.

En fait, la théorie économique n'a pas pour tâche de définir une doctrine sociale, ni de préconiser telle ou telle finalité aux actions des hommes : seuls, le pouvoir politique et les classes sociales qui le détiennent peuvent établir objectifs et priorités et entamer un processus de révolution des mentalités et des comportements. L'économie ne peut qu'analyser ce qui résulterait de telle ou telle hypothèse de comportement, et par exemple celle dans laquelle les travailleurs de l'entreprise autogérée chercheraient à obtenir une rémunération individuelle maximale.

Le choix d'une telle hypothèse n'est d'ailleurs pas irréaliste. Les expériences pratiques d'autogestion confirment en effet la place prépondérante qui peut être accordée aux stimulants matériels. Ainsi, on a fait observer à de multiples reprises, que les travailleurs des entreprises yougoslaves ont tendance à se décharger, sur les cadres qu'ils élisent, de la majorité des tâches de gestion, et qu'ils ne prennent part de près qu'aux décisions qui concernent directement leurs revenus monétaires. On invoque également le fait que les travailleurs, individuellement, ont tendance à agir sans trop se soucier de l'intérêt collectif : l'intérêt qu'ils ont à ce que la firme ait une bonne rentabilité, n'est pas toujours suffisant pour les inciter à augmenter spontanément leur productivité individuelle ou à respecter les normes fixées en commun. Outre sa crédibilité empirique, l'hypothèse individualiste offre, du point de vue théorique l'avantage de la simplicité. Elle assure également le respect de la clause « *ceteris paribus* » dans le cadre d'une comparaison avec le système capitaliste. C'est pourquoi nous nous joindrons ici à ceux qui assignent aux individus des intentions, motivations, et comportements identiques, qu'ils travaillent dans des entreprises autogérées ou dans le système capitaliste. Ici encore, nous délimitons les champs de compétence de l'économiste et du politique ou du sociologue.

On suppose donc que chaque travailleur aura pour objectif unique la maximisation de son revenu courant. En l'absence d'une redistribution interne à la firme, l'objectif global de l'entreprise découle directement de l'agrégation des objectifs individuels : la maximisation du revenu net par tête.

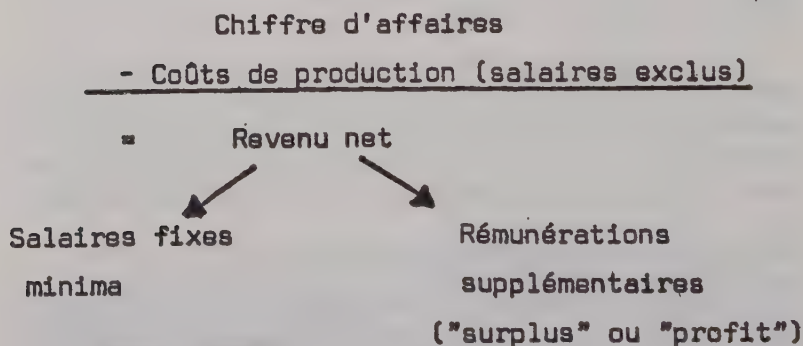
## **§ 2 - Un modèle théorique simple**

La notion de revenu net à laquelle on vient de faire allusion exige quelques explications préalables, les théoriciens de l'autogestion divergeant quelque peu quant à son interprétation.

De façon générale, le revenu net, que les travailleurs se partagent, se définit par la différence entre les recettes (chiffre d'affaires) et les dépenses (coûts) de l'entreprise autogérée.

Cependant, pour J. VANEK (23) le revenu du facteur travail ne doit jamais être considéré comme un coût dans l'entreprise autogérée ; le « revenu net » dont il parle constitue une grandeur résiduelle homogène, et une catégorie conceptuelle nouvelle, qui ne s'identifie pas, dans son esprit, aux catégories de salaire et de profit. Du point de vue économique, cela implique que la notion de salaire n'existe pas : les travailleurs se répartissent exactement le revenu net issu des ventes, nettes des coûts fixes (capital) et des coûts variables proportionnels et non proportionnels. Le revenu net par tête peut ainsi prendre n'importe quelle valeur positive. Théoriquement, on peut concevoir qu'il puisse devenir nul et même négatif, mais alors l'équilibre du marché du travail ne sera plus assuré et la firme devra modifier son activité, ou disparaître.

D'autres auteurs comme B. WARD (24), E. FURUBOTN et S. PEJOVICH (25), et c'est la conception à laquelle nous nous rallierons pour le moment, distinguent dans la rémunération des travailleurs, un élément salarial (déterminé par exemple par la loi, ou par une décision des travailleurs de l'entreprise ou de la branche...) et un élément lié au surplus



(23) J. VANEK [Bibliographie I.B.24, chapitre 1].

(24) B. WARD. The firm in Illyria : Market syndicalism. American Economic Review - Septembre 1958.

(25) E. FURUBOTN et S. PEJOVICH. [Bibliogr. II. A.c. 5, page 183].

Le revenu net est donc constitué d'un élément fixe (le « salaire comptable ») et d'un élément variable (le surplus). Dans cette optique, le revenu net équivaut donc à l'ensemble des salaires et des profits réalisés par une entreprise capitaliste : tout se passe comme si les travailleurs recevaient, outre leur salaire de base, une part du profit de l'entreprise.

Ces deux définitions conduisent à des différences dans la composition du revenu net, mais non dans sa valeur globale ou moyenne. Les décisions des travailleurs concernant les activités de la firme n'en seront donc pas affectées, dès lors que l'on suppose qu'ils sont indifférents à la composition interne de leur revenu, et qu'ils ne s'intéressent qu'à son niveau global (ou moyen).

On peut démontrer très simplement (26) que la recherche du plus grand revenu net par tête (salaire + part de profit) aboutit aux mêmes résultats que la poursuite de la plus grande part de profit. C'est pourquoi l'on peut considérer que l'équilibre de la firme autogérée est atteint en courte période lorsque le profit par tête est à son maximum.

On suppose pour l'instant que l'autofinancement des investissements est nul, ou bien qu'il est déjà inclus dans les coûts. (La question de l'investissement ne relève pas de l'analyse de courte période développée ici, mais sera abordée plus loin).

On fera en outre l'hypothèse provisoire que chaque travailleur perçoit le même salaire et la même part de profit (répartition strictement égalitaire) ; l'hypothèse d'une discrimination des revenus (salaires ou parts de profit différenciés) sera examinée ultérieurement.

La position d'équilibre de la firme autogérée peut alors être précisée à l'aide d'un court développement mathématique complété par un graphique. On montrera que l'entreprise

---

(26) En effet, le taux de salaire minimum étant donné, seule la part de profit constitue une variable à maximiser.  
Cf. J. VANEK [Bibliographie I.B. 24].

autogérée, placée dans les mêmes conditions (prix, technique...) qu'une entreprise capitaliste privée, choisira une taille inférieure à celle de cette dernière.

1 - Le profit  $S$  est défini par la différence entre le chiffre d'affaires  $R$  et le coût total  $C$  :

$$S = R - C$$

2 - On suppose que le chiffre d'affaires croît moins que proportionnellement à l'emploi ( $L$ ) ; il s'agit là de l'hypothèse traditionnelle des rendements décroissants :

$$R = R(L) \quad , \quad \frac{\partial R}{\partial L} > 0 \quad , \quad \frac{\partial^2 R}{\partial L^2} < 0$$

3 - Le coût total se décompose en deux éléments :

- le coût fixe ( $C_f$ ), indépendant du niveau d'emploi, qui est constitué par les frais de gestion, l'amortissement, etc...
- le coût variable ( $C_v$ ), que nous supposerons, pour simplifier, proportionnel à l'emploi ( $L$ ) ;

$$C = C_f + C_v \quad , \quad C = C(L) \quad , \quad \frac{\partial C}{\partial L} = C_v > 0 \quad , \quad \frac{\partial^2 C}{\partial L^2} = 0$$

Certes, on aurait pu considérer que les coûts augmentent plus ou moins vite que l'emploi ; mais cela n'aurait fait que compliquer légèrement l'analyse mathématique et la construction graphique, sans pour autant modifier les résultats. En fait, la seule hypothèse nécessaire à la cohérence du raisonnement consiste à supposer que la recette augmente

d'abord plus vite, puis moins vite que le coût, lorsque l'emploi augmente (27).

4 - L'équilibre est atteint lorsque le profit par tête ( $y$ ) est maximum. Il faut donc que sa dérivée première (par rapport à l'emploi  $L$ ) soit nulle, et que sa dérivée seconde soit négative.

La condition de premier ordre s'énonce :

$$\frac{\delta y}{\delta L} = 0 ; \quad \frac{\delta^2 y}{\delta L^2} < 0$$

Puisque  $y = \frac{S}{L} = \frac{R-c}{L}$ , cela signifie encore :

$$\frac{\delta y}{\delta L} = \frac{\delta\left(\frac{S}{L}\right)}{\delta L} = \frac{L \frac{\delta S}{\delta L} - S}{L^2} = 0 \longrightarrow \frac{\delta S}{\delta L} = \frac{S}{L} \dots [1]$$

$$\frac{\delta y}{\delta L} = \frac{\delta\left(\frac{R-c}{L}\right)}{\delta L} = \frac{\left(\frac{\delta R}{\delta L} - \frac{\delta c}{\delta L}\right)L - (R-c)}{L^2} = 0 \longrightarrow \frac{\delta R}{\delta L} - \frac{\delta c}{\delta L} = \frac{R-c}{L} \dots [2]$$

L'équation [1] signifie simplement qu'à l'équilibre, le profit obtenu par la dernière unité de travail (travail marginal) est égal au profit par tête. Ce résultat est lié à l'hypothèse de répartition égalitaire.

---

(27) C'est-à-dire

$$\frac{\delta(R-c)}{\delta L} \geq 0 ; \quad \frac{\delta^2(R-c)}{\delta L^2} < 0 \quad \text{avec } R > c$$

ou encore  $\frac{\delta S}{\delta L} \geq 0 ; \quad \frac{\delta^2 S}{\delta L^2} < 0 \quad \text{avec } S > 0$

L'équation [2] montre quant à elle que la productivité nette (ou valeur ajoutée) du travailleur marginal est égale à la productivité nette moyenne, elle-même égale au revenu net par tête.

Autrement dit, l'équilibre de la firme autogérée en courte période est atteint lorsque le dernier travailleur employé produit une valeur nette exactement égale à la rémunération qu'il perçoit, cette rémunération étant elle-même égale à celle qui est perçue par tous les autres travailleurs.

Pour que ces conditions d'équilibre correspondent bien à un revenu maximum et non minimum, il faut que les conditions de second ordre soient satisfaites, c'est-à-dire :

$$\frac{\delta^2 y}{\delta L^2} < 0 \longrightarrow$$

$$\frac{\delta^2 \left( \frac{S}{L} \right)}{\delta L^2} = \frac{\delta \left( \frac{\delta S}{\delta L} - \frac{S}{L} \right)}{\delta L}$$

$$= \frac{1}{L} \left( \frac{\delta^2 S}{\delta L^2} - \frac{\delta \left( \frac{S}{L} \right)}{\delta L} \right) - \frac{1}{L^2} \left( \frac{\delta S}{\delta L} - \frac{S}{L} \right) < 0$$

Or, d'après la condition de 1<sup>er</sup> ordre ci-dessus,

$$\frac{\delta \left( \frac{S}{L} \right)}{\delta L} = 0, \quad \frac{\delta S}{\delta L} - \frac{S}{L} = 0$$

La condition de 2<sup>me</sup> ordre s'écrit donc :

$$\frac{1}{L} \times \frac{\delta^2 S}{\delta L^2} < 0 \longrightarrow \frac{1}{L} \left( \frac{\delta^2 R}{\delta L^2} - \frac{\delta^2 C}{\delta L^2} \right) < 0$$

----- [3]

Cette inégalité est toujours vérifiée, puisque  $L > 0$  et que l'on a supposé au départ que :

$$\frac{\delta^2 R}{\delta L^2} < 0, \quad \frac{\delta^2 C}{\delta L^2} = 0$$

5 - Pour comparer l'entreprise autogérée et l'entreprise capitaliste privée (28), il suffit de rappeler les conditions d'équilibre de cette dernière. Son profit est maximum pour :

$$\frac{\delta S}{\delta L} = 0 \longrightarrow \frac{\delta R}{\delta L} - \frac{\delta C}{\delta L} = 0 \text{ ----- [4]}$$

et  $\frac{\delta^2 S}{\delta L^2} < 0 \longrightarrow \frac{\delta^2 R}{\delta L^2} - \frac{\delta^2 C}{\delta L^2} < 0$  toujours vérifié

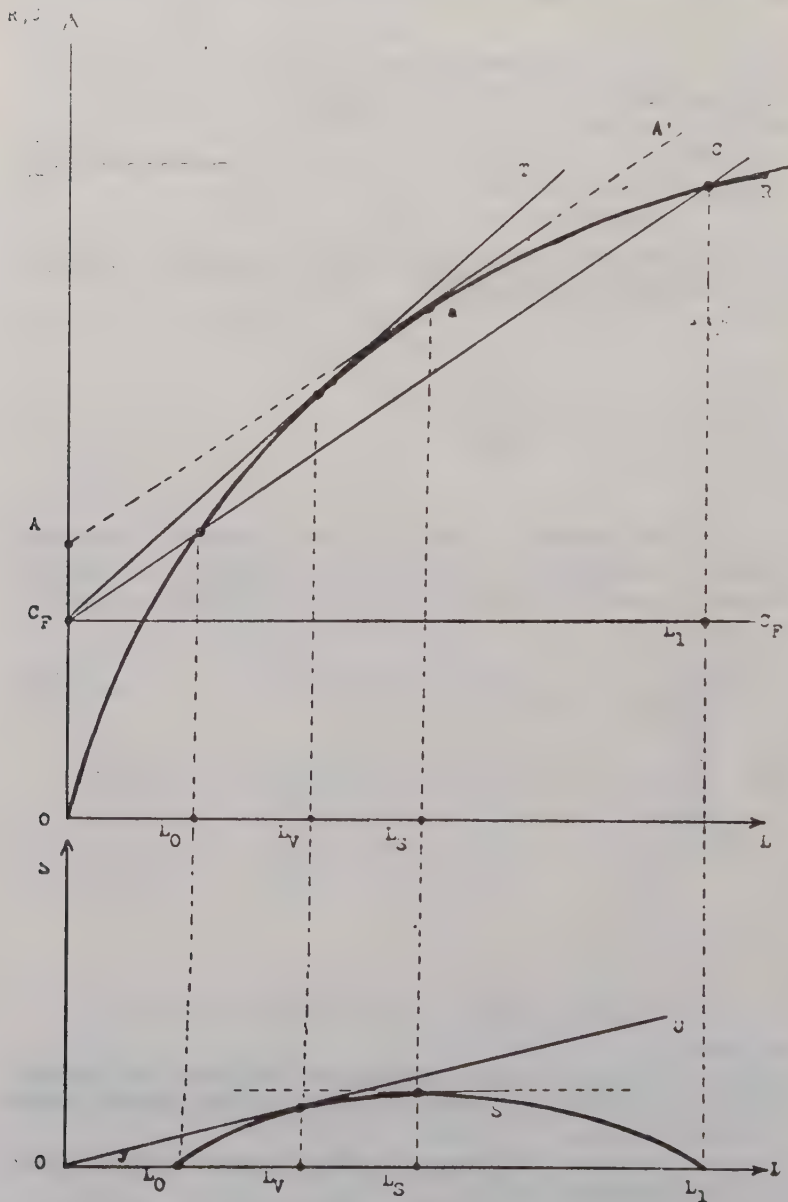
---

(28) Le profit total est l'objectif généralement assigné par les économistes aux entreprises capitalistes. Néanmoins, d'autres objectifs peuvent être envisagés :

Cf. W.J. BAUMOL « business behavior, value and growth ». Mac Millan, New-York 1959.

R.L. MARRIS : « L'entreprise capitaliste moderne. Dunod 1970.

Les démonstrations précédentes peuvent être illustrées par le graphique suivant :



GRAPHIQUE 1

La taille d'équilibre de la firme capitaliste privée ( $L_s$ ) correspond au point où la tangente à la courbe ( $R$ ) (au point  $a$ ) est parallèle à la droite de coût ( $C$ ) : le profit est alors maximum.

La taille d'équilibre de la firme autogérée ( $L_v$ ) correspond au point où une droite passant par  $C_f$  est tangente à la courbe  $R$ . Une telle droite ( $C_fT$ ) représente la somme des coûts et des profits. L'angle qu'elle forme avec la droite de coût représente le profit par tête ( $y$ ). C'est également l'angle formé par la droite  $OU$ , tangente à la courbe de profit ( $S$ ), correspondant au point où le profit par tête est maximum.

Le rapprochement des équations [2] et [4] indique que les conditions d'équilibre des firmes autogérées et des firmes capitalistes privées sont satisfaites pour des tailles différentes.

Dans le cas de la firme capitaliste privée, l'équation [4] signifie que les pentes des courbes de coût et de recette sont égales, et que le profit total est maximum. Dans le cas de la firme autogérée, l'équation d'équilibre [2] montre que la pente de la courbe de recette  $dR/dL$  est plus élevée que celle de la courbe de coût  $dC/dL$  : la différence est alors égale au profit par tête  $y$ , naturellement positif.

D'après les hypothèses relatives à la forme de ces courbes, on en déduit que la taille d'équilibre de l'entreprise autogérée est inférieure à celle de son homologue capitaliste, tant en ce qui concerne la production ( $R$ ) qu'en ce qui concerne le nombre de travailleurs ( $L$ ) qu'elle emploie. La firme autogérée possède également une plus grande productivité du travail, tant à la marge :

$$\frac{\partial R}{\partial L}(v) > \frac{\partial R}{\partial L}(s),$$

qu'en moyenne :

$$\frac{R}{L}(v) > \frac{R}{L}(s),$$

du fait de sa taille plus petite et des rendements décroissants.

Enfin, les travailleurs d'une entreprise autogérée sont mieux rémunérés que ceux d'une entreprise capitaliste, puisqu'ils se partagent, outre leur salaire, la totalité du profit et qu'ils maximisent précisément cette rémunération.

En faisant abstraction du salaire - que l'on suppose identique dans les deux firmes - le graphe représentatif du profit (S) montre clairement l'écart existant entre les deux firmes : le point ( $L_v$ ) pour lequel  $S/L$  est maximum est naturellement situé à gauche du point ( $L_s$ ) pour lequel c'est  $S$  qui est maximisé.

A partir de là, il est possible de dégager quelques considérations de statique comparative, relatives aux perturbations de l'équilibre de la firme autogérée, sous l'influence de l'environnement.

## **SECTION II - La sensibilité de l'équilibre de l'entreprise autogérée aux modifications de son environnement.**

Nous avons vu que la taille d'équilibre de la firme autogérée se définissait à partir des courbes de coût et de recette en fonction de l'emploi. On en déduira que cette taille d'équilibre devrait donc être sensible à des modifications de la position ou de la forme de ces courbes.

De telles modifications peuvent découler de changements intervenus dans les éléments constitutifs des fonctions de coûts et de recette.

### **§ 1 - Les perturbations possibles de l'environnement**

#### **1° - La modification des coûts**

Le coût total peut être brusquement modifié sous l'effet de phénomènes affectant l'une de ses composantes : le coût fixe et le coût variable. Nous n'examinerons que les cas de hausse, étant entendu que l'analyse est analogue, et les résultats symétriques, en cas de baisse.

Une variation à la hausse du coût fixe peut s'expliquer par :

— l'accroissement du coût du capital requis pour une production et un emploi donnés, cet accroissement pouvant notamment prendre la forme d'une élévation du taux d'intérêt sur les emprunts destinés au financement ;

— l'augmentation des frais de toutes sortes (frais généraux, salaires des cadres...) que l'on considère en général comme fixes dans la mesure où ils ne sont pas, du moins courte période, liés à l'emploi ni à la production ;

— l'accroissement des coûts fixes peut enfin être motivé par le prélèvement d'une taxe fiscale forfaitaire indépendante des performances de l'entreprise en courte période.

Une augmentation du coût variable peut avoir trois origines :

— un accroissement du capital circulant par tête (matières premières, petit outillage...)

— une hausse des salaires (indépendante de la masse de profit à partager)

— une augmentation des charges fiscales ou sociales liées aux salaires (cotisations sociales et taxes diverses).

## **2° - La modification du chiffre d'affaires**

La recette dépend à la fois des quantités vendues (X) et des prix de vente pratiqués par l'entreprise. Ces deux éléments étant d'ailleurs souvent liés.

● Une augmentation des quantités vendues peut s'expliquer par une politique commerciale plus agressive, ou encore par une productivité plus élevée ; dans les deux cas, le phénomène peut donc s'accompagner d'une augmentation des coûts fixes, sous la forme de frais commerciaux accrus ou sous la forme d'une amélioration plus ou moins coûteuse des équipements. L'augmentation des quantités vendues peut être également liée à une baisse de prix par rapport à ceux pratiqués par les concurrents. Encore faut-il, pour que le chiffre d'affaires augmente, que l'effet négatif de la baisse de

prix soit plus que compensé par l'effet positif de la hausse des quantités vendues (29). Enfin, les quantités vendues peuvent s'accroître du fait de la diversification des produits offerts, de nouveaux produits pouvant se vendre plus facilement que des produits anciens.

● Une augmentation du prix de vente peut également être à l'origine de l'accroissement du chiffre d'affaires. Mais il faut alors que la hausse de prix ne se traduise pas par une trop forte diminution des quantités vendues.

L'effet recherché sera obtenu si la demande est faiblement élastique (inférieure à 1) ou encore si l'ensemble des concurrents augmente également leurs prix ; une entreprise peut notamment profiter du lancement de produits nouveaux ou de l'amélioration de produits anciens pour pratiquer de telles hausses de prix sans entraîner de désaffection de la part des consommateurs.

On assimilera également à une hausse de prix la diminution de la fiscalité indirecte fondée sur le chiffre d'affaires. En effet, même si les consommateurs n'en subissent pas nécessairement de conséquences, tout se passe dans ce cas comme si le « prix » (c'est-à-dire la recette unitaire de la firme) était accrue d'autant. Naturellement, une hausse de la pression fiscale sur le chiffre d'affaires équivaut à une baisse de prix (ou de recette), sans qu'il y ait nécessairement d'effet sur le prix payé par les consommateurs.

## § 2 - Les conséquences formelles des perturbations

Tous les phénomènes que nous venons d'énumérer, et qui peuvent jouer séparément ou simultanément, viennent perturber l'équilibre de l'entreprise à travers la modification de l'une ou l'autre des fonctions de recette et de coût.

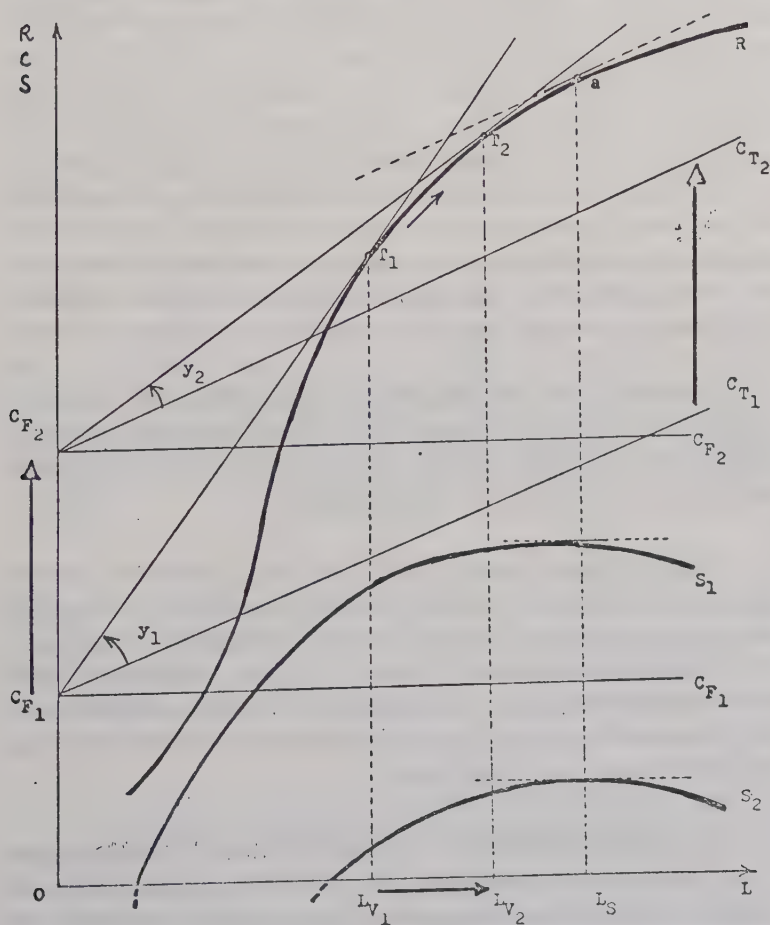
Autrement dit, l'étude de la sensibilité de l'entreprise à son environnement se ramène à l'examen des effets produits par les variations du coût fixe, du coût variable et de la recette.

---

(29) En termes plus techniques, il faut que l'élasticité de la demande à l'entreprise par rapport aux prix soit supérieure à 1.

Il n'est pas nécessaire de développer toutes les démonstrations mathématiques, que le lecteur pourra trouver dans d'autres ouvrages (30), les représentations graphiques constituent ici une référence suffisamment explicite.

1°) **L'incidence d'une variation des coûts fixes sur l'équilibre de l'entreprise autogérée.**



**GRAPHIQUE 2**

(30) J. VANEK [Bibliographie I.B. 24], N. DAURES [Bibliographie I.C.4, chapitre I, pages 111 à 168].

Lorsque le coût fixe augmente de  $CF^1$ , à  $CF^2$ , la pente de la droite de coût total (CT) ne change pas :  $CT^1$  et  $CT^2$  sont parallèles. Le point de profit maximum (a) ne change pas et l'équilibre de la firme capitaliste privée n'est pas affecté ; son profit est seulement amputé du coût fixe supplémentaire. Par contre, le point d'équilibre de la firme autogérée passe de  $Lv^1$  à  $Lv^2$ , correspondant aux points de tangence  $T^1$  et  $T^2$ .  $Lv^2$  est situé à droite de  $Lv^1$ . Autrement dit, la taille d'équilibre de la firme autogérée varie dans le même sens que les coûts fixes qu'elle doit supporter. Intuitivement, cette règle s'explique par le fait qu'un accroissement de la taille permet de mieux étaler l'augmentation des charges fixes, et de maintenir leur valeur par tête à un niveau acceptable. Naturellement, cet accroissement de la taille, en courte période, s'accompagne d'une diminution de la productivité du travail (égale, à l'équilibre, au revenu par tête, qui diminue donc lui aussi).

Il s'ensuit que l'étalement des coûts fixes se heurte à une limite au-delà de laquelle la perte de productivité (et de revenu) liée à l'augmentation de la taille n'est plus compensée par la diminution du coût par tête.

Cette limite correspond à la taille de l'entreprise capitaliste maximisant son profit. Lorsque l'entreprise autogérée atteint cette taille ( $L_s$ ), on sait qu'elle réalise un profit nul : le revenu par tête se réduit donc au salaire, la droite de coût (CT) devenant tangente à la courbe (R). Toute augmentation supplémentaire du coût fixe impliquerait une perte pour l'entreprise et pour les travailleurs.

En pratique cependant, il est probable que les travailleurs n'iront pas jusqu'à accepter une prime de surplus qui soit nulle : la notion de stimulant matériel, liée à l'objectif de maximisation du revenu par tête, perdrait toute signification. Les travailleurs, s'ils n'ont pas l'espoir d'obtenir une prime suffisante, peuvent préférer quitter l'entreprise : tout dépend des caractéristiques du marché du travail et des possibilités de gain dans d'autres entreprises.

On remarquera que la manipulation des taxes forfaitaires (coûts fixes) payées par les entreprises constitue pour l'Etat un instrument de guidage propre à inciter les entreprises autogérées à augmenter leur taille.

Les objectifs sociaux peuvent ainsi être satisfaits à un double titre : l'augmentation de la taxe rapproche l'économie du plein-emploi, et assure à la collectivité, à travers l'Etat, des recettes accrues, disponibles pour satisfaire des besoins jugés prioritaires par la société. Toutefois, pour ne pas vider de sa signification le processus de maximisation du revenu par tête dans les entreprises, l'Etat devra se garder de prélever une taxe trop lourde (31).

Par contre, les travailleurs, ont intérêt à comprimer les charges fixes de leur entreprise, en vue d'accroître leurs parts de profit. Sur un plan strictement financier, ils peuvent être tentés d'accompagner une telle compression d'une diminution de l'emploi (de Lv2 en Lv1) ; mais cette dernière décision n'est pas une nécessité, et les travailleurs peuvent se contenter d'un revenu jugé suffisant grâce aux économies sur les frais fixes, et accepter donc un niveau d'emploi stable, supérieur à ce qu'il pourrait être.

Nous reviendrons ultérieurement sur les problèmes que soulèvent la politique économique de l'Etat et sur les arbitrages que les travailleurs sont amenés à opérer dans une entreprise autogérée. Mais il apparaît d'ores et déjà qu'un système d'autogestion devra affronter au moins deux contradictions :

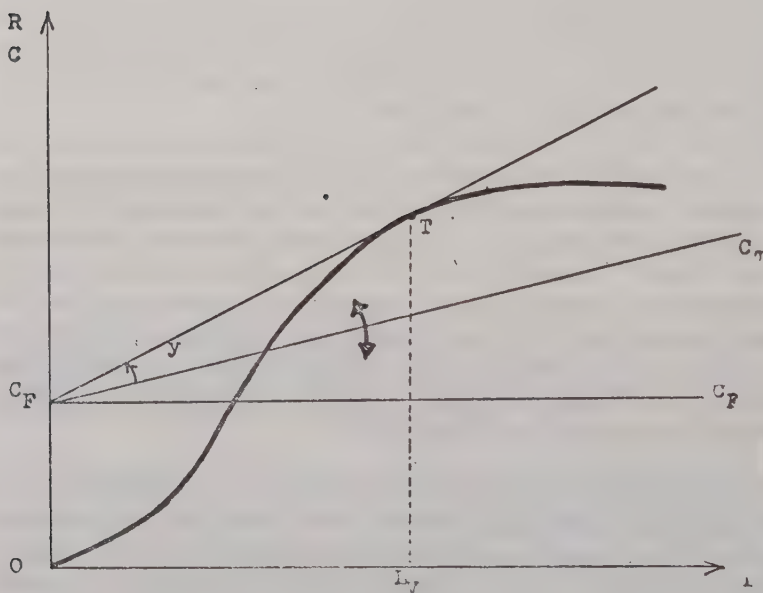
- d'une part, entre l'Etat et les entreprises, quant au poids et à la répartition des charges fiscales ;
- d'autre part entre les travailleurs eux-mêmes, qui doivent arbitrer entre leur revenu et l'emploi d'une partie d'entre eux.

---

(31) D'autant que cette politique peut revêtir une nautre inflationniste, les entreprises répercutant sur le prix de vente l'accroissement des charges fixes.

## 2° - L'incidence d'une modification des coûts variables sur l'équilibre d'une entreprise autogérée.

Lorsque les frais variables sont modifiés, la droite de coût total (CT) tourne autour du point Cf. A l'évidence, la droite CfT demeure inchangée, le point de tangence T et la taille d'équilibre  $L_v$  n'en sont pas affectés.



GRAPHIQUE 3

Autrement dit, en courte période, la taille de la firme autogérée n'est pas affectée par une modification des frais variables.

Ce résultat n'a cependant pas valeur absolue, car il repose sur l'hypothèse de coûts variables proportionnels à l'emploi (CT est une droite). On remarquera ultérieurement, en examinant les cas de discrimination salariale (section 3) qu'une fonction de coût différente peut impliquer des conclusions différentes.

Bien qu'elle n'affecte pas la taille d'équilibre de l'entreprise autogérée, la modification des frais variables doit être cependant limitée.

Pour que l'équilibre soit possible, il faut en effet que la firme ne fasse pas de perte ; autrement dit, la droite CT se heurte à une limite supérieure que constitue la droite CfT. Les frais variables peuvent donc augmenter jusqu'au point où la droite CT devient tangente à la courbe de recette ; le profit est alors nul (32). Si les coûts variables devenaient plus importants, il faudrait que l'entreprise comprime ses charges fixes pour éviter une perte. Dans ce dernier cas, on sait que l'emploi et la production devront diminuer.

Il se peut que la modification des coûts variables s'explique par une hausse du taux de salaire. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, ce qui est gagné par les travailleurs sous forme de salaire est perdu au niveau du profit à se partager. Dans une entreprise autogérée, une hausse (ou une baisse) de salaire est donc une opération blanche, qui laisse inchangé le revenu obtenu par les travailleurs : seule, la composition de ce revenu entre les parts respectives du salaire et de la prime de profit, est modifiée. Ce dernier aspect peut évidemment revêtir une certaine importance, dans la mesure où le salaire est un élément fixe payé mensuellement, tandis que le profit est résiduel et payé en fin de trimestre ou d'année. On en déduira que les revendications purement salariales n'ont plus de raison d'être, du moins dans le cadre de la courte période. On en déduira également qu'il existe une limite à l'efficacité d'une politique

---

(32) Lorsque cette limite est atteinte, la droite de coût a pour pente la dérivée de la courbe de recette au point T :

$$\frac{\delta CT}{\delta L} = \frac{\delta C_v}{\delta L} = \frac{C_v}{L} = \frac{\delta R}{\delta L}$$

Le coût variable par tête est donc égal à la productivité marginale du travail.

économique visant à garantir aux travailleurs un revenu salarial minimum. En effet, si la firme est suffisamment rentable, le revenu qu'elle distribue est déjà supérieur au salaire de base ( $y > 0$ ), et l'augmentation de ce dernier n'a aucun effet. Si la firme ne réalise aucun surplus, elle ne survivra qu'au prix d'une réduction de l'emploi ; mais il faut encore que les charges fixes puissent diminuer.

Toute politique des revenus, toute négociation les concernant, doit donc prendre en compte non seulement l'élément fixe (salaire) mais également l'élément résiduel (part de profit).

Il est enfin possible que la modification des coûts variables trouve son origine dans une variation de la charge fiscale basée sur la masse salariale. Le prélèvement de telles taxes ne modifie pas la position d'équilibre de l'entreprise autogérée, mais se traduit seulement par une restriction du profit disponible que les travailleurs se partagent. Cela équivaut donc au prélèvement d'un impôt individuel forfaitaire, égal pour tous les travailleurs.

### **3° - La modification du chiffre d'affaires et son incidence sur l'équilibre de l'entreprise autogérée.**

L'analyse de ce point est plus complexe, car la courbe de recette peut non seulement changer de position, mais également de forme. Examinons d'abord le cas le plus simple.

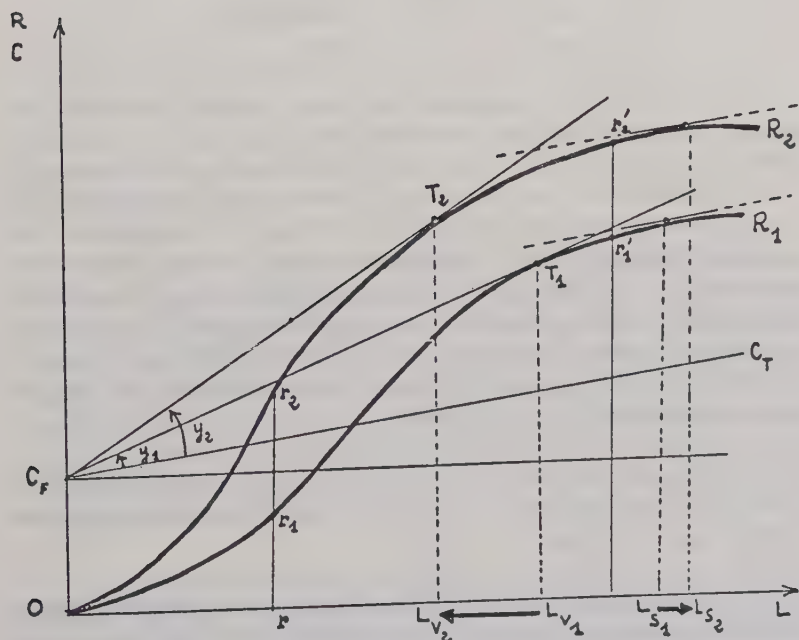
**a) Dans l'hypothèse la plus simple, le prix de vente est modifié indépendamment du niveau de production et d'emploi.**

On construit alors une nouvelle fonction de recette, homothétique de la fonction initiale ; graphiquement, la nouvelle courbe se déduit de la première par affinité orthogonale par rapport à l'axe des abscisses. Cela signifie que tout point  $r^1$  appartenant à la courbe initiale  $R^1$  voit son ordonnée augmentée d'une même proportion. Le coefficient multiplicateur est donné par le rapport des prix nouveau et ancien ( $P_2/P_1$ ).

On peut en effet écrire :

$$R_1 = P_1 \text{ et } R_2 = XP_2, \text{ d'où}$$

$$\frac{R_2}{R_1} = \frac{P_2}{P_1} \text{ pour tout } X \text{ donné (donc pour tout } L \text{ donné)}$$



GRAPHIQUE 4

Lorsque le prix passe de  $P_1$  à  $P_2$ , la courbe de recette  $R_1$ , se déplace en  $R_2$  par homothétie. On a par affinité orthogonale :

$$\frac{n n_2}{n n_1} = \frac{n n'_2}{n n'_1} = \frac{P_2}{P_1}$$

On peut alors démontrer (33) que le point T2 est nécessairement situé à gauche du point T1 :

Lorsque le prix de vente s'accroît indépendamment du niveau de production, l'entreprise autogérée est amenée à diminuer sa taille et à restreindre son offre. On sait que l'entreprise capitaliste réagit en sens contraire (de Ls1 à Ls2).

Ce résultat appelle plusieurs remarques.

Cette tendance de l'entreprise autogérée à diminuer son offre de production lorsque le prix de vente augmente est considérée comme un comportement « pervers », qui empêche le fonctionnement normal du marché. En effet, d'après la loi de l'offre et de la demande qui caractérise le marché, une augmentation de prix signifie que l'offre est insuffisante par rapport à la demande. Le rétablissement de l'équilibre et la satisfaction des consommateurs nécessitent donc un accroissement de l'offre, permettant au prix de baisser. Or, si ce mécanisme joue en principe dans un système d'entreprises capitalistes privées, c'est exactement le contraire qui se passe dans un système d'autogestion.

Autrement dit, dans un tel système, le déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché doit s'accroître au lieu de se résorber (34).

D'un point de vue plus général, ce comportement pervers de l'entreprise autogérée peut avoir plusieurs autres conséquences néfastes. Tout d'abord, puisque l'augmentation du prix de vente s'accompagne d'un accroissement du revenu par tête, les travailleurs ont apparemment intérêt à pratiquer

---

(33) Il faut faire appel au calcul différentiel, en cherchant le signe et la valeur de l'expression  $(dR / dL)$  lorsque  $(dy' / dL = 0)$ . La démonstration la plus générale a été développée par MEADE (J.E.). [Bibliogr. I.C. 14].

(34) Il s'agit là d'un mécanisme tendanciel, dont la perversité peut être cependant adoucie ou contrecarrée par d'autres phénomènes. Ainsi, on peut montrer (VANEK [Bibliogr. I.B. 24], MEADE (J.E.) [Bibliogr. I.C.15]) que le déséquilibre peut être atténué si l'entreprise diversifie ses productions et utilise une technologie intégrée complexe.

des prix élevés. En même temps, cela implique une restriction de la production et de l'emploi. Cela signifie que les mécanismes de l'autogestion tels que nous les avons décrits semblent favoriser l'inflation, l'insuffisance de production et le chômage... autant de maux qui paraissent bien éloignés des objectifs d'une société où les travailleurs ont le pouvoir.

Il convient donc de déterminer à ce niveau un certain nombre de mécanismes correcteurs aptes à combattre ces aspects négatifs. Il semble ici qu'une intervention active de l'Etat soit nécessaire (35) pour contrôler les prix et l'emploi, et que l'autonomie de décision des entreprises doive être limitée. Le problème consiste, évidemment à rechercher des modalités d'intervention centrale qui ne vident pas l'autogestion de son sens.

Rappelons cependant qu'une taxe fiscale sur le chiffre d'affaires (ou sur la valeur ajoutée) équivaldrait pour l'entreprise, à une diminution de sa recette qui s'analyse comme une baisse de prix. Un accroissement de la fiscalité indirecte doit donc permettre tout à la fois une augmentation des recettes publiques, et une élévation de la production et de l'emploi. La fiscalité indirecte semble donc être un instrument de politique économique particulièrement bien adapté au système autogéré.

L'analyse que nous venons de développer se rapporte au cas le plus simple, où la variation de prix est indépendante du niveau de production. Les conclusions que nous en avons tirées sont donc limitées à cette hypothèse restrictive. Une telle situation est caractéristique des marchés où règne la « concurrence pure et parfaite » ; or, dans le cas le plus général, le fonctionnement réel des marchés est différent. On observe très souvent (le cas du monopole est significatif à cet égard) une interaction entre le prix pratiqué par une entreprise et ses possibilités de ventes.

**b) Le cas de la concurrence imparfaite, où prix et production sont liés.**

---

(35) Voir chapitre III.

On suppose que l'entreprise ne peut pas vendre n'importe quelle quantité pour un prix donné, et réciproquement, qu'elle doit adapter son prix de vente à la quantité qu'elle veut vendre. Le chiffre d'affaires dépend donc de deux variables (la quantité  $X$  et le prix  $P$ ) dont l'une est fonction de l'autre. On écrira :  $R = P \cdot X$ , avec  $P = P(X)$ . Le prix est en général considéré comme une fonction décroissante de la quantité, du fait de l'élasticité négative de la courbe de demande des consommateurs.

Le problème est alors un peu différent et plus complexe que dans le cas précédent. On examine ici, non pas une simple variation de prix, mais une modification de la courbe de recette, liée à une évolution de la courbe de demande. En d'autres termes, il s'agit d'analyser les conséquences d'une modification du comportement des consommateurs, qui sont désormais prêts à payer plus cher une quantité accrue pour un prix donné - et cela pour n'importe quels prix et niveaux de production.

Dans la mesure où la recette totale dépend désormais de deux variables, il n'y a pas de solution unique déterminée ; tout dépend en effet de la liaison qui existe entre les deux variables  $P$  et  $X$ , liaison exprimée dans la valeur de l'élasticité  $e$ , définie par :

$$e = \left| \frac{dX}{dP} \times \frac{P}{X} \right|$$

Nous n'entrerons pas dans le détail des démonstrations mathématiques de ce problème (36) mais en rappellerons seulement les résultats, en nous appuyant sur un exemple graphique.

La modification du comportement des consommateurs qui est ici à l'origine d'un déplacement de la courbe de recette (comme en concurrence parfaite), peut également avoir pour effet de modifier l'élasticité  $e$ , donc de modifier la for-

---

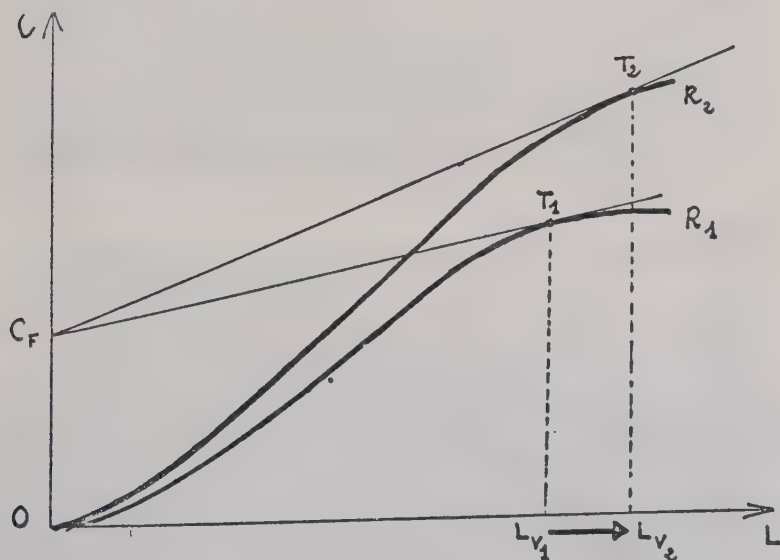
(36) Une première formulation a été donnée par J.E. MEADE [Bibliogr. I.C. 15] ; voir également N. DAURES [Bibliogr. I.C. 4].

me de cette courbe de recette : elle s'applatit si l'élasticité augmente, et accentue sa courbure si l'élasticité diminue (37).

On peut alors démontrer que :

— Si l'élasticité diminue, la firme réagit dans le même sens que dans le cas de la concurrence, mais dans des proportions encore plus importantes. La firme diminuera donc fortement sa production et sa taille lorsque la modification de la demande des consommateurs permet d'élever les prix pratiqués (graphique 5).

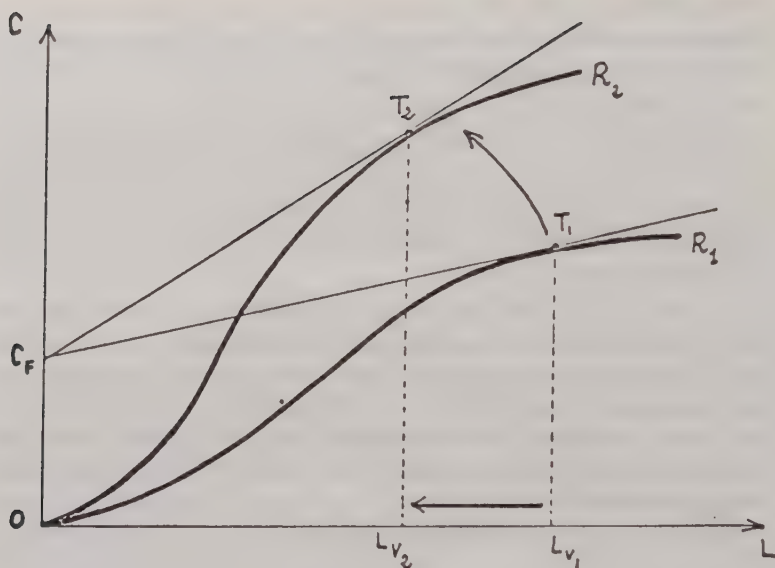
— Si l'élasticité augmente faiblement, la courbe de recette s'élève tout en s'applatissant (graphique 6). La taille se réduit alors beaucoup moins. Ce n'est qu'avec une forte augmentation de l'élasticité-prix de la demande, que la courbe de recette s'applatit suffisamment pour permettre tout à la fois un accroissement de prix, de la production, et de l'emploi (graphique 7).



GRAPHIQUE 5

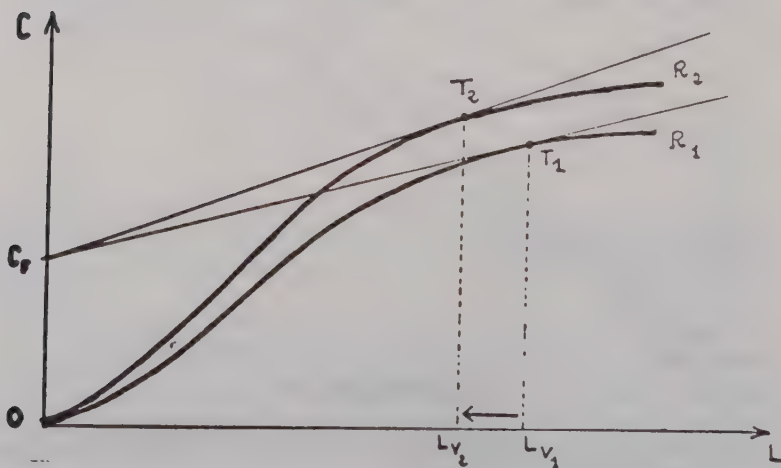
e diminue. La courbure de  $R^2$  est plus accentuée. La taille diminue fortement.

(37) Le cas de la concurrence pure et parfaite implique ici une élasticité constante lorsque le prix varie.



**GRAPHIQUE 6**

e augmente faiblement,  $R^2$  est plus aplatie. La taille diminue peu.



**GRAPHIQUE 7**

e augmente fortement,  $R^2$  est beaucoup plus aplatie. La taille augmente.

### **c) Conclusions sur les variations du prix et de l'impôt indirect.**

Les travailleurs d'une entreprise autogérée sont toujours intéressés par l'accroissement du prix de vente des produits qu'ils fabriquent, puisque cela leur permet d'élever leurs revenus individuels. Ce gain monétaire tend toutefois à s'accompagner d'une diminution de la production et de l'emploi, à moins que les conditions de la production (multiproduction, diversification rapide des productions, technologies complexes et rigides) et les caractéristiques de la demande (élasticité-prix en forte augmentation), tempèrent ou renversent cet aspect pervers de la courbe d'offre en courte période.

A l'opposé de ce qui se passe dans le capitalisme privé, l'équilibre du marché peut donc être difficile à atteindre. Du point de vue de la société dans son ensemble, le comportement inflationniste et « malthusien » (38) des entreprises autogérées est évidemment un grave inconvénient. Cependant, cet état de choses peut être amélioré grâce à une intervention de l'Etat, qui peut alourdir la charge fiscale forfaitaire ou indirecte (pour accroître l'emploi et la production) et contrôler la fixation des prix par les entreprises.

### **SECTION III - La discrimination dans la répartition des revenus.**

Nous avons raisonné jusqu'ici sur un modèle très simple, en supposant l'absence de toute hiérarchie des salaires. Il faut maintenant lever cette hypothèse, non seulement parce qu'elle paraît contraire aux faits réels, mais aussi parce que son abandon, modifie certains des résultats que nous avons mis en lumière au paragraphe précédent. Il convient cependant de préciser au préalable les notions de discrimination et d'inégalité, la première étant plus large que la seconde.

Si les différences entre les revenus perçus par les travailleurs correspondent exactement à des productivités différentes, il y a seulement inégalité entre les individus. Mais il

---

(38) Voir A. BAJT [Bibliographie II.A.b. 2].

n'y a pas à proprement parler de discrimination, puisque chacun reçoit en fonction de son apport productif. On peut alors conserver le modèle utilisé jusqu'ici, en précisant que la variable  $L$  représente non pas des individus, mais des « unités de travail simple » (39), chaque travailleur apportant un certain nombre de ces unités et percevant un salaire proportionnel à ce nombre.

La discrimination (40) est caractérisée par une diversité des taux de salaire, entraînant une distorsion entre la structure des productivités individuelles et celle des rémunérations.

### § 1 - Les hypothèses

Ceci étant, on supposera dans un premier temps qu'il existe deux catégories de revenus et de salariés.

Sur les  $L$  travailleurs de l'entreprise, une fraction  $LA$  perçoit un revenu individuel  $Z_i$  ; les autres, au nombre de  $LB$ , reçoivent chacun un revenu  $Z_j$ . On sait que le revenu se compose d'un salaire ( $w$ ) et d'une prime de profit ( $y$ ) ; la discrimination peut affecter l'un seulement de ces deux éléments, ou les deux simultanément. Dans ce dernier cas, le sens et la valeur de la discrimination peuvent être différents ; ainsi, il est possible que la discrimination dans la répartition du profit compense, maintienne ou accentue la hiérarchie des salaires. En pratique, il est peu vraisemblable que la discrimination concerne seulement le profit : nous supposons donc qu'il y a toujours deux taux de salaire différents.

Si le salaire  $w_j$  perçu par les derniers travailleurs (fraction  $LB$ ) est plus élevé que celui ( $w_i$ ) obtenu par les premiers, on parlera de « discrimination à la hausse » (Gr. 8 a). Une telle

---

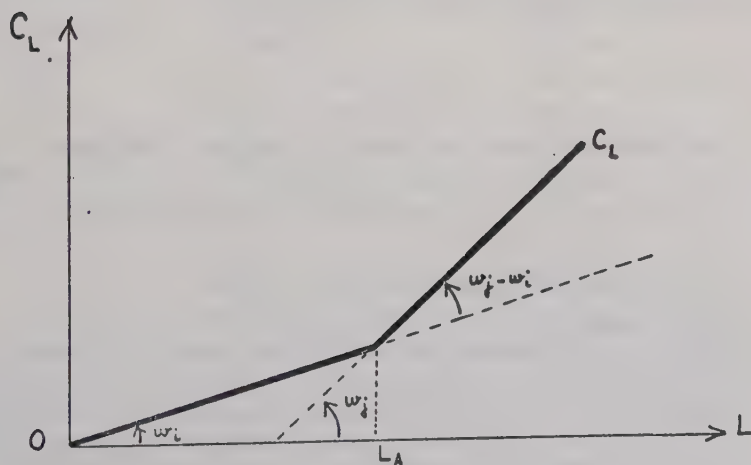
(39) A notre connaissance, le problème de la discrimination des revenus, en système d'autogestion n'a pas beaucoup tenté les économistes. VANEK J. [Bibliogr. I.B. 24, chapitre 11] évoque le problème mais dans une perspective très particulière, différente de la nôtre. Nous utiliserons surtout ici l'analyse de N. DAURES [Bibliogr. I.C. 4, chapitre II, pages 172 à 232], sans en reprendre tous les aspects.

(40) Le taux de salaire, rémunérant une unité de travail simple, est alors unique. Seul le salaire (revenu), correspond à du travail complexe, et varie d'un individu à l'autre.

situation peut s'expliquer par une procédure contractuelle de fixation des salaires, permettant par exemple aux nouveaux venus de négocier des salaires plus élevés, alors que les contrats anciens établissent des taux plus faibles pour les travailleurs anciens. En courte période, une telle situation n'est pas irréaliste.

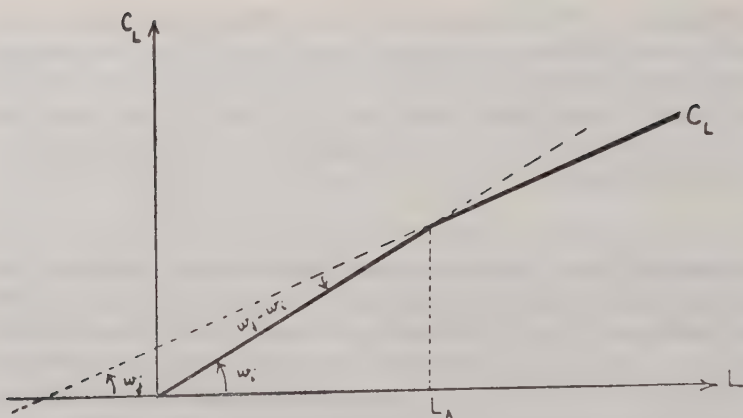
Plus probable est la « discrimination à la baisse » où  $w_j$  est inférieur à  $w_i$  (Gr. 8 b). Cette situation peut provenir par exemple des règles d'ancienneté présidant à la fixation des rémunérations : les travailleurs qui ont été employés à une date plus récente perçoivent un salaire moindre que celui obtenu par ceux qui leur sont plus anciens dans l'entreprise, et cela indépendamment des différences de productivité.

La courbe de coût salarial devient donc une droite brisée (à la verticale de  $L_A$ ), dont les deux parties forment un angle aigü égal à la différence ( $w_j - w_i$ ) entre les taux de salaire.



**GRAPHIQUE 8 a**

(discrimination à la hausse :  $w_j > w_i$ )



**GRAPHIQUE 8 b**

(discrimination à la baisse :  $w_j < w_i$ )

En termes plus formalisés les développements précédents peuvent être résumés de la façon suivante :

1 - L'emploi total ( $L$ ) se décompose en deux parties  $L_A$  et  $L_B$ , d'importance respective quelconque :

$$L = L_A + L_B ; L_A \geq L_B \text{ --- [5]}$$

2 -  $L_A$  travailleurs perçoivent un revenu  $Z_i$  tel que :

$$Z_i = w_i + y_i \quad \dots \dots \dots [6]$$

3 -  $L_B$  travailleurs perçoivent un revenu  $Z_j$  tel que :

$$Z_j = w_j + y_j \quad \dots \dots \dots [7]$$

4 - La discrimination salariale implique :

$$w_i \neq w_j$$

5 - Elle peut s'accompagner ou non d'une discrimination dans la répartition du profit :

$$y_i \geq y_j$$

6 - On écrit alors :

$$w_j = w_i + \alpha \quad (\alpha \neq 0) \text{ ----- [8]}$$

$$y_j = y_i + \beta \quad (\beta \neq 0) \text{ ----- [9]}$$

7 - Il y a donc 6 formes possibles de discrimination :

|                                | $w_j > w_i$<br>( $\alpha > 0$ )                        | $w_j < w_i$<br>( $\alpha < 0$ )                        |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| $y_j > y_i$ ( $\beta > 0$ )    | Discrimination accentuée à la hausse                   | Discrimination à la baisse avec compensation partielle |
| $y_j = y_i$<br>( $\beta = 0$ ) | Discrimination simple à la hausse                      | Discrimination simple à la baisse                      |
| $y_j < y_i$<br>( $\beta < 0$ ) | Discrimination à la hausse avec compensation partielle | Discrimination à la baisse accentuée                   |

8 - Pour ne pas alourdir l'analyse, on exclura ici les 2 cas particuliers dans lesquels la discrimination sur le profit compenserait exactement la discrimination salariale, de sorte que tous recevraient le même revenu global mais composé différemment. On suppose donc :

$$\alpha \neq -\beta \longrightarrow z_j \neq z_i$$

9 - Le revenu moyen s'écrit :

$$\begin{aligned}\bar{z} &= \frac{L_A}{L} z_i + \frac{L_B}{L} z_j \\ &= \frac{L_A}{L} (w_i + y_i) + \frac{L_B}{L} (w_j + y_j) \text{ ---- [10]}\end{aligned}$$

ou encore :

$$\bar{z} = \bar{w} + \bar{y}$$

avec le salaire moyen :

$$\begin{aligned}\bar{w} &= \frac{L_A}{L} w_i + \frac{L_B}{L} w_j \\ &= w_i + \frac{L_B}{L} \alpha = w_j - \frac{L_A}{L} \alpha \text{ ----- [11]}\end{aligned}$$

et la prime moyenne :

$$\begin{aligned}\bar{y} &= \frac{L_A}{L} y_i + \frac{L_B}{L} y_j \\ &= y_i + \frac{L_B}{L} \beta = y_j - \frac{L_A}{L} \beta \text{ ----- [12]}\end{aligned}$$

10 - Le coût variable total se compose :

— du coût salarial :  $CL = Lw$

— de coûts proportionnels à l'emploi (voir section II) :

Lx (matières premières par exemple)

$$Cv = xL + LA wi + LB wj \dots \dots \dots [13]$$

11 - Le profit est donc défini par :

$$S = R - CF - xL - LA wi - LB wj \dots \dots \dots [14]$$

12 - Le profit se partage de la façon suivante :

$$S = LA yi + LB yj \dots \dots \dots [15]$$

d'où :

$R - CF - xL - LA wi - LB wj - LA yi - LB yj = 0$  par définition.

En l'absence de discrimination, nous avons supposé que les travailleurs visaient un revenu individuel maximum. Lorsqu'il y a discrimination dans la répartition des revenus, cet objectif aura un sens différent ; il y a désormais deux catégories de travailleurs, percevant des revenus différents : on peut donc supposer que l'objectif poursuivi sera maintenant défini par le seul groupe majoritaire. Autrement dit, si la majorité reçoit le revenu  $Z_i$ , la taille d'équilibre sera telle que ce revenu  $Z_i$  sera maximisé, et inversement si les travailleurs recevant le revenu  $Z_j$  forment la majorité.

$$L_A > L_B = \text{Max } z_i = w_i + y_i$$

$$L_A < L_B = \text{Max } z_j = w_j + y_j$$

Cela revient encore à maximiser  $y_i$  dans le premier cas,  $y_j$  dans le second, puisque  $w_i$  et  $w_j$  sont donnés. Or,

$$w_j + y_j = w_i + y_i + \alpha + \beta$$

Il revient donc au même de maximiser  $w_j + y_j$  ou  $w_i + y_i$  : la recherche de la maximisation de l'une ou l'autre des deux catégories de revenus aboutit donc aux mêmes résultats.

Ainsi, la hiérarchie des revenus étant donnée, la taille d'équilibre est indépendante des contours de la majorité et de la minorité : l'intérêt de tous est de maximiser le revenu de chacun, qu'il soit favorisé ou défavorisé par le système. Le seul problème qui demeure concerne comme précédemment les licenciements éventuellement nécessaires pour atteindre l'équilibre.

## § 2 - Les conditions de l'équilibre

Dans la mesure où tous les revenus sont maximisés en même temps, il suffit de retenir pour objectif la maximisation de  $Z_j = w_j + y_j$ .

Les équations que nous avons données précédemment constituent une base suffisante pour résoudre le problème. Nous avons en effet :

$$LA (w_i + y_i) + LB (w_j + y_j) = R - CF - xL.$$

En remplaçant  $w_i$  par  $w_j + y_i - B$ , et  $LA + LB$  par  $L$ , on peut écrire :

$$w_j + y_j = \frac{R - CF - xL}{L} + \frac{LA}{L} (\alpha + \beta) \dots\dots [16]$$

où :

$L$  constitue la variable

$w_j$ ,  $CF$ ,  $x$ ,  $LA$ , &  $B$  sont donnés indépendamment de  $L$

$R$  constitue une fonction de  $L$

Le revenu maximum est obtenu lorsque la dérivée de  $y_j$  par rapport à  $L$  est nulle, soit :

$$\frac{\partial y_j}{\partial L} = \frac{\partial \left( \frac{R - CF - xL}{L} \right)}{\partial L} + (\alpha + \beta) \frac{\partial \left( \frac{LA}{L} \right)}{\partial L} = 0$$

Après simplifications, cela équivaut à :

$$\frac{\partial R}{\partial L} - x = \frac{R - C_F - xL}{L} + \frac{L_A}{L} (\alpha + \beta) \quad \text{--- [17]}$$

Le rapprochement des égalités [16] et [17] permet enfin d'écrire :

$$w_j + y_j = \frac{\partial R}{\partial L} - x \quad \text{--- [18]}$$

qui constitue la condition d'équilibre cherchée.

Cela signifie que l'équilibre est obtenu (revenus maximisés) lorsque le travailleur marginal perçoit un revenu  $w_j + y_j$  égal à sa productivité nette. Nous retrouvons là un résultat connu.

D'autre part, nous pouvons écrire :

$$S = R - C_F - xL - L_A w_i - (L - L_A) w_j,$$

$$\frac{\partial S}{\partial L} = \frac{\partial R}{\partial L} - x - w_j$$

et à l'équilibre, avec l'équation [18]

$$y_j = \frac{\partial S}{\partial L} \quad \text{--- [19]}$$

qui constitue une autre forme de la condition d'équilibre.

Le travailleur marginal reçoit une prime ( $y_j$ ) égale au profit ( $dS/dL$ ) qu'il apporte à l'entreprise.

Cette dernière règle facilite la construction graphique de la taille d'équilibre.

### § 3 - Représentation graphique

La construction est plus complexe qu'en l'absence de discrimination. C'est pourquoi nous ne présenterons ici que les courbes d'obtention et de répartition du profit.

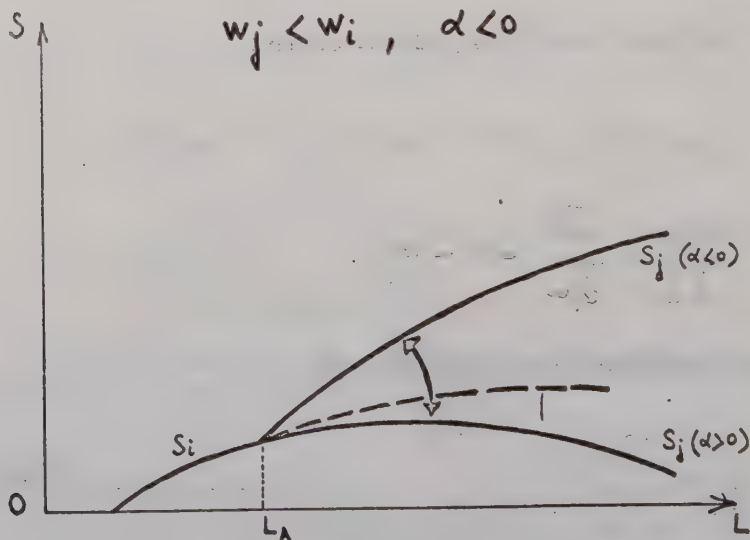
La courbe de profit  $S$  se compose de deux arcs  $S_i$  et  $S_j$  se coupant à la verticale de  $L_A$ .

Par rapport au prolongement de l'arc  $S_i$  (correspondant au même salaire  $w_i$  pour tous les travailleurs), l'arc  $S_j$  occupe une position plus basse si :

$$w_j > w_i, \quad \alpha > 0$$

et une position plus haute si :

$$w_j < w_i, \quad \alpha < 0$$



GRAPHIQUE 9

La courbe de répartition du profit est une droite brisée à la verticale de LA. Ses deux branches ont pour pente respective  $y_i$  et  $y_j$  : elle n'est pas brisée si :

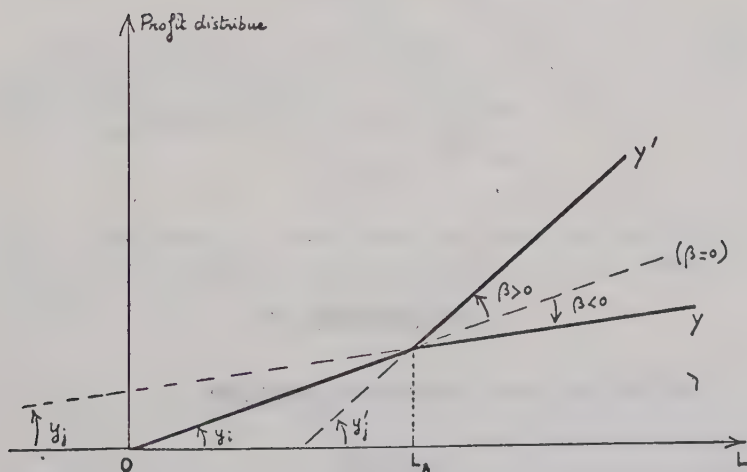
$$\beta = 0, \quad y_i = y_j$$

elle est brisée vers le haut si :

$$\beta > 0, \quad y_j > y_i$$

elle est brisée vers le bas si :

$$\beta < 0, \quad y_j < y_i$$



**GRAPHIQUE 10**

Le rapprochement des deux graphes permet de situer le point d'équilibre  $L_v$ . En effet, pour que le profit soit entièrement distribué tout en satisfaisant la condition d'équilibre  $y_j = dS/dL$ , il faut que la branche AY (ou AY') soit tangente à l'arc Sj.

Sur ce graphique, nous avons supposé

puisque l'arc Sj est relevé par rapport à Si. Les LB travailleurs du second groupe perçoivent donc un salaire  $w_j$  inférieur à  $w_i$ . Nous avons représenté deux cas :

56 —

les travailleurs du second groupe sont également défavorisés dans la répartition du surplus (taille d'équilibre  $L_v$ )

$$OAT'Y' : \beta > 0 \quad ; \quad y_j > y_i$$

Défavorisés sur le plan salarial, les travailleurs du second groupe obtiennent une compensation partielle grâce à la répartition du profit en leur faveur (Taille  $L'_v$ ).

Naturellement, si

$$\beta = 0 \quad , \quad y_i = y_j$$

OAY est une droite, et la construction est plus facile.

Dans le cas d'une discrimination salariale à la hausse ( $\beta \geq 0$ ),  $S_j$  est plus bas que  $S_i$ . On suivra la même procédure que dans le cas inverse, et on distinguera :

$$\beta < 0$$

la répartition du profit compense partiellement les écarts de salaire ;

$$\beta = 0$$

la répartition du profit est égalitaire et les écarts de revenus s'expliquent par la hiérarchie des salaires ;

$$, \quad \beta > 0$$

les écarts de salaire sont accentués par la répartition inégale du profit.

#### § 4 - Les conséquences de la discrimination (41)

Si on la compare à une situation strictement égalitaire, on s'aperçoit que la discrimination des revenus entraîne le plus souvent une diminution du revenu moyen et une augmentation de la taille de l'entreprise autogérée. Certains travailleurs sont alors favorisés par la discrimination, et d'autres défavorisés, par rapport à la répartition égalitaire. Il en est ainsi chaque fois que la discrimination s'effectue au détriment du second groupe de travailleurs, à cause des règles de l'ancienneté par exemple.

Il est néanmoins possible que la taille diminue et que le revenu moyen augmente, si le second groupe, bien que défavorisé par le salaire, perçoit un revenu supérieur au premier groupe grâce à des primes de profit élevées (voir le Point T' sur le graphique 11). Mais une telle situation semble peu probable.

Dès lors qu'on abandonne l'hypothèse de répartition égalitaire pour introduire une hiérarchie des revenus, la taille d'équilibre de l'entreprise autogérée ne reste plus insensible aux variations du taux de salaire. Ainsi, l'emploi diminue (42) si  $Z_j > Z_i$ , c'est-à-dire lorsque le second groupe est globalement favorisé ;

$$\alpha + \beta = 0$$

l'emploi augmente lorsque :

$$\alpha + \beta < 0$$

---

(41) Nous ne donnons pas ici les démonstrations mathématiques ; un examen attentif du graphique 11 permet de comprendre le bien-fondé de nos conclusions.

(42) Cela s'explique par la condition d'équilibre :  $Z_j = dR / dL$  et par la forme de la courbe de recette :  $dR / dL$  est une fonction décroissante de  $L$  par hypothèse.

En jouant sur les règles légales relatives à la détermination des salaires et de la répartition des primes, l'Etat dispose donc d'un instrument supplémentaire pour le guidage des entreprises autogérées ; mais revenu et emploi demeurent toujours les deux termes d'un choix alternatif.

L'impossibilité d'augmenter à la fois l'emploi et le revenu de tous implique que la discrimination ne sera jamais décidée spontanément et unanimement par les travailleurs de l'entreprise : une fraction (minoritaire ou majoritaire, peut importe) y perdrait nécessairement, ou son emploi, ou une partie de son revenu. C'est pourquoi l'Etat doit fixer lui-même, de l'extérieur, les paramètres de la discrimination, et ne pas laisser aux travailleurs de l'entreprise la liberté de décider de la hiérarchie à la majorité.

La règle de la majorité, en la matière, aboutit en effet presque toujours à favoriser les uns au détriment des autres, - ce qui est évidemment contraire aux objectifs de l'autogestion.

Toutefois, une fois fixés les paramètres de la répartition des revenus, nous avons vu qu'un accord pouvait se réaliser sans problème sur le choix de la taille : il n'y a donc plus d'inconvénient au jeu de la majorité simple en matière d'emploi, puisque minorité et majorité ont le même intérêt (à l'exclusion évidemment de ceux qui peuvent perdre leur emploi dans quelques cas peu probables).

## § 5 - Les limites de la discrimination

Les modifications de la taille d'équilibre de l'entreprise autogérée, liées aux inégalités de revenus, se heurtent à certaines limites.

Par définition, les primes de profit doivent être positives. A la limite, la prime perçue par les travailleurs du second groupe est nulle :

$$y_j = 0 ; \beta = -y_i$$

dans ce cas, comme le montre le graphique 11, le point A est confondu avec le point Q, la droite AY est horizontale (tangente en P à  $S_j$ ) ; la firme autogérée réalise alors un profit maximum : sa taille devient identique ( $L_v = L_s$ ) à celle d'une entreprise capitaliste privée qui pratiquerait des salaires égaux respectivement à  $w_i + y_i$  et  $w_j$ .

Quels que soient les montants et la répartition des revenus, l'entreprise autogérée adopte donc toujours une taille inférieure ou égale à celle de l'entreprise capitaliste placée dans les mêmes conditions.

Si le point Q constitue une limite supérieure pour le point A, le point M en constitue une limite inférieure. En effet, pour qu'il existe une tangente AY à l'arc  $S_i$ , il faut que le point A soit au dessus de cet arc ; s'il était situé en dessous, la droite AY couperait cet arc. Cela signifierait que les travailleurs du second groupe obtiendraient une prime  $y_j$  supérieure au profit qu'ils apportent, et qu'ils seraient rémunérés au delà de leur productivité marginale nette : l'emploi devrait alors diminuer jusqu'à ce que les égalités d'équilibre  $y_j = ds/dL$ ,  $w_j + y_j = dR/dL + x$  soient à nouveau satisfaites. L'intérêt des travailleurs du premier groupe est alors de restreindre l'emploi au niveau LA et de se partager tout le surplus : la discrimination disparaît de fait, et le point A vient en M.

En fin de compte, la manipulation de la répartition des revenus permet à l'entreprise autogérée d'établir sa taille d'équilibre  $L_v$  entre une limite inférieure LA et une limite supérieure LS (si  $y_j = 0$ ) correspondant au profit maximum.

A ces limites, il faut ajouter une contrainte supplémentaire, qui consiste à assurer à chaque travailleur un revenu minimum  $Z_g$ , en deçà duquel il risquerait de quitter l'entreprise. Si ce revenu minimum, qui peut d'ailleurs être fixé légalement, est assez important, la liberté de l'entreprise en matière d'emploi et de répartition des revenus est alors diminuée : l'équilibre  $L_v$  se situe alors sur un intervalle plus petit que le segment LALS.

Nous devons enfin mentionner une hypothèse implicite qui réduit le champ d'application de notre analyse. Nous avons en effet supposé que la modification de l'emploi, par embauche et licenciements, ne concernait que les travailleurs du second groupe, sans que le seuil de discrimination LA soit modifié. C'est ce que l'on pourrait appeler la « règle du dernier entré - premier sorti ».

L'abandon de cette règle, avec la possibilité de modifier LA et non LB, rend l'analyse beaucoup plus complexe, car il ne devient plus possible de construire une courbe de coût unique garantissant la symétrie et la réversibilité des variations de l'emploi. Il est très probable que si cette règle est abandonnée, les travailleurs tendront à faire disparaître la discrimination, pour revenir finalement à une situation égalitaire telle que nous l'avons examinée précédemment. Or, dans la mesure où une situation égalitaire est globalement plus intéressante sur le plan des revenus (Cf. ci-dessus), on peut penser que les travailleurs ont majoritairement intérêt à ne pas respecter la règle du « dernier entré - premier sorti », et à vider finalement la discrimination de toute réalité.

Ce dernier aspect confirme l'impression que la hiérarchie des revenus en système d'autogestion, même si elle est utile pour la politique économique de l'Etat, constitue un phénomène perturbateur pour l'entreprise par les divisions et conflits qu'elle crée ; mais c'est un phénomène perturbateur qui tend à disparaître spontanément lorsque les revenus sont déterminés à l'unanimité et les licenciements décidés à la majorité sans aucune contrainte.

Cet aspect égalitariste de l'autogestion justifie que l'on en revienne dans les développements qui vont suivre à l'hypothèse la plus simple de répartition égalitaire des revenus.

## CHAPITRE II

### LA CROISSANCE DE L'ENTREPRISE AUTOGEREE

L'observation de la réalité permet de supposer que la taille des entreprises ne se heurte pas à une limite absolue - comme le laissaient croire les analyses traditionnelles de l'équilibre en longue période - mais qu'elle est seulement limitée dans son taux de croissance. Après la seconde guerre mondiale, beaucoup d'économistes (43) se sont attachés à l'analyse de la croissance des entreprises capitalistes ; cette problématique nouvelle s'est accompagnée d'une réflexion sur les objectifs poursuivis par les entreprises, réflexion justifiée par l'émergence de firmes dirigées par des hommes (les « managers ») plus attachés au pouvoir et au prestige que leur procure la croissance de leur entreprise, qu'au profit proprement dit. Ce renouvellement, qui aboutit à la « théorie de la firme », abandonne l'objet simpliste des modèles micro-économiques traditionnels fondé sur une conception étroitement technique de l'entreprise, pour appréhender celle-ci plus globalement, jusque dans ses aspects organisationnels. Ainsi, la firme ne se définit plus par la production d'un bien déterminée grâce à la combinaison des deux facteurs capital et travail, mais plus généralement comme un ensemble de ressources humaines, techniques, financières ou commerciales que l'on utilise, développe, et modifie en vue de satisfaire tout une série d'objectifs tels que la croissance du chiffre d'affaires, la sécurité, la paix sociale, la domination de firmes concurrentes, etc...

La théorie de l'autogestion est déjà riche d'analyses concernant les aspects organisationnels et socio-politiques ; mais elle accuse un vide étonnant quant à l'analyse économique de la croissance des entreprises autogérées.

---

(43) Cf. BAUMOL (W.J.) (déjà cité note 29), PENROSE (E.T.) (Facteurs, conditions et mécanismes de la croissance des entreprises - Hommes et Techniques - Paris 1963) et R.L. MARRIS (« L'économie capitaliste moderne » - Dunod - Paris 1971).

Sans prétendre combler cette lacune, nous nous proposons ici, d'examiner le comportement de l'entreprise autogérée en longue période.

Cependant, comme J. VANEK l'a fait remarquer (44), le critère de périodisation, qui permet de distinguer courte et longue période, ne devrait pas être le même pour l'analyse de la firme capitaliste et pour celle de la firme autogérée.

— Dans la première, le pouvoir appartenant au capital, c'est le niveau d'emploi qui constitue naturellement la variable d'action, alors que le stock de capital est supposé stable en période courte. Lors d'une baisse de production, ou d'une réduction des coûts, c'est le facteur travail et sa rémunération qui jouent le rôle de variables d'ajustement, les capitalistes n'ayant pas intérêt à une réduction de leurs actifs ou des revenus qu'ils leur procurent.

— Dans une entreprise autogérée, on peut penser au contraire que les travailleurs tendront à refuser toute réduction d'emploi, et que la faible rentabilité du capital ne constitue pas pour eux un élément déterminant dans les décisions qu'ils ont à prendre. S'ils doivent faire face à un accroissement de la production, ils préféreront sans doute augmenter le capital qu'ils emploient - quitte à se trouver ultérieurement en situation de sur-capacité - plutôt que d'accroître le nombre d'ayants-droits dans le partage du surplus. Les ajustements tendraient donc à se réaliser par le biais des variations du capital, le travail étant relativement plus rigide. C'est ce qui autorise J. VANEK à proposer les notions de « courte période sociale » et de « longue période sociale » (« social short - long-run »), marquant ainsi que le critère de distinction réside désormais dans la rigidité ou la variabilité de l'emploi et non du capital.

La longue période au sens traditionnel du terme pourrait ainsi se diviser en une courte période sociale, au cours de laquelle le capital varie plus facilement que le travail, et une longue période sociale, caractérisée par la souplesse d'adaptation des deux facteurs.

---

(44) VANEK (J.) [Bibliogr. I.A. 27, chapitre 2].

Nous retiendrons cette différenciation pour étudier le problème de l'investissement de l'entreprise autogérée en courte et en longue période sociale.

### **SECTION 1 - La croissance de l'entreprise autogérée en courte période sociale.**

Nous avons pu souligner que les conséquences de la structure des Droits de la Propriété dans le système socialiste autogestionnaire étaient telles que les travailleurs, bien que n'étant pas titulaires du droit de propriété, disposaient des résultats de l'exploitation des facteurs qu'ils utilisent et qu'ils gèrent dans leur entreprise. On peut supposer comme précédemment qu'ils adopteront à ce niveau un comportement qui permettra de rendre maximum leur niveau de vie par tête.

Dans cette perspective, les travailleurs de l'entreprise autogérée pourront, soit réinvestir tout ou partie du « surplus » réalisé par leur entreprise, en espérant que ce réinvestissement leur procurera ultérieurement des rémunérations individuelles accrues et donc un niveau de vie supérieur, soit se répartir la totalité du « surplus » sous forme de rémunérations individuelles et éventuellement placer l'épargne qu'ils pourront former à partir de ces dernières dans les organisations bancaires.

L'alternative qui s'offre à eux lors de la décision de répartition peut donc être analysée sous l'angle d'un double choix :

— D'une part un choix entre des rémunérations individuelles (qui permettent une consommation immédiate) et un autofinancement des investissements, (qui permettra une consommation future accrue),

— D'autre part, si les rémunérations individuelles distribuées peuvent donner lieu à une épargne destinée à être placée, un choix entre des placements financiers à l'extérieur de l'entreprise (des investissements individuels sous forme d'actifs financiers) et un autofinancement des investissements (investissements collectifs sous forme d'actifs physiques).

Dans chacun de ces deux cas, le choix des travailleurs dépendra de la façon dont les possibilités qui s'offrent à eux permettent de maximiser leur rémunération par tête.

### **§ 1 - Le choix entre consommation présente et consommation future.**

Le comportement des travailleurs dans le domaine de la répartition du « surplus » de l'entreprise entre autofinancement des investissements et rémunérations individuelles dépendra de l'importance des revenus ultérieurs et donc de la consommation potentielle future suscités par l'investissement, par rapport à l'importance des sacrifices présents (la renonciation à une consommation immédiate). Il est possible de montrer que les conséquences de la structure des Droits de la Propriété affecteront le « calcul » des travailleurs.

Elles permettent en effet de dégager certaines hypothèses relatives au comportement des travailleurs en matière de formation du capital.

— a) Les travailleurs de l'entreprise, qui se voient confier par la Société, titulaire du droit de propriété, la gestion du capital qu'ils utilisent, sont tenus d'en payer un loyer et d'en maintenir la valeur intacte par l'intermédiaire d'un taux d'amortissement (45).

— b) Les moyens de production nouveaux acquis par l'entreprise par l'intermédiaire de l'autofinancement deviennent immédiatement propriété sociale et sont soumis à ce titre aux contraintes précédentes,

— c) Le « surplus »  $S(t)$  de l'entreprise au temps  $t$  est constitué par la différence entre le chiffre d'affaires  $R(t)$  et les charges d'exploitation  $C(t)$  au cours de la même période les salaires n'étant pas compris comme des charges :

$$S(t) = R(t) - C(t)$$

---

(45) Ces deux taux étant fixés de manière exogène proportionnellement au capital existant, on peut supposer qu'ils sont confondus en un taux unique.

— d) Si l'on suppose que l'entreprise considérée est située dans une économie monétaire, concurrentielle, sans relations avec l'extérieur et réduite à un seul bien, le processus de production peut être représenté par la fonction :

$$Q(t) = a K(t) \text{ avec } a > 0,$$

$Q(t)$  et  $K(t)$  représentant respectivement la production de la période  $t$  et le stock de capital de l'entreprise, supposé entièrement utilisé, à la même date.

— e) Le seul bien existant dans l'économie étant pris comme numéraire, le chiffre d'affaires  $R(t)$  et la production  $Q(t)$ , supposée entièrement vendue, sont identiques :

$$R(t) = Q(t)$$

— f) Si l'on suppose que les charges d'exploitation sont proportionnelles au capital utilisé :

$$C(t) = b K(t) \text{ avec } b > 0,$$

On peut exprimer le « surplus » de l'entreprise au cours de la période  $t$  de la façon suivante :

$$S(t) = R(t) - C(t) = Q(t) - C(t) = a K(t) - b K(t) = c K(t) \dots \dots \dots [20]$$

avec  $c = a - b > 0$

— g) Le « surplus » ainsi défini est réparti par les travailleurs entre un fonds de rémunérations individuelles, que l'on suppose pour le moment destinées dans leur totalité à la consommation présente  $D(t)$ , et un fonds destiné à l'autofinancement des investissements  $I(t)$  :

$$S(t) = I(t) + D(t) \dots \dots \dots [21]$$

— h) On suppose en outre que chaque travailleur de l'entreprise autogérée fournit le même travail et possède les mêmes droits (en vertu du principe « un homme égale une voix ») et la même « parcelle de pouvoir ». Chacun recevra donc un revenu identique.

En principe, le surplus ne devrait être distribué qu'après paiement des charges courantes et clôture du compte d'exploitation, selon un rythme qui serait donc annuel, peut-être semestriel ou trimestriel, mais guère compatible avec le besoin de liquidités des travailleurs. En pratique (46) ceux-ci percevront donc un revenu forfaitaire régulier, le solde résiduel leur étant réparti une ou deux fois par an. On suppose donc que le surplus est distribué régulièrement, sans aucun problème d'ajustement dans le temps. Lors des décisions qu'ils sont amenés à prendre, les travailleurs prennent en compte leur rémunération globale, et ne distinguent pas d'élément aléatoire lié à la nature résiduelle du surplus. Par ailleurs le facteur travail est considéré comme homogène.

— i) Par ailleurs, on suppose qu'à la fin de chaque période comptable, la part du « surplus » réservée à l'autofinancement finance effectivement des investissements réalisés instantanément qui viennent donc accroître le capital de l'entreprise au cours de la période suivante :

$$K(t) - K(t-1) = I(t-1) \dots \dots \dots [22]$$

$I(t-1)$  étant

l'investissement net de la période  $t-1$ , entièrement financé par autofinancement, et donc représentant la part du « surplus » non distribué sous forme de rémunérations individuelles au cours de la période  $t-1$ .

— j) Le comportement des travailleurs lors de la répartition du « surplus » est tel qu'il permette de rendre maximum l'utilité de leurs rémunérations individuelles, c'est-à-dire la satisfaction ressentie lors de la consommation. La fonction d'utilité  $u[c]$ , identique pour chaque travailleur et invariable au cours du temps, est telle que l'utilité marginale soit positive mais décroissante :

$$u'[c] > 0 \text{ et } u''[c] < 0.$$

---

(46) Cette pratique se retrouve dans la plupart des coopératives et entreprises assimilées, où les apporteurs de travail, ou de marchandises perçoivent des « avances » forfaitaires sur un rythme plus rapide que celui qui correspond à la période de rotation des capitaux dans l'entreprise.

— k) Les travailleurs manifestent une certaine « préférence de temps », symbolisée par un facteur d'escompte psychologique  $h$  (avec  $h < 1$ ), traduisant une préférence pour une satisfaction présente ou rapprochée par rapport à une satisfaction éloignée dans le futur.

— l) N'ayant aucun droit de propriété sur le capital qu'ils ont contribué à édifier et, s'ils quittent l'entreprise n'ayant aucun droit sur les revenus futurs que permettent leurs sacrifices passés, les travailleurs n'accepteront de sacrifier une partie de leurs rémunérations présente pour investir, que s'ils espèrent rester employés dans l'entreprise ; leur « horizon  $T$  » est donc limité, et, plus il sera court, plus ils auront tendance à affecter le « surplus » à leurs rémunérations individuelles plutôt qu'à l'autofinancement de l'investissement (47).

— m) Compte tenu des remarques précédentes, la décision des travailleurs en matière de répartition du « surplus » consistera à maximiser la satisfaction actuelle découlant de la suite des consommations individuelles futures, de la date initiale  $O$  à la date horizon  $T$  :

$$\text{Max} \sum_{t=0}^{T-1} h^t \cdot I(t) \cdot u \left[ \frac{D(t)}{L(t)} \right]$$

où  $L(t)$  représente le nombre de travailleurs employés dans l'entreprise au cours de la période  $t$ .

— n) Les travailleurs décidant eux-même de l'embauche ou du licenciement du personnel, on peut supposer que pour obtenir des rémunérations individuelles accrues à la suite d'un investissement, ils limiteront l'embauche de personnel nouveau et que l'emploi restera stable dans l'entreprise

---

(47) On peut supposer que cet horizon  $T$  correspond à la durée moyenne d'emploi prévu par les travailleurs.

sous l'horizon moyen considéré, d'autant que les nouveaux travailleurs auraient bénéficié des mêmes rémunérations que les travailleurs anciens, sans pour autant avoir financé les augmentations de capital précédentes en acceptant des salaires réduits. On peut donc considérer que pour la période considérée  $L(t) = L_0$ ,  $L_0$  étant une donnée mesurant l'emploi au cours de la période initiale.

— o) Dans ces conditions, le comportement des travailleurs reviendra à maximiser l'index d'utilité suivant :

$$U = \sum_{t=0}^{T-1} h^t \cdot u [D(t)] \quad \text{-----} [23]$$

— p) Si l'on suppose que le capital de la période initiale  $K(0)$  est une donnée (c'est un héritage du passé) le profit de la période initiale est donc aussi une donnée :  $S(0) = S_0$ . Le stock de capital de la période terminale est par contre une variable ; cependant on peut déduire du comportement des travailleurs, qui raisonnent sous un horizon fini, qu'à la période terminale la totalité du « surplus » sera distribuée sous forme de rémunérations individuelles :  $I(T-1) = 0$ .

— q) Si l'on donne à la fonction d'utilité  $u[0]$  une forme analytique évoquant la loi de FECHNER selon laquelle la satisfaction est proportionnelle au logarithme de l'excitation, la répartition optimale du « profit » au cours de la période  $(0, T)$  entre la consommation  $[D(0), D(1), \dots, D(T-1)]$

et l'investissement  $[I(0), I(1), \dots, I(T-1)]$  sera telle que l'index d'utilité suivant soit maximum :

$$U = \sum_{t=0}^{T-1} h^t \cdot \text{Log } D(t) \quad \text{-----} [24]$$

Sous les contraintes :

$$S(t) = cK(t), \quad t = 0, \dots, T-1$$

$$K(t+1) = K(t) + I(t), \quad t = 0, \dots, T-1$$

$$D(t) = S(t) - I(t), \quad t = 0, \dots, T-1$$

$$S(0) = S_0,$$

$$I(T-1) = 0,$$

$$h < 1 \text{ et } c > 0.$$

Le modèle ainsi présenté peut être résolu au moyen d'une méthode de contrôle optimal et notamment au moyen de la Programmation dynamique (48).

Résoudre le problème mathématique précédemment énoncé revient à déterminer la meilleure séquence de décisions sous l'horizon considéré  $T$ , compte tenu de l'objectif poursuivi.

Nous adopterons le langage de la Théorie des Systèmes, en appelant l'index d'utilité [24], la « fonction d'évaluation » de l'organe de commande, (c'est-à-dire ici des travailleurs de l'entreprise), [20], [21] et [22], les équations d'évolution du système,  $D(t)$  et  $I(t)$  étant les « variables de commande » (ou variables de décision),  $K(t)$  et  $S(t)$ , les « variables d'état » du système, représentant les situations atteintes aux différentes périodes,  $h$  et  $c$  les « paramètres naturels », c'est-à-dire n'appartenant pas au centre de commande. Ces paramètres naturels étant supposés constants sous la période de temps prise en considération, le centre de commande connaît à l'avance leur valeur et le système en question est un système « déterministe ».

Les variables de commande  $D(t)$  et  $I(t)$  étant liées entre elles par la relation [21], on peut indifféremment optimiser soit par rapport à  $D(t)$ , soit par rapport à  $I(t)$ . Nous utiliserons la variable de commande  $D(t)$ . De même, les variables d'état  $K(t)$  et  $S(t)$  étant liées par une relation constante [20], l'état du système peut être représenté soit par  $K(t)$ , soit par  $S(t)$  ; nous choisissons le surplus  $S(t)$ .

---

(48) Cf. DUMAS A. et SERRA D. [Bibliogr. I. C. 5].

On constate par ailleurs que, quelle que soit la période  $t$  entre l'instant initial  $O$  et l'horizon  $T$ , l'état du système au début de cette période ne dépend que de l'état du système au début de la période précédente  $t - 1$ , de la variable de commande et des paramètres naturels. Il s'agit donc d'un système déterministe dit « transitif » (49) qui possède une structure « en escalier ».

La fonction d'évaluation  $U$  possédant elle-même une structure additive, on peut envisager de décentraliser le calcul de la trajectoire optimale. Autrement dit, il est possible de séparer l'optimisation dynamique (ou inter-périodes) en une suite d'optimisations statiques (ou uni-périodes) les équations jouant le rôle de contraintes communes.

La séparation peut être effectuée au moyen de variables duales qu'il est possible d'associer aux équations d'évolution, cette méthode étant connue sous le nom de Principe du Maximum de PONTRYAGIN (50), pris ici sous sa forme discrète. Elle peut également s'opérer au moyen de la fonction d'évaluation. Cette méthode a été développée et formalisée par R. BELLMAN sous le nom de Programmation Dynamique (51) ; compte tenu des caractéristiques de notre modèle, nous utiliserons pour notre part la seconde méthode.

A la base de la programmation dynamique se trouve l'application du principe d'optimalité dans le temps. Ce principe stipule qu'une « politique » optimale est telle que, quels que soient l'état initial et la décision initiale, les décisions suivantes doivent constituer une politique optimale par rapport à l'état résultant de la première décision. Ainsi, toute portion d'une trajectoire optimale doit être elle-même optimale, moyennant certaines conditions de raccordement aux deux extrémités.

---

(49) Un système « transitif » est opposé à un système « héréditaire » dans lequel l'état de ce système au cours d'une période quelconque dépend de toute l'histoire passée et non seulement de l'état de la période précédente.

(50) L.S. PONTRYAGIN, V.G. BOLTYANSKII, R.V. GAMKRELIDZE et E.F. MISCHENKO ; « The mathematical theory of optimal processus ». Interscience Publ. Inc. New-York 1962.

(51) R. BELLMAN : Dynamic programming. Princeton Univ. Press. 1957.

Il est donc possible de scinder l'optimisation intertemporelle qui nous préoccupe, en deux étapes, en effectuant une coupure entre deux périodes quelconques consécutives  $k$  et  $k + 1$ . Dans la première phase, on analysera l'évolution du système entre l'instant de coupure  $k$  et l'horizon  $T$ , le résultat étant paramétré en fonction du chemin déjà parcouru. Dans la deuxième phase, on s'intéressera au contraire à l'évolution du système avant l'instant de coupure. Pour que la portion de trajectoire ainsi calculée coïncide avec la trajectoire optimale, il faut tenir compte du futur. Dans ce type de séparation, l'avenir est résumé par les possibilités maximales du système au-delà de l'instant de coupure.

L'étape d'optimisation partielle est paramétrée en fonction de l'état  $S(k + 1)$  du système puisque toute l'histoire passée est résumée dans cette situation.

On l'écrit :

$$\text{Max} \left[ \sum_{t=0}^{T-1} h^t \cdot \text{Log } D(t) \right]$$

sous les contraintes :

$$S(t) = cK(t) \quad , t = k + 1 ; \dots, T - 1$$

$$K(t) = K(t - 1) + I(t - 1) \quad , t = k + 2 ; \dots, T - 1$$

$$D(t) = S(t) - I(t) \quad , t = k + 1 ; \dots, T - 1$$

$$I(T - 1) = 0$$

L'étape d'optimisation proprement dite s'exprime quant à elle de la manière suivante :

$$\text{Max} \left\{ \sum_{t=0}^k h^t \cdot \text{Log } D(t) + h G_{(k+1, T-1)} [S(k+1)] \right\}$$

sous les contraintes :

$$S(t) = cK(t) \quad , t = 0, \dots, k$$

$$K(t) = K(t-1) + I(t-1) \quad , t = 1, \dots, k+1$$

$$D(t) = S(t) - I(t) \quad , t = 0, \dots, k$$

$$S(0) = S_0$$

La fonction  $G(k+1, T-1) [S(k+1)]$  représente le résultat de l'optimisation précédente, c'est-à-dire le maximum de la fonction d'évaluation lorsque la variable d'état initiale de la séquence de périodes prise en considérations est  $S(k+1)$  et que le processus se développe de la période  $k+1$  à la période  $T-1$ .

En généralisant cette procédure de séparation, on définit une suite de calculs emboîtés les uns dans les autres qui, mathématiquement, se présentent sous la forme d'une suite d'équations de récurrence :

$$G_{(0, T-1)} [S_0] = \max \left\{ \log D(0) + h G_{(1, T-1)} [S(1)] \right\}$$

sous les contraintes :

$$S(0) = cK_0 = S_0$$

$$K(1) = K_0 + I(0)$$

$$D(0) = S_0 - I(0)$$

$$G_{(1, T-1)} [S_1] = \max \left\{ \log D(1) + h G_{(2, T-1)} [S(2)] \right\}$$

sous les contraintes :

$$S(1) = c K(1)$$

$$K(2) = K(1) + I(1)$$

$$D(1) = S(1) - I(1)$$

.....

$$G_{(T-2, T-1)} [S_{T-2}] \\ = \max \left\{ \log D(T-2) + h G_{(T-1)} [S(T-1)] \right\}$$

sous les contraintes :

$$S(T-2) = c K(T-2)$$

$$K(T-1) = K(T-2) + I(T-2)$$

$$D(T-2) = S(T-2) - I(T-2)$$

$$G_{(T-1)} [S(T-1)] = \max \left\{ \log D(T-1) \right\}$$

sous les contraintes :

$$S(T-1) = c K(T-1)$$

$$D(T-1) = S(T-1) - I(T-1)$$

$$I(T-1) = 0$$

Ces équations expriment le principe d'optimalité et permettent de définir de proche en proche la trajectoire optimale. La procédure consiste à remonter le cours du temps.

Pour résoudre l'optimisation de la dernière période, nous supposons que le processus se déroule uniquement entre l'instant  $T-1$  et l'horizon  $T$  et donc que l'unique période prise en considération, la période  $T-1$  est à la fois la période initiale et la période terminale.

On sait que :  $I(T-1) = 0$

La période  $T - 1$  étant également la période initiale du processus, la variable d'état est donnée :

$$S(T-1) = S_{T-1}$$

d'où, d'après l'équation [22] :  $D(T-1) = S_{T-1}$

Le maximum de la fonction d'évaluation peut alors s'écrire de la manière suivante :

$$\begin{aligned} G_{(T-1)}[S(T-1)] &= \max U \\ &= \log D(T-1) = \log S_{T-1} \end{aligned}$$

Considérons maintenant le problème de l'optimisation de l'avant-dernière période dans la perspective d'une gestion optimale de la dernière période. Le processus est donc actuellement supposé se dérouler sur deux périodes entre les instants  $T - 2$  et  $T$ .

D'après le principe d'optimalité, nous avons vu précédemment que, la variable d'état initiale étant  $S_{T-2}$ , le maximum de la fonction d'évaluation sur les périodes  $T - 2$  et  $T - 1$  est tel que :

$$\begin{aligned} G_{(T-2, T-1)}[S(T-2)] \\ = \max \left\{ \log D(T-2) + h G_{(T-1)}[S(T-1)] \right\} \end{aligned}$$

Remplaçons :

$$G_{(T-1)}[S(T-1)]$$

par la valeur trouvée précédemment et nous obtenons :

$$G_{(T-2, T-1)} [S_{T-2}] \\ = \max \left\{ \log D(T-2) + h [\log S(T-1)] \right\}$$

La période  $T - 2$  étant cette fois la période initiale, c'est  $S_{T-2}$  qui est donné et il faut exprimer  $S(T-1)$  en fonction de  $S_{T-2}$  et de  $D(T-2)$ , l'inconnue du problème.

D'après les équations préliminaires, on peut écrire :

$$S(T-1) = (1+c) S_{T-2} - c D(T-2)$$

d'où :

$$G_{(T-2, T-1)} [S_{T-2}] \\ = \max \left\{ \log D(T-2) + h \log [(1+c) S_{T-2} - c D(T-2)] \right\}$$

Le maximum de l'expression entre accolades par rapport à  $D(T-2)$  est tel que sa dérivée première par rapport à  $D(T-2)$  soit nulle, les conditions de deuxième ordre étant vérifiées :

$$(d^2 \{-\} / d\{-\}^2) < 0$$

$$\frac{d\{-\}}{d D(T-2)} = \frac{1}{D(T-2)} - \frac{hc}{(1+c) S_{T-2} - c D(T-2)} = 0$$

On obtient ainsi la valeur optimale de la variable de commande, c'est-à-dire de la part du surplus, destinée aux rémunérations individuelles au cours de la période  $T - 2$  :

$$D(T-2) = \frac{1+c}{c(1+h)} S_{T-2}$$

qui fournit immédiatement la valeur optimale de la part réservée à l'autofinancement

$$I(T-2) = S_{T-2} - D_{T-2} = \frac{ch-1}{c(1+h)} S_{T-2}$$

La fonction :

$$G(T-2, T-1) [S_{T-2}]$$

prend alors la forme suivante :

$$\begin{aligned} G(T-2, T-1) [S_{T-2}] &= \max U \\ &= \log \frac{1+c}{c(1+h)} + \log S_{T-2} + h \log S_{T-2} \\ &\quad + h \log \frac{h(1+c)}{1+h} \end{aligned}$$

Elle est donc caractérisée par l'équation fonctionnelle :

$$G(T-2, T-1) [S_{T-2}] = (1+h) \log S_{T-2} + S'$$

$S'$  étant une quantité indépendante de  $S_{T-2}$ .

Nous pourrions de la même manière résoudre le problème de l'optimisation de la période T-3, dans la perspective d'une gestion optimale au cours des deux dernières périodes. Les calculs, qui ne sont pas reproduits ici, fournissent le résultat suivant :

$$G_{(T-3, T-1)} [S_{T-3}] = (1+h+h^2) \log S_{T-3} + S''$$

S'' étant une quantité indépendante de S T - 3.

Les résultats précédents permettent alors de déterminer par induction la valeur de la fonction :

$$G_{(k, T-1)} [S_k]$$

maximum de la fonction d'évaluation lorsque le processus s'étend d'une période quelconque k à la période terminale T - 1, c'est-à-dire sur T - k périodes :

$$G_{(k, T-1)} [S_k] = (1+h+h^2+\dots+h^{T-k-1}) \log S_k + H \dots [25]$$

H étant une quantité indépendante de S<sub>k</sub>.

Cette proposition peut être démontrée à l'aide d'un raisonnement par récurrence. Supposons qu'elle soit vraie lorsque le processus s'étend d'une période quelconque k à la période terminale T - 1. Nous démontrerons alors qu'elle est également vraie lorsque le processus se déroule sur une période supplémentaire, c'est-à-dire de la période k - 1 à la période terminale T - 1.

D'après le principe d'optimalité dans le temps, le maximum de U lorsque le processus s'étend des périodes k - 1 à T - 1 est tel que :

$$G_{(k-1, T-1)} [S_{k-1}] = \max \left\{ \log D(k-1) + h G_{(k, T-1)} [S(k)] \right\}$$

Cette expression peut s'écrire, d'après l'équation [25] :

$$G(k-1, T-1) [S_{k-1}] \\ = \max \left\{ \log D(k-1) + h \left[ (1+h+h^2+\dots+h^{T-k-1}) \log S(k) + H \right] \right\}$$

D'après les équations [20], [21], [22], on obtient une relation entre  $S(k)$ ,  $S_{k-1}$  qui est une donnée puisque la période  $k-1$  est la première période, et  $D(k-1)$  l'inconnue du problème :

$$S(k) = (1+c) S_{k-1} - c D(k-1)$$

Le maximum de la fonction d'évaluation devient ainsi :

$$G(k-1, T-1) [S_{k-1}] \\ = \max \left\{ \log D(k-1) + h \left[ (1+h+h^2+\dots+h^{T-k-1}) \right. \right. \\ \left. \left. \log \left( (1+c) S_{k-1} - c D(k-1) \right) + H \right] \right\}$$

Les conditions du second ordre étant vérifiées, cette expression est maximum lorsque sa dérivée première par rapport à  $D(k-1)$  s'annule :

$$\frac{1}{D(k-1)} - \frac{c(h+h^2+\dots+h^{T-k})}{(1+c)S_{k-1} - cD(k-1)} = 0$$

D'où la valeur optimale de la variable de commande :

$$D(k-1) = \frac{1+c}{c(1+h+h^2+\dots+h^{T-k})} S_{k-1}$$

La fonction :

$$G(k-1, T-1) [S_{k-1}]$$

prend alors la forme suivante :

$$\begin{aligned} G(k-1, T-1) [S_{k-1}] &= \log S_{k-1} + \log \frac{1+c}{c(1+h+h^2+\dots+h^{T-k})} \\ &+ (h+h^2+\dots+h^{T-k}) \log S_{k-1} \\ &+ (h+h^2+\dots+h^{T-k}) \log \frac{(1+c)(h+h^2+\dots+h^{T-k})}{1+h+h^2+\dots+h^{T-k}} \\ &+ (1+h+h^2+\dots+h^{T-k}) \log S_{k-1} + H' \end{aligned}$$

$H'$  étant une quantité indépendante de  $S_{k-1}$ .

La proposition est donc valide pour n'importe quelle période  $t = 0, 1, \dots, T-2$ , et la séquence optimale des décisions de partage du revenu net sous l'horizon  $T$  est déterminée par :

$$\left| \begin{aligned} D(t) &= \frac{1+c}{c(1+h+h^2+\dots+h^{T-t-1})} S(t) \\ I(t) &= \frac{c(h+h^2+\dots+h^{T-t-1})-1}{c(1+h+h^2+\dots+h^{T-t-1})} S(t) \end{aligned} \right|$$

Ces équations montrent qu'au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'horizon, la part du « profit » affectée à l'autofinancement des investissements va en diminuant, celle distribuée sous forme de rémunérations individuelles allant au contraire en augmentant.

Ainsi, il est possible de constater que la structure des Droits de la Propriété dans le système autogestionnaire conduit les travailleurs de l'entreprise autogérée à adopter un comportement défavorable à l'autofinancement et donc à manifester une préférence pour une consommation immédiate par rapport à une consommation future. L'étude de leur comportement face au choix entre investissement collectifs sous forme d'actifs physiques (autofinancement) et investissements individuels sous forme d'actifs financiers (placements de l'épargne constituée à partir des rémunérations individuelles) confirme le comportement défavorable à l'autofinancement que nous venons de mettre en évidence.

## **§ 2 - Le choix entre investissement collectif et investissement individuel.**

Ici encore, dans l'optique de la maximisation du niveau de vie par tête, le choix entre ces deux types d'investissement dépendra de l'importance des revenus supplémentaires que les travailleurs peuvent attendre de ces deux affectations possibles de leurs rémunérations individuelles. Les conditions de la propriété étant différentes dans ces deux cas, elles affectent la comparaison des revenus supplémentaires issus de chacune de ces utilisations.

Les travailleurs se trouvent en effet placés dans cette hypothèse devant le choix suivant :

— Ou bien renoncer à une partie de leurs rémunérations individuelles pour investir collectivement dans leur entreprise une partie du « profit », sachant qu'ils n'auront aucun droit de propriété ni sur le capital que leur sacrifice présent aura

permis de financer, ni sur les revenus que ce nouveau capital produira dans le futur s'ils quittent un jour l'entreprise (52).

— Ou bien renoncer à l'autofinancement et aux revenus supplémentaires futurs que celui-ci est susceptible de procurer, et placer dans les organisations bancaires l'épargne qu'ils auront pu constituer grâce à des revenus accrus par la renonciation à l'autofinancement, sachant qu'ils percevront en échange un intérêt, et qu'ils seront remboursés de leur apport, même s'ils quittent l'entreprise où ils travaillent.

Il est possible de montrer que pour que les travailleurs manifestent une préférence pour l'investissement collectif sous forme d'actifs physiques, le taux de rentabilité de ce dernier doit être supérieur à celui de l'investissement individuel sous forme d'actifs financiers.

Si l'on appelle  $A$  la part du « profit » affectée à l'autofinancement ou aux placements financiers,  $r$  le taux de rendement de l'investissement collectif et  $i$  le taux d'intérêt des placements, la rentabilité de ces deux types d'affectation est identique lorsque :

$$A(1+i)^t = A[(1+r)^t - 1]$$

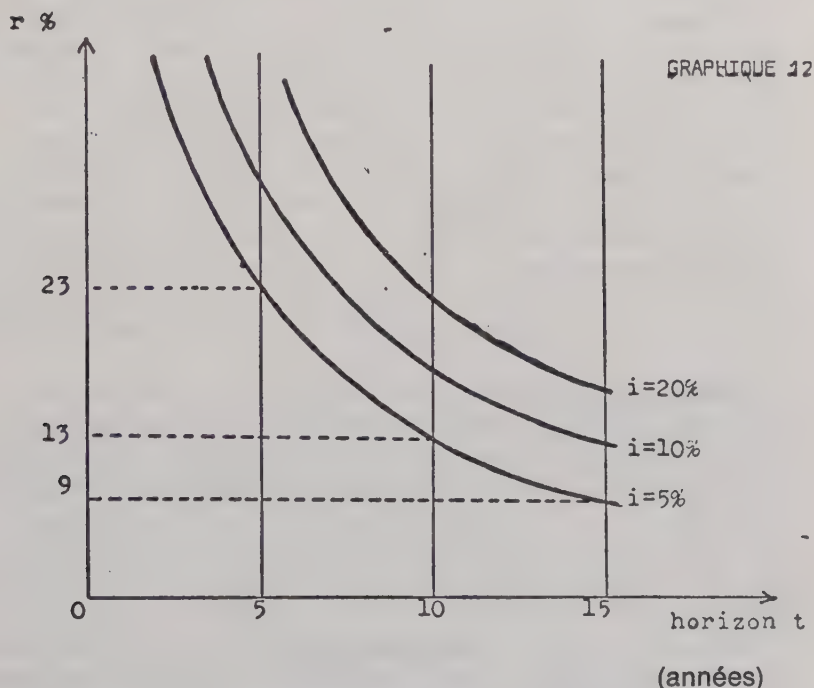
le second terme de l'équation montre que dans le cas d'une affectation de  $A$  à l'autofinancement il n'y a pas de remboursement de l'apport initial, alors qu'il existe dans le cas d'une affectation aux placements financiers.

Comme l'on connaît  $A$ ,  $i$  (fixé par les Autorités centrales) et  $t$  (déterminé par l'horizon planifié des travailleurs), il est possible de trouver quelle valeur de  $r$  rend également attractive l'affectation de  $A$  à l'investissement collectif ou à l'investissement individuel. L'équation précédente montre que  $r$  devra nécessairement être supérieur à  $i$ , et que, plus l'horizon des travailleurs sera court, plus  $r$  devra être supérieur à  $i$ .

---

(52) Cela constitue notamment un des éléments qui permettent de différencier l'entreprise autogérée de l'entreprise coopérative, puisque dans cette dernière les coopérateurs restent propriétaires de leur part et peuvent récupérer cette dernière s'ils quittent l'entreprise.

Une représentation graphique simple permet de mettre en évidence les opportunités d'investissement en fonction de l'horizon des travailleurs.

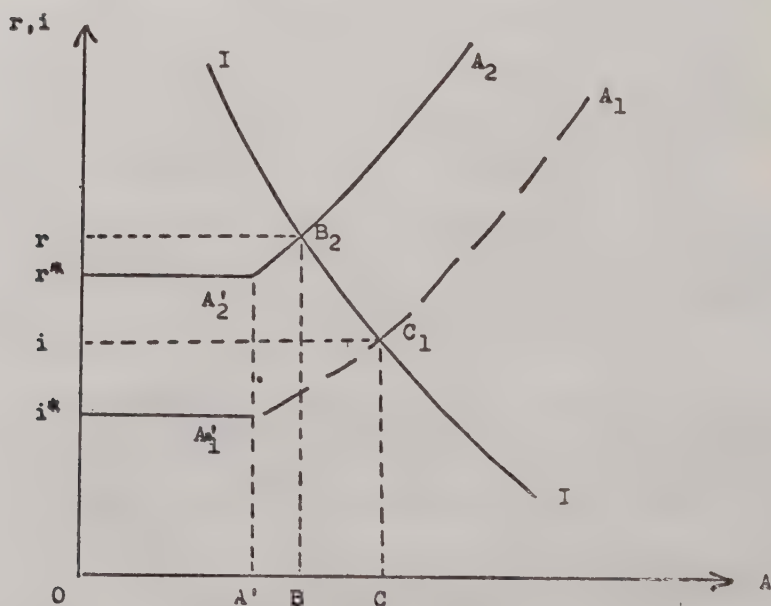


Ainsi, pour un horizon de 10 ans et un taux d'intérêt bancaire de 5%, le placement individuel sera aussi attractif qu'un investissement collectif, si le taux de rentabilité de ce dernier est égal à 13%. A la limite, pour un horizon de 1 an seulement, à un taux d'intérêt de 5% doit correspondre un taux de rentabilité des investissements autofinancés de 105%.

Les travailleurs ayant généralement un horizon planifié court (53), le taux de rendement de l'investissement collectif devra être très élevé pour concurrencer l'investissement individuel. Ils auront donc tendance à placer l'épargne constituée

(53) Cf. paragraphe précédent.

à partir de leurs rémunérations individuelles, plutôt qu'à autofinancer les investissements de leur entreprise, ainsi que le suggère le graphique suivant :



**GRAPHIQUE 13**

La courbe  $A_1 A_1$  représente l'épargne constituée à partir des rémunérations individuelles susceptible d'être affectée à des placements individuels sous forme d'actifs financiers selon les divers taux d'intérêt. Pour un horizon  $t$  donné, la courbe  $A_2 A_2$  montre quel est le montant du « profit » de leur entreprise que les travailleurs sont disposés à affecter à l'investissement collectif sous forme d'actifs physiques. Elle constitue en fait un ajustement de la courbe  $A_1 A_1$  obtenu à partir des résultats du graphique précédent. La courbe  $I$  représente quant à elle l'efficacité marginale de l'investissement collectif.

Il est alors aisé de dégager les effets de la structure des Droits de la Propriété sur le choix des travailleurs entre l'investissement collectif et le placement individuel. On constate

en effet qu'ils tendent à réduire le premier par rapport au second puisque à un volume OC d'investissement individuel sous forme d'actifs financiers financés à partir d'un marché du capital, correspond un volume plus faible OB d'investissement collectif sous forme d'actifs physiques. En d'autres termes, et en supposant que la rentabilité est le seul critère de la préférence des travailleurs, les considérations de sécurité ou de liquidité n'intervenant pas dans leurs « calculs », la possibilité offerte aux travailleurs de l'entreprise autogérée de placer l'épargne qu'ils ont pu constituer à partir de leurs rémunérations individuelles et de récupérer ultérieurement leur apport initial les conduit à augmenter la part du « profit » de leur entreprise distribuée sous forme de rémunérations individuelles et à diminuer celle qui est effectuée à l'autofinancement.

L'une des conséquences les plus immédiates de ce comportement réside dans le fait que les entreprises auront de plus en plus tendance à augmenter leur demande de crédits bancaires pour financer leurs investissements. Même si le financement extérieur des investissements est en termes d'efficacité économique préférable à l'autofinancement dans une entreprise autogérée (54), on peut se demander si un recours accru au crédit bancaire ne place pas les entreprises autogérées dans un état de dépendance vis-à-vis des organisations bancaires, le véritable pouvoir économique échappant aux premières pour revenir aux secondes (55).

## **SECTION 2 - La croissance de l'entreprise autogérée en longue période sociale.**

Nous abandonnons ici l'aspect statique des analyses précédentes pour examiner le comportement d'une entreprise autogérée susceptible de modifier à la fois son capital et la quantité de travail qu'elle utilise, afin d'augmenter ses ventes.

---

(54) Cf. VANEK J. [Bibliogr. I. C 22].

(55) Cf. DUMAS A. [Bibliogr. II, A.a. 14].

## § 1 - Les coûts d'expansion

Naturellement, l'accroissement du chiffre d'affaires ne constitue pas, pour une entreprise autogérée, un objectif en soi ; il n'est recherché que s'il permet une augmentation des revenus distribués aux travailleurs. Dans le cas contraire, l'entreprise se contentera de maintenir ses ventes à un niveau suffisant pour éviter toute perte, et ne mettra pas en œuvre une politique de croissance nécessairement coûteuse. Au delà d'un certain seuil de « croissance spontanée », correspondant à peu près à l'élargissement naturel des marchés auxquels s'adresse l'entreprise, la croissance se heurte à certaines difficultés. Mais ces barrières ne sont pas toujours si hautes que la firme ne puisse les franchir en engageant certains coûts supplémentaires, les coûts d'expansion, destinés à élargir provisoirement ou durablement son champ de liberté.

— En aval, les firmes se heurtent à la capacité d'absorption du marché. Elles doivent donc mettre en œuvre une politique apte à développer leurs ventes : publicité, réductions de prix, lancement de produits nouveaux.

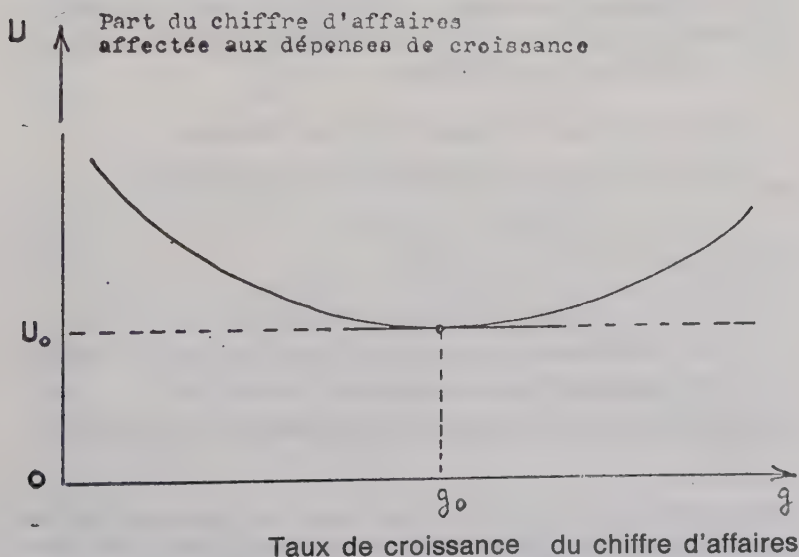
— En amont, les firmes doivent faire face au financement des investissements nouveaux nécessaires à la croissance. Une forte croissance peut momentanément avoir une répercussion négative sur les ressources internes (profit), et un endettement trop élevé n'est pas gratuit.

La croissance des entreprises peut être également coûteuse lorsqu'elle exige des dépenses de recherches destinées à promouvoir le progrès technique. Lorsque ce dernier prend sa source à l'extérieur de l'entreprise, il se matérialise sous la forme d'équipements plus complexes et plus coûteux à l'achat, même s'ils sont plus rentables à terme.

Sur le plan organisationnel enfin, l'accélération de la croissance exige une certaine souplesse, une adaptation permanente des conditions et habitudes de travail, l'apprentissage de nouvelles normes, l'acquisition d'informations nouvelles, etc..., qui constituent autant de dépenses supplémentaires.

Par ailleurs, des distorsions peuvent se manifester entre les diverses forces productives utilisées par l'entreprise, et des coûts nouveaux peuvent apparaître, liés par exemple à la protection de l'environnement.

Il est possible que, pour des raisons institutionnelles (circuits de financement, encadrement de la concurrence...) l'importance et la nature des coûts d'expansion ne soient pas identiques dans une économie autogérée et dans une économie capitaliste. On peut toutefois supposer que leur comportement général est en gros similaire. Selon l'hypothèse la plus crédible (56), les coûts d'expansion constituent pour l'entreprise une fraction du chiffre d'affaires d'abord décroissante, puis croissante, lorsque le taux de croissance du chiffre d'affaires augmente. Ainsi les dépenses liées à la politique commerciale, à la recherche ou à l'organisation peuvent être peu rentables si la croissance est insuffisante, et devenir relativement moins difficiles à supporter pour une croissance plus forte. Cette hypothèse correspond à celle des rendements décroissants concernant les facteurs travail et capital.



**GRAPHIQUE 14**

(56) BAUMOL (W.J.) (déjà cité note 29). Pour plus de détails sur les autres hypothèses voir N. DAURES [Bibliogr. I.C.4, chap. 4].

Tout se passe comme si l'on ajoutait à la fonction de production un troisième facteur - le « facteur de croissance » - qui, exprimé en termes de points de croissance du chiffre d'affaires, aurait lui aussi un rendement croissant puis décroissant.

Cette hypothèse adoptée, la résolution d'un modèle assez simple permet de préciser quel devrait être le taux de croissance choisi par une entreprise autogérée.

## § 2 - Le choix d'un taux de croissance

### a) L'objectif.

Dans une perspective de croissance, l'objectif des travailleurs d'une entreprise autogérée peut se formuler de deux manières.

Les travailleurs peuvent chercher à maximiser l'ensemble de leurs revenus futurs actualisés (57) ; ils peuvent également poursuivre la croissance maximale de leurs revenus. Si la croissance est régulière (taux constant dans le temps), ces deux objectifs sont équivalents.

Si  $Z_0$  constitue le revenu à la date présente ( $t = 0$ ) et  $Z_t$  le revenu futur à la date  $t$ , on peut écrire :

$$Z_t = Z_0 (1+m)^t = Z_0 e^{mt} \quad \dots\dots\dots [26]$$

où  $m$  représente le taux de croissance annuel du revenu,  
 $t$  représente le temps exprimé en années, et  
 $e$  est la base des logarithmes supérieurs ( $e = 2,7183$ ).

---

(57) Actualiser une somme future, c'est calculer son équivalent à la date présente, en la dépréciant à un « taux d'actualisation » en remontant dans le temps depuis la date où cette somme est perçue (ou dépensée) jusqu'à la date présente. C'est une opération symétrique au calcul d'intérêts composés. Le taux d'actualisation équivaut à un taux de dépréciation du futur, fondé sur des éléments objectifs et subjectifs à la fois.

L'actualisation de ce revenu futur se définit ainsi :

$$z_t^0 = \frac{1}{(1+i)^t} z_t = z_t e^{-it} =$$

$$= z_0 \left( \frac{1+m}{1+i} \right)^t = z_0 e^{(m-i)t} \dots\dots [27]$$

où  $i$  représente le taux d'actualisation, et où

$Z_t$  symbolise le revenu  $Z_t$  actualisé à la date  $t = 0$ .

La somme des revenus futurs actualisés s'écrit :

$$\sum_{t=0}^T z_t^0 = z_0 \left[ \frac{1+m}{1+i} + \frac{(1+m)^2}{(1+i)^2} + \dots + \frac{(1+m)^T}{(1+i)^T} \right] \dots [28]$$

où  $T$  représente l'horizon, c'est-à-dire l'année future la plus éloignée retenue dans le plan de croissance.

Si  $m < i$ , la série est convergente. Pour une valeur de  $T$  infinie, le flux de revenus actualisés a donc pour somme :

$$\sum_{t=0}^{\infty} z_t^0 = z_0 \frac{1+i}{i-m} \dots\dots\dots [29]$$

Naturellement, d'après l'équation [28] cette somme sera d'autant plus faible que l'horizon sera proche ( $T = 20$  ou  $30$  ans par exemple). Enfin, si  $m > i$ , cette somme sera plus élevée, et tendra vers l'infini, pour un horizon infini.

Dans tous les cas, on observe que les valeurs :

$$z_t, z_t^0, \sum_{t=0}^T z_t^0$$

sont maximisées en même temps que le taux de croissance du revenu  $m$ .

L'objectif s'écrit donc indifféremment :

$$\begin{aligned} \text{Max } z_t, \text{ Max } z_t^0, \text{ Max } \sum_{t=0}^T z_t^0, \\ \text{Max } m \end{aligned} \quad \text{-----} [30]$$

Il reste à préciser la valeur de  $Z_t$  en fonction du chiffre d'affaires et des différents coûts, dans une phase de croissance.

#### b) La définition du revenu des travailleurs

Le revenu  $Z_t$  se compose du salaire  $w$  et de la prime de surplus  $y_t$  avec  $y_t = S_t/L_t$ , où  $S_t$  représente le profit à la date  $t$ , partagé entre les  $L_t$  travailleurs employés à cette date.

L'équation de surplus (57) s'écrit :

$$S_t = R_t - C_{ft} - C_{vt} - wL_t - C_{dt} \quad \text{-----} [31]$$

---

(57) Cf. précédemment chapitre I.

● Cft, qui est un coût fixe en courte période, représente le coût du capital utilisé en période longue :

$$C_{ft} = K_t P_k$$

où  $K_t$  représente la quantité de capital physique utilisé à la date  $t$  et  $P_k$  son coût unitaire.

● Cvt représente un coût proportionnel aux quantités produites ; il constitue par hypothèse une proportion constante du chiffre d'affaire. On peut donc en faire abstraction en considérant désormais que le chiffre d'affaires est net de coûts proportionnels (autres que les salaires).

● Le taux de salaire est supposé constant.

● CDt représente les coûts d'expansion, qui constituent une fonction  $U$  du chiffre d'affaires :

$$C_{Dt} = U R_t, \quad 0 < U < 1$$

● Si  $Q_t$  et  $P_q$  représentent respectivement les quantités produites et leur prix unitaire, on peut réécrire l'équation [31] sous la forme :

$$S_t = Q_t P_q (1-U) - K_t P_k - w L_t \quad \text{-----}[32]$$

$$y_t = \frac{S_t}{L_t} = \frac{Q_t}{L_t} P_q (1-U) - \frac{K_t}{L_t} P_k - w \quad \text{----}[33]$$

$$z_t = y_t + w = (1-U) P_q \frac{Q_t}{L_t} - \frac{K_t}{L_t} P_k \quad \text{-----}[34]$$

C'est cette dernière grandeur, définissant le revenu distribué à chaque travailleur de la période  $t$ , qui doit être maximisée. La solution dépend des variables  $U$ ,  $Q_t$ ,  $L_t$  et  $K_t$ , en admettant que les prix  $P_q$  et  $P_k$  restent constants.

### c) La croissance d'équilibre

La quantité produite  $Q_t$  est liée par une fonction de production aux quantités de capital et de travail employées à la même date :

$$Q_t = Q_t(K_t, L_t)$$

Dans le cas le plus simple, si l'on suppose que le coefficient de capital demeure constant, (59), on peut écrire :

$$\frac{Q_t}{K_t} = \frac{Q_0}{K_0} = a \quad \text{-----} [35]$$

Les quantités respectives de capital et de travail dépendent de la technique de production. Nous supposons que le progrès technique est du type « labor-augmenting », c'est-à-dire qu'il permet un accroissement constant de la productivité du travail, et donc une croissance de l'emploi moins rapide que celle du capital et de la production. En d'autres termes, le rapport  $L_t/K_t$  diminue au cours du temps ; et la quantité de travail est liée au capital par la relation :

$$L_t = b K_t e^{-vt} \quad \text{-----} [36]$$

où  $v$  représente le taux de progrès technique (croissance de la productivité) et  $b$  le rapport initial  $L_0/K_0$  ( $t = 0$ ).

---

(59) Les rendements sont constants à l'échelle. S'ils étaient décroissants, la taille de l'entreprise serait limitée en valeur absolue. Le cas des rendements croissants est envisagé par A.B. ATKINSON. [Bibliogr. I.C. 2].

D'après les équations [35] et [36], on peut écrire :

$$K_t = \frac{1}{b} L_t e^{vt}$$

$$Q_t = a K_t = \frac{a}{b} \cdot e^{vt} L_t$$

et la fonction de revenu [34] à maximiser devient :

$$Z_t = \frac{a P_q (1-u) - P_k}{b} e^{vt}$$

a, b, P<sub>q</sub>, P<sub>k</sub> et v étant donnés, il est alors évident que le revenu Z<sub>t</sub> est maximisé lorsque la valeur de U est à son minimum.

Ainsi, dans le cadre des hypothèses que nous avons retenues, les travailleurs de l'entreprise autogérée qui veulent maximiser leurs revenus futurs choisiront un taux de croissance de la production tel que la part relative des coûts d'expansion soit minimale.

Si l'on s'en réfère au graphique [14] ci-dessus (60), la croissance d'équilibre s'établit donc en g<sub>0</sub>. Dans ces conditions, production et capital augmentent à la même vitesse :

$$Q_t = Q_0 e^{g_0 t} \quad \text{-----} [38]$$

$$K_t = K_0 e^{g_0 t} \quad \text{-----} [39]$$

---

(60) D'autres hypothèses sur l'évolution des coûts d'expansion auraient abouti à des résultats différents. Si ces coûts sont nuls pour une croissance nulle, la croissance d'équilibre g<sub>0</sub> sera également nulle. Si ces coûts sont indépendants de la croissance (u = C<sup>te</sup>), la croissance d'équilibre devient indéterminée. On peut supposer, avec ATKINSON (A.B.) [Bibliogr. I.C. 2] ou SOLOW (R.M.). (A contribution to the theory of economic growth. Quaterly Journal of Economics, Février 1956) que ces coûts sont nuls pour une croissance inférieure ou égale au taux de croissance spontané : g<sub>0</sub> = g<sub>m</sub>.

L'emploi augmente moins vite ; d'après l'équation [36] :

$$L_t = b K_t e^{-vt} = \frac{K_t}{K_0} e^{-vt} L_0 = L_0 e^{(g_0 - v)t} \quad \text{--- [40]}$$

$g_0 - v$  représentant le taux de croissance de l'emploi.

On remarquera que si le progrès technique est rapide et la croissance d'équilibre peu élevée, du fait de l'importance des coûts d'expansion, l'emploi peut stagner ou même diminuer, même lorsque la production s'élève.

On retrouve ici la contradiction possible entre la poursuite de revenus élevés et l'augmentation de l'emploi.

En remplaçant, dans l'équation [37] les paramètres  $a$  et  $b$  par leurs valeurs  $Q_0/K_0$  et  $L_0/K_0$ , on obtient :

$$\begin{aligned} z_t &= \frac{Q_0 P_0 (1 - u) - K_0 P_k}{L_0} e^{vt} = \\ &= \frac{R_0 - C_{F0} - C_{D0}}{L_0} e^{vt} \end{aligned}$$

Or l'expression :

$$\frac{R_0 - C_{F0} - C_{D0}}{L_0}$$

n'est autre que le revenu initial  $Z_0$ .

Il en résulte que :

$$z_t = Z_0 e^{vt} \quad \text{----- [41]}$$

Ainsi, les revenus augmentent au taux du progrès technique ( $v$ ) et leur croissance est dictée par les gains de productivité. En considérant les taux de croissance de la production, de l'emploi et du revenu individuels, définis par les équations [38] [40] et [41], on en conclut que la croissance de la production se partage entre l'accroissement de l'emploi et celui du revenu (61).

Taux de croissance de la production  
= Taux de croissance de l'emploi + Taux de  
croissance des revenus individuels dans une  
proportion dépendant du taux de progrès tech-  
nique.

L'équation [41] confirme que les coûts d'expansion seront les plus faibles possibles. En effet, toute augmentation initiale de ceux-ci se traduirait par une perte de revenu [Zo] distribué mais n'influencerait pas le taux de croissance de ce revenu pour les périodes futures ; les dépenses d'expansion ne sont donc pas récupérées grâce à des revenus plus élevés dans les périodes postérieures, et les travailleurs n'ont aucun intérêt à consentir un sacrifice initial. Naturellement, des coûts d'expansion plus élevés auraient permis une croissance plus forte, et donc une augmentation plus rapide de la production et de l'emploi. Il s'agit là d'un objectif qui peut être défini au niveau du Plan et de l'Etat, mais qui a peu de chance d'être retenu spontanément par les travailleurs d'une entreprise quelconque.

Cela constitue un autre aspect de la contradiction entre le Plan et les choix spontanés de l'entreprise autogérée.

Si les travailleurs veulent augmenter leurs revenus, ils ont intérêt à promouvoir le progrès technique sous une forme ou sous une autre. Le système autogestionnaire semble donc

---

(61) Notons que cette relation n'est valable que si le coefficient de capital demeure constant.

favoriser fortement la recherche de la productivité dans les entreprises. Mais l'Etat doit veiller à ce que les répercussions sur l'emploi ne soient pas trop graves (62).

Il est vraisemblable que le progrès technique d'une part, les dépenses consacrées à la croissance d'autre part, varient d'une entreprise à l'autre et d'une branche à l'autre. En conséquence, des disparités vont se manifester entre les entreprises et entre les différentes branches de production, quant aux rythmes d'expansion de l'emploi, des revenus, et des quantités produites. Ici encore, une politique corrective de l'Etat et du Plan devient nécessaire.

A partir de l'équation [32] définissant la masse de profit dégagée annuellement par l'entreprise, on pourrait montrer (63) qu'une entreprise capitaliste désirant maximiser son profit choisirait sans doute un taux de croissance plus élevé que celui adopté par une entreprise autogérée. Il est en effet intéressant pour la première d'engager certaines dépenses d'expansion, si elles lui assurent dans le futur une croissance supérieure de son profit ; le choix qu'elle fera doit être tel que le sacrifice initial soit couvert par les gains futurs actualisés. Pour plus de précision, l'équilibre sera obtenu lorsque le coût marginal de l'expansion sera égal à son rendement marginal exprimé en termes de profits futurs actualisés.

Retenons seulement en définitive que l'entreprise autogérée choisira en général un taux de croissance plus faible que celui de son homologue capitaliste (64).

---

(62) Sur les politiques économiques voir le chapitre III. En ce qui concerne le problème soulevé ici, une action en vue de diminuer certains coûts d'expansion supportés par les entreprises ou de diminuer le coût des capitaux, permettrait de favoriser l'emploi ; par ailleurs, les dirigeants des entreprises peuvent stimuler la croissance et l'emploi en améliorant l'efficacité de l'organisation.

(63) La démonstration n'est pas très difficile, mais la formulation mathématique alourdirait l'exposé, dont ce n'est d'ailleurs pas l'objet principal.

(64) Cette différence sera faible si les dépenses d'expansion sont peu rentables, et si le taux d'actualisation appliqué au profit capitaliste est plus élevé que celui appliqué aux revenus dans une entreprise autogérée.

## **d - Le financement de la croissance**

Le rythme de croissance d'une entreprise peut être influencé par le mode de financement des investissements. Les ressources internes (autofinancement) et externes (endettement) n'ont généralement pas le même coût, et ne sont pas de même nature.

Pour déterminer le taux de croissance d'une entreprise autogérée, nous avons supposé que le profit était entièrement réparti entre les travailleurs, et que l'entreprise ne se constituait donc aucune réserve collective d'autofinancement pour accroître sa taille. Si la loi ne l'y oblige pas, (65) il y a en effet peu de chances pour que l'entreprise autogérée procède à cet autofinancement collectif, puisqu'on sait qu'elle tend à minimiser ses coûts d'expansion.

Mais, une fois le profit distribué aux travailleurs, ceux-ci peuvent en épargner une partie, et opérer un placement en décidant soit de prêter directement à leur entreprise, soit de déposer leur épargne dans une banque. Le premier cas est peu probable dans la mesure où, la propriété privée des moyens de production étant abolie, les travailleurs devraient renoncer à récupérer leur créance.

Par contre, s'il existe des possibilités de placements de l'épargne à l'extérieur de l'entreprise (dans des Caisses d'Épargne par exemple), le prêteur conserve le droit de récupérer son dépôt. Il est alors évident que les travailleurs ont tout intérêt à placer leur épargne à l'extérieur plutôt qu'à financer des investissements de leur entreprise, puisque leur capital est conservé dans un cas et perdu dans l'autre. Pour qu'un choix différent ne lèse pas les travailleurs, il faudrait que le taux d'intérêt servi par l'entreprise soit beaucoup plus élevé que celui procuré par un placement extérieur (66).

---

(65) La loi Yougoslave oblige les entreprises à constituer un fonds d'autofinancement.

(66) Cf. section précédente.

En définitive, il apparaît nécessaire que, pour financer leur croissance, les entreprises autogérées fassent appel à une épargne extérieure, collectée par des institutions financières publiques non concernées par la propriété des moyens de production.

Il semble que la soumission de ces institutions à l'intérêt général à travers les organes du Plan et de l'Etat soit une nécessité absolue dans une économie autogérée.

Le problème est évidemment différent dans une économie capitaliste (67), puisque les actionnaires, obligataires et autres apporteurs de ressources financières sont toujours assurés de récupérer leur capital initial du fait de la propriété privée des moyens de production.

Cela confirme en théorie, s'il en était besoin, la tendance des entreprises autogérées à se fixer un rythme d'expansion moins élevé que celui des entreprises capitalistes privées, et à fonder leur croissance sur les innovations, le progrès technique et l'efficacité organisationnelle, plutôt que sur la circulation du capital financier et sur la recherche du profit.

---

(67) Cette question a été abordée par J. VANEK [Bibliogr. I.B. 24], E.G. FURUBOTN [Bibliogr. II. A.C. 7, pages 190-191], A. ATKINSON [Bibliogr. I.C.2] et N. DAURES [Bibliogr. I.C.4, pages 373 à 378].

## **CHAPITRE III - LE GUIDAGE DE L'ENTREPRISE AUTOGEREE**

Nous avons pu constater que les principes théoriques du système autogestionnaire et leurs conséquences au niveau de l'entreprise autogérée conduisaient cette dernière à adopter des comportements qui ne correspondent pas toujours spontanément avec l'intérêt général de la Société. La recherche de l'intérêt de l'entreprise, à court comme à long terme, peut en effet ne pas correspondre avec la recherche de l'intérêt social, et peut même donner lieu à des conflits d'intérêt entre la base autogestionnaire et la superstructure politique, organe d'expression de la Société globale. Le problème est alors de déterminer comment les autorités centrales, dépositaires par hypothèse de l'intérêt social, peuvent intervenir pour guider le comportement des entreprises dans le sens de cet intérêt social. En d'autres termes, le plan et l'ensemble des instruments d'incitation, de correction ou d'orientation dont disposent les Autorités Centrales sont-ils capables de créer un environnement économique qui permette aux décisions ponctuelles de chaque entreprise de s'accorder avec l'intérêt social ?

### **SECTION 1 - Le comportement de l'entreprise autogérée et les préférences sociales : Le problème de la planification.**

Les systèmes socialistes sont caractérisés par le fait que les moyens de production de base ne peuvent faire l'objet d'une appropriation privée de la part d'un individu ou d'un groupe ; ils sont propriété socialiste. Cependant la forme institutionnelle que peut prendre cette propriété sociale au cours de la transition au socialisme varie selon les pays socialistes et permet de ce fait de les différencier.

Ainsi, dans un système socialiste centralisé comme l'URSS, les moyens de production de base sont propriété d'Etat. C'est donc l'Etat qui, assurant le droit de gestion attaché au droit de propriété du capital, doit régler les moda-

lités de la production et de la répartition, et prévoir leur développement ultérieur. L'importance et la complexité de cette tâche obligent l'Etat à l'effectuer au moyen d'un plan de caractère impératif. De fait, la notion de plan a toujours été associée dans le système socialiste soviétique à celle de direction centralisée de l'économie : « Une des tâches primordiales est la réunification de toute l'activité économique du pays dans un seul plan pour l'ensemble de l'Etat et la centralisation la plus poussée de la production » proclamaient dès 1919 les dirigeants du Parti Communiste d'Union Soviétique.

L'objectif et la nature de la planification dans un système socialiste (66) autogestionnaire (67) sont différents de ceux de la planification impérative de type soviétique, dans la mesure où l'Etat, n'étant pas propriétaire des moyens de production (et la société ayant confié aux entreprises le droit de gérer le capital qu'elles utilisent), ne peut intervenir de façon coercitive dans l'activité économique des entreprises.

Ce sont en effet les travailleurs des unités de production qui, collectivement ou par l'intermédiaire de représentants élus, doivent organiser et planifier leur production.

Le système socialiste autogestionnaire est donc basé sur l'hypothèse selon laquelle, ou bien l'Etat est capable de créer un environnement économique tel que les décisions des entreprises s'harmonisent avec l'intérêt social, ou bien les entreprises exercent leur activité pour satisfaire à la fois leurs intérêts particuliers et les intérêts de la Société (68).

On constate donc en définitive que le système socialiste autogestionnaire est pris entre deux exigences contradictoires : D'une part celle de l'autonomie des producteurs, qui se manifeste par une indépendance dans la gestion des entreprises et par la décentralisation des décisions, et d'autre part celle de la planification représentant un intérêt collectif su-

---

(66) La référence au Socialisme s'explique par le fait que nous considérons ici l'Autogestion comme une forme de transition socialiste.

(67) Cf. DUMAS A. [Bibliogr. I.B.9. et II A.b.17].

(68) Cf. note 22.

périeur défini par l'Etat et caractérisé par une centralisation des pouvoirs. Le problème qui se pose alors est celui de la résolution de cette contradiction (69).

Les questions que soulève la recherche de cette solution sont nombreuses :

— L'autonomie des unités de production autogérées implique-t-elle le recours exclusif au marché et s'oppose-t-elle à la planification ? Quel doit-être le champ respectif des compétences du Centre (l'état) et de la périphérie (les unités de production) ? Quelles doivent-être les limites de la tutelle du Centre dans la perspective marxiste du dépérissement de l'Etat ? La tendance à la bureaucratisation est-elle contrôlable ?

— Quelles formes prendront les rapports entre le Centre et la périphérie au niveau de l'élaboration et de l'exécution du plan ? Le plan doit-il débiter par des propositions émanant des calculs du Centre ou doit-il se contenter d'harmoniser les plans des différentes unités de production périphériques ? Cette harmonisation doit-elle prendre la forme de mesures impératives ou celle d'objectifs indicatifs ?

— Les mécanismes du marché socialiste peuvent-ils être des instruments neutres au service de la planification et ne risque-t-on pas, en laissant jouer la loi de la valeur pour régler l'allocation des ressources, d'assister à un retour du mode de production capitaliste ?

Il est possible d'organiser et de synthétiser cette série de questions à partir de l'étude des relations plan-marché. Ces relations peuvent être formulées de deux manières conduisant en fait à des conclusions analogues : d'une part, le marché est un instrument du plan, d'autre part le plan est une procédure au service de l'autogestion ; nous sommes cepen-

---

(69) Ainsi, pour prendre l'exemple de deux pays ayant fait de l'autogestion, à des degrés cependant différents, l'un des fondements de leur système économique, il semble que la Yougoslavie ait choisi une solution favorisant le premier terme de la contradiction, alors que l'Algérie paraît avoir choisi une solution centralisatrice.

dant conscients qu'une telle démarche, si elle permet une vision plus ordonnée du problème, conduit aussi à en atténuer la dimension politique pour ne concentrer l'attention que sur ses aspects techniques.

**§ 1 - La problématique du plan et du marché socialistes**  
**a) Du modèle de planification centralisée à l'introduction des mécanismes du marché : Le marché, instrument du plan.**

La plupart des réflexions qui suivent ce cheminement partent de l'hypothèse selon laquelle le socialisme ne peut se concevoir sans un organisme central chargé de prendre des décisions planifiées en vue d'organiser l'activité économique et sociale : « Une économie socialiste doit être une économie planifiée » écrit M. DOBB (70).

Réponse à l'anarchie dénoncée dans le mode de production capitaliste, la planification constitue un moyen d'organisation de la Société.

Les choix d'un type de planification socialiste se sont historiquement posés au lendemain du renversement d'un régime de type capitaliste, et ceci dans un pays où le niveau de développement des forces productives était particulièrement bas. Le nouvel Etat a alors recherché les moyens d'assurer une industrialisation la plus rapide possible, en effectuant une mobilisation massive des ressources disponibles et en concentrant les efforts sur quelques objectifs prioritaires.

La nécessité de mobiliser et d'organiser rapidement et sélectivement les ressources disponibles supposait l'existence d'un organisme central disposant de moyens importants, tant au niveau de la collecte des informations et de leur traitement, qu'à celui de l'application des décisions et de leur contrôle.

---

(70) M. DOBB, Economie du bien-être et économie socialiste. Calman-Levy 1972.

Cependant, la tendance à l'accroissement du champ de la planification entraînait l'apparition d'une bureaucratisation de plus en plus lourde et l'apparition de conflits d'intérêt entre l'appareil bureaucratique et les producteurs, et, corrélativement, la multiplication des contrôles et des sanctions (71).

Nombreuses furent alors les analyses dénonçant une mauvaise répartition des ressources disponibles, des coûts de production excessifs et un gaspillage incompatible avec le souci initial de la planification centralisée. Fixés administrativement, les prix ne jouaient plus leur rôle d'indicateurs de la rareté ; n'étant pas maîtresses de leurs facteurs de production, les unités de production avaient des difficultés pour adapter leur demande de biens intermédiaires à la demande finale, et, d'une manière générale, les ajustements qualitatifs et quantitatifs entre l'offre et la demande s'avéraient difficiles.

Ainsi a-t-on été amené à introduire à des degrés divers des mécanismes plus souples venant parfois s'opposer aux règles initiales du centralisme. L'histoire de la planification soviétique est à cet égard riche d'enseignements.

Parmi les nombreuses propositions avancées, les plus courantes sont celles qui tournent autour de la décentralisation. Alléger le système de planification, lui donner une plus grande souplesse de fonctionnement, deviennent lors les objectifs principaux.

Généralement, on propose d'abandonner certains domaines aux mécanismes du marché, d'autant que certains besoins sociaux sont enregistrés plus rapidement et plus exactement par le marché, ainsi que le note LANGE (72), mais sans laisser les formes marchandes et monétaires devenir les

---

(71) Cf. M. DOBB (déjà cité note 70) : « La centralisation bureaucratique (avec un certain élitisme) conduit à la domination incontrôlée d'une dictature ou d'une bureaucratie d'experts ».

Ch. BETTELHEIM décrit aussi fort bien ce processus dans « Les luttes de classe en URSS, 1917-23 », Tome I.

(72) O. LANGE « The computer and the market. Socialism, Capitalism and economic growth ». Cambridge 1967.

instruments fondamentaux et actifs de l'allocation des ressources. Au contraire, ces catégories telles que marchandises, prix, crédit, etc... ne devraient avoir qu'un rôle passif d'indicateur comptable et ne devraient pas influencer fondamentalement le comportement des entreprises ou des individus.

Libéré de certaines tâches, le Centre voit alors ses prérogatives concentrées sur la détermination des objectifs importants ; il peut ainsi fonder ses prévisions sur un horizon plus lointain et agir plus facilement pour la correction des erreurs.

D'une manière générale, ces réformes conservent comme ligne directrice la nécessité d'une planification impérative et précise, tout en introduisant une plus grande autonomie des unités de production, elles aboutissent dans la plupart des cas à la réduction du nombre des indices imposés et peuvent aller parfois jusqu'à l'utilisation du profit comme indicateur essentiel de la gestion des entreprises.

Par ailleurs, certains mécanismes de marché arrivent parfois à s'imposer d'eux-mêmes, bien que n'étant pas désirés (73). Il en est ainsi par exemple lorsque le système d'information est insuffisamment efficace (volontairement ou non) et que les équilibres cohérents prévus par le plan ne sont pas réalisés. Des mécanismes palliatifs apparaissent qui échapperont à la logique de la planification et peuvent dans certains cas entraîner des corrections dont les effets n'étaient pas recherchés (inflation, chômage, etc.) (74).

Cela ne signifie pas toutefois un retour à la totale spontanéité du marché ; ainsi que le fait remarquer M. DOBB (75), « il est évidemment difficile de concevoir un Etat qui aurait socialisé la production pour la désintégrer à nouveau en une

---

(73) Au delà de cette description technique de l'évolution de la planification en URSS, il faudrait naturellement rechercher les fondements politiques et économiques d'un tel processus ; mais tel n'est pas notre propos.

(74) Il s'agit de « quasi-marchés », dans la terminologie de LORENZI « Le marché dans la planification » PUF 1976.

(75) M. DOBB (déjà cité, note 70).

multitude de centres autonomes et qui laisserait une fois de plus la totalité du contrôle au marché ». Celui-ci ne doit certainement pas fonctionner au détriment de la Communauté sociale. C'est la raison pour laquelle le Centre se verra doté de toute une série d'outils d'intervention ; politiques du crédit, fiscale, de subventions etc... visant à assurer la réglementation du marché dans les limites du plan.

Ainsi, le plan n'ayant pu assurer une régulation totale du système, on a fait intervenir une régulation ex-post par l'intermédiaire du marché, le dialogue consommateurs - producteurs qu'il suscite permettant aux premiers d'exprimer leurs besoins et aux seconds d'adapter leur offre à la demande.

Certes, il appartient au plan d'assurer la satisfaction des besoins sociaux et la mise à jour des besoins latents ; le marché ne saurait se substituer à lui dans ce domaine ; mais les besoins sociaux peuvent se modifier en cours d'exécution du plan et rendre inadéquates les prescriptions de ce dernier. Le marché pourrait alors, par l'intermédiaire des mouvements de prix, indiquer aux producteurs le déplacement des besoins, éclairer les phénomènes de substitution, et permettre ainsi aux entreprises de réorienter leur production.

Le marché socialiste crée ainsi les conditions d'une réaction directe des producteurs aux exigences des consommateurs. Il n'a pas d'autre objet et ne devrait évidemment avoir aucune vocation à orienter le développement de l'économie dans telle ou telle voie. A ce titre, il doit rester soumis à la planification qui seule peut tracer les grands axes du développement de la Société.

#### **b) De l'autogestion à l'introduction de la planification : le plan au service de l'autogestion.**

Qu'elle soit considérée comme une utopie, au sens positif du terme, ou comme une revendication pour supprimer l'exploitation des travailleurs, l'autogestion constitue un phénomène global. Elle recouvre un champ bien plus large que la simple organisation de la production ou la seule démocratie des décisions.

Présentée comme une contestation de l'exploitation dont sont l'objet les travailleurs, l'autogestion concerne en premier lieu l'activité de produire, et au delà, celle de répartir les richesses produites. Pour CASTORIADIS (76), l'exploitation se manifeste à deux niveaux : D'une part au niveau de la production, sous la forme d'une monopolisation de la gestion par une couche sociale spécifique et d'une subordination des producteurs aux intérêts de cette couche, et d'autre part au niveau de la répartition du produit, sous la forme d'une expropriation des producteurs du produit de leur travail au profit de la couche sociale dominante : Dès lors, « la suppression de l'exploitation n'est possible que si le prolétariat détruit toute couche gestionnaire spécifique, et donc s'il accède lui-même à la gestion de la production, et s'il supprime tous les revenus ne provenant pas du travail productif, et donc s'il assure lui-même la répartition du produit social ».

Phénomène global, l'autogestion est d'abord la négation de l'organisation capitaliste de la société et de ses manifestations de centralisme et d'autoritarisme. Dès lors elle implique une autonomie des producteurs, des consommateurs et plus largement encore des citoyens. Les prises de décision ne peuvent être que le fait de ceux qui sont directement intéressés par les applications de ces décisions.

Cependant, par l'intermédiaire d'une appropriation de fait des moyens de production, et éventuellement au niveau du partage des résultats, certains groupes peuvent s'ériger en entités autonomes. Pour éviter la résurgence d'un égoïsme de groupe, un certain nombre de garde-fous s'avèrent indispensables (77).

---

(76) CASTORIADIS « La Société bureaucratique, Tome 2. Ed. C. Bourgeois, Paris 1973 » p. 60).

(77) Cf. S. KOULYTCHISKY : « L'autogestion implique une coordination générale des activités à tous les niveaux, cette coordination devant équilibrer par sa force centripète l'individualisme des différentes communautés » [Bibliogr. II.B.7.]

Ces derniers sont le plus souvent formulés à partir de la contradiction entre les intérêts des unités de production autogérées et les intérêts de la Société. Si cette contradiction se résout en laissant jouer les mécanismes de la concurrence, on risque de voir le marché imposer les prix, les conditions de travail, l'utilité des produits offerts et créer ainsi des distortions incompatibles avec l'idéal socialiste (78).

C'est la raison pour laquelle la plupart des théoriciens du Socialisme décentralisé définissent certains domaines réservés au Centre qui se voit attribuer la définition de la stratégie globale et des principaux moyens à mettre en œuvre (79).

- 1 Rythme de croissance de la production, du revenu national, de la productivité du travail et de l'emploi
- 2 Répartition du revenu national entre fonds d'accumulation et fonds de consommation
- 3 Répartition du fonds d'accumulation entre investissement et augmentation des moyens de roulement
- 4 Répartition des investissements entre les secteurs et entre les régions
- 5 Répartition de la consommation entre consommations collective et individuelle
- 6 Modification de la structure des revenus selon les régions et les secteurs
- 7 Répartition de la production selon les secteurs et les régions
- 8 Echanges extérieurs

---

(78) Cf. C. BETTELHEIM. Calcul économique et formes de Propriété Maspero 1968.

(79) Cf. par exemple W. BRUS « Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste ». Maspero. Paris 1970.

Il reste donc aux unités décentralisées à déterminer elles-mêmes :

- 1 Le volume, l'assortiment, la qualité et les méthodes de production,
- 2 L'organisation interne du travail,
- 3 L'approvisionnement sur le marché des biens d'équipement et des matières premières,
- 4 L'écoulement de la production et, dans les limites imposées par le Centre, le prix de vente du produit,
- 5 Le volume et les modalités de l'investissement,
- 6 La politique de l'emploi et le système de rémunération.

Ainsi, la cohérence de l'ensemble de l'économie et le choix des priorités sociales seront assurés par l'intervention de l'Etat, notamment au moyen de la planification. Mais si la gestion des entreprises doit théoriquement obéir aux besoins et aux décisions de la Collectivité tels que le plan les exprime, ce dernier ne pourra pas cependant imposer aux unités de production leurs normes de production, leur approvisionnement et leurs débouchés mais les laissera maîtresses de leurs décisions. En ne faisant qu'indiquer les grandes proportions de l'économie, le plan se mettra au service de l'autogestion.

A ce stade de l'analyse, on peut constater comme DRULOVIC (80) qu'il n'existe ni planification totale ni un marché totalement libre, et que le problème à résoudre reste celui des rapports entre ces deux régulateurs de l'activité économique.

## **§ 2 - La coordination du plan et du marché socialistes**

### **a) Le principe de la coordination du plan et du marché socialistes**

Du point de vue marxiste, l'économie d'une société en transition socialiste ne doit pas être livrée aux seules fluctuations du marché, mais au contraire être principalement

---

(80) DRULOVIC [Bibliogr. I.A. 29].

l'objet d'une planification. De plus, sur un plan doctrinal, le marché doit disparaître dans un système socialiste puisque le concept de relations marchandes sur lequel il repose doit aussi disparaître. En d'autres termes, la contradiction existant dans le mode de production capitaliste entre valeur d'usage et valeur d'échange doit être résolue au profit de la première. De fait, si le monde de la marchandise cesse d'exister, le marché n'a plus aucune raison d'être. Ainsi, pour C. BETTELHEIM (81), le marché ne peut être « supprimé par décret » mais doit être dominé et progressivement réduit par le processus de planification.

Dans le même ordre d'idées, certains (82) pensent que socialisme et marché sont incompatibles dans la mesure où le marché entraîne l'apparition d'une mentalité de profit. MEISTER (83) par exemple a pu montrer qu'en Yougoslavie les entreprises autogérées adoptaient sur le marché des comportements comparables à ceux des entreprises capitalistes.

Certes, il est possible que ces phénomènes socialement néfastes résultent en partie d'erreurs commises quant à la nature et à la conception du plan. Cependant il est sûr que, socialiste ou non, le marché entraîne certaines conséquences négatives, dans la mesure où il ne permet pas de déterminer les priorités sociales du développement et où il accentue les inégalités.

Dans cette optique, le marché comme le plan doivent être considérés comme des moyens et non comme des fins en eux-mêmes. Le problème fondamental reste celui de leurs rapports mutuels, et non de leur exclusion réciproque.

---

(81) BETTELHEIM Ch. (déjà cité note 78).

(82) Cf. C. BETTELHEIM et P. SWEEZY : « Lettres sur quelques problèmes actuels du Socialisme » Maspro 1970.

(83) A. MEISTER [Bibliogr. II.A.a.36].

C'est dans cette perspective que se place par exemple COBELJIC (84) lorsqu'il affirme que les mécanismes du plan et du marché se complètent les uns les autres. Mais il ne s'agit pas d'un compromis entre les conceptions différentes d'une économie socialiste planifiée et d'une économie socialiste de marché ; il s'agit d'un nouveau type de planification et d'un nouveau type de marché, rassemblés dans un nouveau système économique. En d'autres termes, il s'agit de lier le plan et le marché, et de déterminer le champ respectif de leur compétence, de façon à ce que les objectifs fondamentaux de la Société puissent être atteints.

Il est sûr que cette proposition soulève de nombreuses difficultés ; la combinaison plan-marché que l'on cherche ainsi à réaliser risque d'ajouter les effets négatifs du plan et du marché, au lieu de les rejeter et d'en lier les effets positifs. A ce niveau, l'ambiguïté demeure.

Quoiqu'il en soit, une chose est sûre, certaines décisions économiques de caractère global ne peuvent être prises qu'à l'échelon des Autorités centrales. En effet, ainsi que le note J. TINBERGEN (85), « on peut montrer de façon convaincante qu'à l'optimum, certaines tâches doivent être assurées de manière centralisée et ne peuvent être par conséquent, laissées à l'initiative des niveaux les plus bas, même si à ces niveaux les travailleurs auraient disposé du pouvoir de décision... » (86).

Dans un système socialiste décentralisé, le plan ne prendra donc de décision directe, permettant de canaliser les décisions des entreprises, qu'en ce qui concerne, d'une part la croissance et la répartition du Revenu national, et d'autre part, le choix des orientations et des méthodes d'in-

---

(84) COBELJIC N : « Le plan et le marché dans le système du fonctionnement de l'économie socialiste ». *Ekonomiska Misao Belgrade* 1969 (En Serbe).

(85) J. TINBERGEN *Politique économique et optimum social*. Ed. Economica Paris 1972.

(86) On a vu précédemment que ces décisions concernaient essentiellement la stratégie globale du développement économique.

vestissement. Toutes les autres décisions économiques, qui ne relèvent pas de la compétence des Autorités centrales, pourront être prises directement par les entreprises.

Ainsi, pour W. BRUS (87), le problème des rapports entre le plan et le marché socialistes se pose en termes de centralisation ou de décentralisation des décisions économiques : il ne s'agit pas d'opposer le plan et le marché, mais au contraire de les lier et de déterminer le champ respectif des décisions centralisées (décisions macro-économiques globales ex-ante) et décentralisées (décisions micro-économiques partielles ex-post).

Pour HORVAT, (88) le plan pose les objectifs à long terme, alors que le marché est un instrument du plan destiné à réaliser l'équilibre à court terme. D'autres auteurs vont plus loin qui, comme BRICANIC (89), pensent que le développement de l'économie doit s'appuyer en dernière analyse sur les plans des entreprises qui se concilient sur le marché, et non plus sur un plan central. Pour d'autres auteurs au contraire, comme UVALIC (90), le marché doit jouer un rôle restreint, notamment au niveau de la distribution des revenus ou de la formation du capital.

MIHAILOVIC (91), quant à lui, pense qu'il convient de laisser au marché libre le souci de déterminer les modalités de la production des biens de consommation, des biens intermédiaires ou des matières premières, et de permettre au plan de contrôler celles de la production de biens d'équipement.

---

(87) W. BRUS. Déjà cité note 79.

(88) B. HORVAT. *Toward a theory of a planned economy*. Belgrade 1964.

(89) BRICANIC [Bibliogr. II.A.b.5].

(90) UVALIC « Les fonctions du marché et du plan dans l'économie socialiste ». *Ekonomet* 1962 (en Serbe).

(91) MIHAILOVIC « Discussion d'économistes sur l'avant projet de plan » *Ekonomet* 1962 (en Serbe).

En résumé, il semble possible de différencier dans le système socialiste décentralisé deux champs et deux types de décisions économiques :

— Le champ des décisions centralisées macro-économiques et globales qui portent sur le moyen et le long terme et qui appartiennent au plan,

— Le champ des décisions décentralisées, micro-économiques et partielles qui concernent le court terme et qui relèvent de la compétence des unités de production.

En fait, les expériences des économies socialistes actuelles montrent qu'il est difficile d'établir une frontière nette et définitive entre le champ des décisions centralisées et celui des décisions décentralisées : les rapports plan-marché dépendent notamment du niveau des forces productives et de l'organisation politique de la Société.

En tout état de cause, même en levant l'hypothèque de l'incompatibilité théorique du plan et du marché, en considérant comme HORVAT B. (92) que celle-ci relève d'une idéologie fallacieuse, ou comme D. COBELJIC (93) que le marché n'est qu'un des instruments de la planification sociale, l'observation des systèmes montre bien qu'ils sont utilisés de manière différente et qu'il n'y a pas d'accord sur la combinaison idéale et cohérente de leurs mécanismes.

#### **b) La méthode de la coordination du plan et du marché**

Différentes solutions ont pu être proposées pour résoudre le problème de coordination du plan et du marché. Selon certaines, le plan ne devrait pas contenir des grandeurs précises, mais des zones à l'intérieur desquelles les entreprises pourraient décider librement. Autrement dit, le plan fixerait les limites supérieures et inférieures des variables fondamentales de l'économie, à l'intérieur desquelles les entreprises pourraient établir leurs propres plans d'activité.

---

(92) B. HORVAT (déjà cité note 83).

(93) D. COBELJIC [Bibliogr. II.A.b.8].

On a pu parler aussi de « planifications de rencontre » où deux variantes du plan, l'un correspondant à la juxtaposition des plans des entreprises, l'autre partant de la détermination des ressources globales disponibles et des besoins sociaux, se « rencontreraient » et se combineraient pour donner naissance à un plan définitif.

On a proposé (94) aussi d'instituer « une économie socialiste de marché fondée sur une planification démocratique » dans laquelle on pourrait distinguer deux zones de planification :

— Une zone de planification impérative où sont déterminés les besoins fondamentaux dont l'évolution est connue et qui s'avèrent prioritaires ;

— Une zone de planification indicative dans laquelle s'insèrent les mécanismes du marché et qui couvre les besoins non fondamentaux dont l'évolution est difficile à connaître.

Evidemment un tel système pose le problème des frontières et des relations entre ces deux zones. Mais ce problème peut être résolu : Lieu de confrontation des plans particuliers des consommateurs, des entreprises ou des collectivités publiques, le plan central doit réaliser l'arbitrage de tous les intérêts particuliers en fonction de l'intérêt général, au besoin en provoquant leur affrontement pour en dégager dialectiquement une synthèse.

D'autres auteurs, comme R. STAJNER (95), ont proposé d'instaurer une planification « continue », le plan central à moyen terme faisant l'objet d'une remise à jour périodique après concertation avec les entreprises, les secteurs et les régions intéressées.

---

(94) C.F.D.T. [Bibliogr. I.B.4].

(95) R. STAJNER [Bibliogr. II.A.b. 35].

C'est un système semblable qu'avait déjà suggéré O. LANGE (96), lorsqu'il proposait d'avoir recours pour diriger une économie socialiste à un processus de décisions décentralisé réalisé par approximations successives et résultant d'un échange de questions et de réponses entre l'organe central planificateur et les entreprises : Le Centre communiquerait à la périphérie des listes de prix ; celle-ci répondrait en précisant les quantités qu'elle accepterait de produire ou de consommer pour de tels prix ; l'organe planificateur centraliserait toutes les réponses et renverrait à la périphérie une nouvelle liste de prix, calculés à partir des réponses des entreprises de façon à équilibrer l'offre et la demande globales la procédure se poursuivant jusqu'à ce que l'équilibre global soit totalement réalisé.

Il est évident qu'une telle procédure, même si elle permet véritablement de parvenir à l'équilibre recherché, risque dans la pratique d'être trop longue et trop lourde. Les recherches (97) visant à simplifier et à accélérer une procédure de ce type sont encore insuffisantes pour lui conférer un caractère opérationnel.

En outre, comme le fait remarquer LORENZI (98), en privilégiant le marché comme base des décisions économiques, et donc en limitant le Centre à un rôle de simple coordination, des désajustement conjoncturels, des positions monopolistes et des rapports marchands risquent d'apparaître, les entreprises n'étant pas forcément incitées à rechercher des productions socialement nécessaires, et préférant des productions plus rentables. LORENZI pense que le marché doit être subordonné et intégré à une planification à la fois quantitative et monétaire, ce qui implique notamment « une modification à chaque période des objectifs désagrégés du plan », à la lumière des informations fournies par le marché au cours de la période précédente.

---

(96) O. LANGE « On the economic theory of Socialism. Minneapolis 1938.

(97) Cf. LIPTAK et KORNAL « Two level planning. Computing Center of the Hungarian Academy of Sciences » Budapest 1968.

(98) H. LORENZI (déjà cité note 75).

Une autre solution est celle proposée par O. SIK (99) dans le cadre de son « nouveau système de gestion planifié » ; dans chaque secteur, les entreprises procèderaient en permanence à l'examen des différentes variables potentielles de l'évolution de la production en fonction de leur rentabilité ; en s'appuyant sur ces études, les Autorités centrales pourraient établir une première prévision concernant l'évolution possible des principales grandeurs macro-économiques. En fonction de ces prévisions centrales provisoires, les entreprises et les secteurs pourraient élaborer des projets plus concrets à court terme. A l'aide de bilans établis en fonction de ces programmes sectoriels, les Autorités centrales pourraient enfin construire, par approximations successives, un plan macro-économique de prévision et d'orientation à moyen et long terme de l'activité économique. Le plan central serait donc élaboré dans ce système à la suite d'une série de navettes entre le Centre et la Périphérie, le point de départ de la navette étant situé au niveau de cette dernière et non du Centre.

Comme les précédentes, la proposition de SIK se ramène en définitive à une technique visant à déterminer un dosage optimum entre le plan et le marché. Mais le problème est-il uniquement technique ?

### **§ 3 - De « l'économie planifiée » à la « Société autogérée »**

Nous avons vu qu'en partant d'hypothèses opposées (centralisation et autogestion), le cheminement méthodologique suivi permettait de déboucher sur la même manière de poser le problème, ce dernier se ramenant à la recherche d'une articulation entre plan-marché permettant de résoudre la contradiction entre l'intérêt social représenté par le Centre et les intérêts des unités de production périphériques. Cependant aucune des méthodes présentées ne paraît parfaitement convaincante ; les réponses qu'elles peuvent apporter

---

(99) O. SIK Plan and market under Socialism. Prague 1968.

à la série de questions posées précédemment demeurant souvent trop vagues : « La relation plan-marché reste indéterminée », ainsi que le notait M. DOBB (100).

#### **a) Vers une nouvelle approche**

Mais peut-être le problème était-il en définitive mal posé. En effet, aucune des théories ou des méthodes en présence ne remet en cause la notion de l'Etat ou celle de Centre. Le problème de la nature de classe de ce dernier ne permettrait-il pas d'éclairer l'ambiguïté de la relation Centre-Périphérie, et donc celle de la relation plan-marché ? En d'autres termes, l'étude du fonctionnement de l'économie socialiste, et en particulier de l'économie socialiste autogestionnaire n'exige-t-elle pas de clarifier au préalable la nature de classe de l'Etat, sa place dans la construction du Socialisme, et son processus de dépérissement ?

Par exemple, il est sûr que les concepts de Centre, de Périphérie, de plan et de marché, auront une signification différente selon que le socialisme suppose ou non un rôle prédominant pour l'Etat et que le dépérissement de ce dernier soit rejeté à un horizon plus ou moins lointain.

De même, le problème se pose de savoir pourquoi un phénomène de bureaucratisation tend à se manifester dans les sociétés en transition vers le socialisme, et dans quelle mesure son émergence n'est pas l'indication de la survivance d'une société de classes.

Le fait même que se pose le problème d'une contradiction entre l'intérêt social représenté par l'Etat et les intérêts des unités de production périphériques pourrait en effet signifier qu'il existe une bureaucratie qui s'érige en classe dominante, s'approprie de fait les leviers d'un Etat pourtant condamné à disparaître, une classe dont les intérêts sont contradictoires avec ceux de la classe des travailleurs.

---

(100) M. DOBB (déjà cité note 70).

Dans ces conditions, la cause de la contradiction entre Centre et Périphérie résulterait simplement de la présence d'intérêts de classe de la bureaucratie dans le jeu des conflits pour l'expression d'une volonté collective au niveau du Centre et du plan. Ainsi, dans le processus de décision caractérisé par un conflit d'intérêts de classe, les intérêts de la bureaucratie, classe dominante, s'imposeraient.

De fait, la thèse de MARX relative à la possibilité d'un « gouvernement des producteurs par eux-mêmes » à propos de l'expérience de la Commune de Paris emporte des conséquences qui rendent à terme inutiles la spécialisation d'une couche sociale dans la gestion économique et politique ; c'est dire que la bureaucratie s'oppose au développement du Socialisme. La source du pouvoir étant alors unique (les travailleurs), le problème revient à transformer la volonté des unités périphériques en une décision collective centrale.

Si l'on ne peut éviter l'existence d'un appareil administratif spécialisé, il faudrait alors qu'il demeure une composante neutre, une sorte de courroie de transmission capable de rendre viable un processus de révélation des préférences sociales, et il faudrait éviter qu'il ne se constitue en une bureaucratie autonome par rapport aux forces politiques représentatives des travailleurs. Compte tenu de la nature de plus en plus sophistiquée des méthodes de décision et de la complexité croissante qu'impliquent les processus d'accumulation, d'interprétation, d'utilisation et de transmission de l'information, la réussite en ce domaine est évidemment difficile.

Toutefois, si le problème de la transformation de la nature du pouvoir politique se résout à travers une véritable lutte de classes travailleurs-bureaucratie, et si les travailleurs développent leur capacité de gestion du projet social à partir des unités décentralisées (formation politique, calcul économique collectif, technique de décision sociales etc...), ne pourrait-on pas soutenir que la volonté exprimée au Centre peut alors correspondre effectivement à la volonté exprimée à la périphérie ?

De cette manière, le plan ne résulterait pas d'un calcul technocratique réalisé au Centre, mais serait la révélation des préférences sociales. Le problème de son caractère indicatif ou impératif, celui de sa coordination avec un éventuel marché socialiste, ne se poseraient plus, puisque le plan ne serait pas contradictoire avec les décisions des unités de production.

On aboutit finalement à l'idée que si la relation plan-marché recouvre et résoud en partie la relation régulation centralisée-régulation décentralisée de l'économie, elle ne recoupe pas nécessairement la relation décision centralisée-décision décentralisée qui se situe à l'origine de la régulation de l'économie.

Bien que son raisonnement soit différent du notre, ROSANVALLON (101) arrive cependant à des conclusions identiques : « Il est fréquent d'opposer la planification à l'autogestion comme deux réalités contradictoires qu'il s'agirait d'articuler et d'équilibrer, le plan étant synonyme de centralisation et l'autogestion synonyme de décentralisation... La véritable opposition se situe entre autogestion et bureaucratie... ».

En d'autres termes, le problème qui se pose à ce niveau n'est pas tant de savoir si dans un système socialiste autogestionnaire la conciliation du plan et du marché peut être réalisée, mais, si l'un comme l'autre permettent l'exercice collectif des choix qu'implique le socialisme autogestionnaire : comment faire en sorte qu'à tous les niveaux de la décision (centralisée ou décentralisée) ce soient les travailleurs qui exercent le pouvoir ? En particulier, comment l'Etat (au niveau de la décision centralisée) peut-il être véritablement l'Etat des travailleurs et comment ces derniers peuvent-ils prévenir ou contrôler les risques de déviation possibles ?

---

(101) P. ROSANVALLON (déjà cité note 11).

## **b) L'Etat des travailleurs.**

Trois séries de questions se posent à ce niveau :

— L'existence nécessaire d'un processus de centralisation des décisions, destiné à créer un environnement économique tel que les décisions décentralisées des unités autogérées correspondent aux impératifs de l'intérêt social, est-il contradictoire avec l'idée d'un dépérissement de l'Etat ?

— Si le dépérissement de l'Etat ne peut être envisagé dans l'immédiat (au moins pendant une phase transitoire) comment ce dernier peut-il être véritablement l'Etat des travailleurs et quel doit être son rôle ?

— Quels sont les risques de déviation possibles et comment le contrôle des travailleurs permet-il de les éviter ?

### **1. Le processus de dépérissement de l'Etat**

Il est sûr que les concepts de décision centralisée et de décision décentralisée (Centre et Périphérie) comme les concepts de régulation centralisée et de régulation décentralisée (plan et marché), auront une signification différente selon que l'on suppose ou non la disparition de l'Etat.

L'analyse marxiste de la société lie l'existence d'un appareil d'Etat (armée, police, justice...) à l'existence de classes antagonistes. La Société communiste étant définie comme une société sans classe, l'Etat n'a plus de raison d'être et doit donc disparaître.

Cependant, le passage d'une société de classes antagonistes comme dans la société capitaliste, à une société communiste implique une étape de transition socialiste au cours de laquelle la lutte de classe se poursuit jusqu'à l'élimination de la classe exploitatrice et de son idéologie, l'appareil d'Etat étant pris en main par la classe exploitée.

On ne peut en effet supprimer du jour au lendemain l'héritage bourgeois, tant au niveau de la division nationale et internationale du travail et des rapports de production, qu'au niveau idéologique.

La survivance d'un Etat aux mains des travailleurs s'explique ainsi par la nécessité de poursuivre la lutte des classes ; elle s'explique aussi par la nécessité d'organiser et de promouvoir un développement économique qui permette de satisfaire les besoins individuels et collectifs ; elle peut s'expliquer enfin par la nécessité de lutter contre un environnement international hostile, de nature impérialiste.

Les expériences socialistes contemporaines montrent que les formes pratiques de la transition socialiste peuvent être variées. Le courant autogestionnaire pour sa part lie la mise en place progressive de l'autogestion à la disparition progressive de l'Etat, disparition dont l'intensité conditionne celle de la réalisation de l'Autogestion. Cette dernière implique en effet que l'Etat soit dépossédé de ses fonctions et de son pouvoir, au bénéfice des travailleurs sur leur lieu de travail, ou des citoyens sur le lieu de leur vie quotidienne.

Si l'Etat continue d'exister tout en dépérissant progressivement au fur et à mesure que l'Autogestion se réalise, c'est pour jouer un rôle différent de celui qu'il jouait auparavant. Son intervention apparaît temporairement nécessaire au début du processus autogestionnaire pour éviter de possibles déviations ; nous avons montré précédemment que le système autogestionnaire risquait d'engendrer des déséquilibres économiques (inflation, chômage...) dûs à la survivance de comportements pervers hérités trop récemment du système capitaliste antérieur. L'intervention de l'Etat peut être décisive pour lutter contre ces déviations ; mais, si elle peut s'avérer nécessaire, elle doit être cependant contrôlée par les travailleurs et limitée à quelques responsabilités essentielles :

- définition et mise en œuvre des choix et des priorités (plan)
- encadrement du fonctionnement de l'économie (surveillance des prix, garantie des revenus, budget national)
- Défense de l'expérience de transition socialiste
- Relations internationales.

Ainsi le projet autogestionnaire s'efforce-t-il de limiter les compétences et l'autorité de l'Etat Central. Mais dans la mesure où la mise en place de l'Autogestion ne peut être que progressive, le dépérissement de l'Etat ne sera lui-même que progressif ; il est inévitable en effet, comme le note S. C. KOLM (102), que « certaines variables de l'action de l'Etat continuent à exister comme telle » ; il convient donc d'en définir et d'en contrôler l'intervention : l'Etat est privé de tout pouvoir de décision et son rôle s'arrête à la centralisation des informations et des décisions prises à la base qui, une fois coordonnées devront être à nouveau décentralisées ; la planification par exemple doit reposer sur de tels principes. Mais si l'Etat s'avère temporairement nécessaire pendant la transition socialiste, il ne s'agit pas de n'importe quel Etat ; cet Etat doit rester un instrument aux mains des travailleurs, ce qui pose le problème de sa nature de classe.

## **2. La nature de classe et le rôle de l'Etat**

Si l'on considère en effet que la transition socialiste ne peut se dérouler sans la survivance provisoire d'un nouvel Etat, il est clair que le succès (ou l'échec) (103) de cette phase dépend de la nature de classe de ce dernier.

Différents critères permettent de mettre en évidence cette dernière : l'origine de classe de ceux qui incarnent l'Etat, le discours et la ligne politique suivis et surtout, comme le souligne C. BETTELHEIM (104), la pratique politique, dans la mesure où cette dernière peut être différente du discours politique.

L'origine de classe de ceux qui tiennent en main les leviers de l'Etat n'apporte pas d'indication suffisante sur la nature de classe de l'Etat ; l'expérience historique montre en

---

(102) S. C. KOLM : La transition socialiste. Ed. du Cerf. Paris 1977.

(103) Par succès ou échec nous entendons la capacité de l'Etat à conduire le mouvement révolutionnaire dans la voie d'un pouvoir des travailleurs, ou au contraire d'engendrer un certain nombre de déviations.

(104) C. BETTELHEIM et P. SWEEZY : Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme. Maspero, Paris 1970.

effet qu'un mouvement révolutionnaire peut être conduit par des intellectuels d'origine bourgeoise qui, dans un premier temps, sont seuls susceptibles de prendre en charge le processus. L'évolution du système dépendra plus de leur discours et de leur pratique politiques que de leur origine de classe.

Le discours politique est plus déterminant, surtout s'il reflète l'apparition de certaines déviations (économisme, bureaucratisme...) dont la conséquence directe sera le rétablissement de rapports d'exploitation semblables à ceux qui existent dans le système capitaliste. Si, par ailleurs, le discours reste pur, il suffit pour mettre en évidence la véritable nature de classe de l'Etat, de le confronter avec les réalisations effectives et les rapports concrets que les organes du pouvoir central entretiennent avec les travailleurs : Relations Etat-travailleurs, relations Parti (s) - travailleurs, relations Etat-Parti (s), organisation et recrutement des appareils de l'Etat et du (des) Parti (s), possibilités de contrôle des travailleurs, diffusion de l'idéologie etc...

Ainsi pour que l'Etat soit véritablement celui des travailleurs, ces derniers ne doivent pas être séparés de lui ou lui être subordonnés : « un signe extrêmement important du caractère non prolétarien du pouvoir, ou du moins du fait que le pouvoir a largement perdu son caractère prolétarien est l'existence d'un appareil d'état placé au-dessus des masses et agissant à leur égard de façon autoritaire » (105).

L'Etat des travailleurs dans la transition socialiste suppose que l'ancien appareil d'Etat hérité du système capitaliste antérieur soit certes investi par les travailleurs, mais soit aussi remplacé par un nouveau appareil d'Etat, de nature différente, permettant de promouvoir de nouveaux rapports sociaux.

Si l'Etat reste identique à ce qu'il était antérieurement (autrement dit si les travailleurs restent subordonnés à l'Etat), il risque de reproduire les rapports sociaux antérieurs : les

---

(105) C. BETTELHEIM (Cf. note 104).

travailleurs se retrouvent encore les esclaves d'un processus de production qu'ils ne contrôlent plus et qui sert les intérêts de ceux qui, en leur nom, utilisent l'Etat pour maintenir et renforcer leur domination.

S'il appartient à la base de s'organiser pour réduire la division sociale du travail, pour combattre les inégalités et l'idéologie héritées du système capitaliste, l'Etat doit constituer le moyen (provisoire) de réaliser les objectifs définis par la base, organisée dans les conseils de producteurs, de consommateurs ou de citoyens : formation des individus, régulation de la production, garantie d'un niveau de vie minimum, sécurité sociale, droit à l'emploi, équilibre interrégional, équipements collectifs, fonctionnement des services publics, etc...

Le rôle de l'Etat doit s'arrêter à la centralisation et à la coordination des informations et des décisions périphériques. De fait, ainsi que le note S. C. KOLM (106), « la réflexion théorique montre que l'Etat n'est le niveau optimal de décision collective pour à peu près aucune des variables de la société ».

La planification démocratique doit aussi reposer sur de tels principes, les priorités essentielles étant définies au niveau central sur la base d'un débat politique organisé aux niveaux locaux et régionaux.

Les normes de production, le rapport des prix et des salaires... doivent être établis par les conseils de producteurs au cours de la procédure d'élaboration du Plan ; l'Etat assurera quant à lui la surveillance des prix et la garantie des revenus. De même, si les grands choix concernant le crédit et les changes doivent être arrêtés au niveau du Plan, leur application par secteurs d'activité devra être placée sous la responsabilité des travailleurs du secteur concerné.

---

(106) S. C. KOLM (déjà cité, note 102).

En effet, la nécessité de centraliser un certain nombre de choix ne signifie pas que le processus de décision est lui-même centralisé. Centraliser les choix relatifs aux grands axes du développement revient à clarifier ces derniers, notamment par l'amélioration de l'information, et à les exprimer de manière globale ; leur discussion et leur définition reste toujours de la compétence des conseils périphériques. Les prétextes tel que l'insuffisante politisation ou l'insuffisante formation de la base, invoqués par la bureaucratie centrale pour décider au nom des travailleurs, constituent une confiscation abusive par le Centre des pouvoirs de décisions qui appartiennent à la base.

Cependant si toutes les décisions concernant la transformation ou le développement de la Société doivent être l'émanation de la base, la participation de cette dernière « doit être un processus dans lequel la conscience objective et totale des nécessités sociales doit être primordiale par rapport à la conscience subjective et partielle relative aux désirs individuels » (107).

Cela suppose l'existence d'une conscience collective qui permette à la base d'admettre et de concevoir qu'en dehors de ses intérêts immédiats il existe des besoins plus généraux au niveau de l'économie entière, qui ne sont perceptibles qu'à travers une vision globale, qui ne s'opposent pas aux intérêts immédiats de la base mais qui ne s'identifient à eux que sur une période plus longue.

### **3. Les risques de déviation et la nécessité d'un contrôle des travailleurs.**

La prise du pouvoir par les travailleurs ne suffit pas dans un premier temps pour transformer fondamentalement toutes les anciennes structures ; « l'expérience historique montre qu'en raison des rapports idéologiques dominants, qui sont le produit de siècles d'oppression et d'exploitation, et qui se

---

(107) P. ROSANVALLON (déjà cité note 11).

reproduisent sur la base d'une division sociale du travail qui ne peut être immédiatement révolutionnaire », (108) il n'y a pas de transformation possible sans qu'aux changements politiques et économiques ne correspondent aussi de profonds changements idéologiques, qui renforcent et développent le contrôle des travailleurs dans tous les domaines.

L'un des risques de déviation possible au niveau idéologique peut être constitué par l'économisme qui, à terme, justifie l'apparition et la persistance d'une élite bureaucratique et technocratique.

Cette conception « économiste » suppose la primauté des forces productives sur les rapports sociaux de production dans la dynamique de l'Histoire. Elle considère que l'accroissement du potentiel productif et la croissance économique nécessitent un développement continu des forces productives, ce développement entraînant un remodelage des rapports de production en les adaptant au nouveau degré de développement des forces productives.

Défendue et mise en pratique par Staline, cette thèse a marqué depuis tout le développement de l'URSS : « D'abord se modifient et se développent les forces productives de la société, ensuite, en fonction et en conformité de ces modifications, se modifient les rapports de production entre les hommes » écrivait Staline (109) ; Autrement dit, à un niveau de développement des forces productives doit correspondre tôt ou tard certains rapports de production.

Mais l'expérience soviétique montre que les privilèges acquis par une minorité de cadres et de techniciens, qui en application de la doctrine « économiste » disposent effectivement des moyens de production et du surplus et les utilisent en vue de développer les forces productives (privilèges qui semblaient donc imposés par les nécessités de l'accumulation), demeurent, malgré le développement des forces pro-

---

(108) C. BETTELHEIM (déjà cité note 104).

(109) J. STALINE : matérialisme historique et matérialisme dialectique. Ed. Norman 1938.

ductives, sans que les rapports sociaux ne se soient modifiés dans un sens socialiste et sans que les travailleurs puissent contrôler effectivement l'appareil de l'Etat.

La classe bourgeoise dominante n'a été éliminée qu'au profit d'une nouvelle minorité qui, si elle n'a plus juridiquement la propriété privée des moyens de production, se conduit en fait comme le dépositaire exclusif de ces moyens de production et dispose de toute façon, ainsi que le notent BOURDET et GUILLERM (110), de la propriété privée des moyens de décision.

Les travailleurs restent des exécutants salariés qui concourent à la mise en valeur de moyens de production gérés par cette minorité technocrate ou (et) bureaucrate.

Les risques de déviation qui peuvent ainsi apparaître mettent en évidence la nécessité d'un contrôle (des travailleurs) destiné à les prévenir ou à les supprimer.

Ce contrôle implique non seulement que les conditions nécessaires de son exercice (volonté politique, solidarité ouvrière, formation, information...) soient préalablement réunies, mais aussi que les travailleurs disposent effectivement de moyens pour l'exercer.

A ce niveau, le Parti et le Syndicat pourront constituer des instruments privilégiés.

C'est en effet par un contrôle de l'Etat par l'intermédiaire du (des) Parti (s) que les travailleurs pourront transformer la nature et le rôle de l'Etat, de façon à éviter que celui-ci ne s'érige en appareil autonome exerçant son hégémonie sur eux. Cela suppose évidemment que le (les) Parti (s) ne soit pas lui-même sclérosé par la bureaucratie et qu'il constitue effectivement le canal des initiatives des travailleurs.

---

(110) Y. BOURDET et A. GUILLERM (Cf. Bibliogr. I.A.12).

Quant aux syndicats, Lénine insistait spécialement sur le rôle qu'ils devaient jouer dans la lutte contre le bureaucratisme pendant la période de transition socialiste ; il considérerait de même que les syndicats devaient contrôler le travail de l'appareil d'Etat, en faisant remarquer que le meilleur moyen d'exercer ce contrôle consistait à développer la démocratie et à former les travailleurs à la gestion.

Cependant le succès de solutions institutionnelles de ce type reste lié à une participation active des travailleurs. En ce sens, les motivations des travailleurs sont prépondérantes, les institutions ne faisant que refléter cette volonté (ou non) de participation.

## **SECTION 2 - Les politiques centrales et l'allocation des ressources.**

Dépositaire de l'intérêt collectif, l'Etat est chargé d'assurer le guidage de l'économie dans le sens des préférences sociales. En l'absence d'une planification autoritaire détaillée qu'interdisent les principes de l'autogestion, son intervention dans le domaine de l'allocation des ressources résultera essentiellement des politiques économiques qui sous-tendent sa planification « démocratique », cette dernière constituant l'expression formelle des préférences sociales.

Ce contrôle de l'allocation des ressources rares au niveau des entreprises peut se manifester de différentes manières. Les Autorités centrales peuvent par exemple influencer les possibilités d'autofinancement des entreprises par diverses mesures, comme le blocage temporaire des fonds détenus par elles ou l'instauration de restrictions quant aux emplois spécifiques de ces fonds. Elles peuvent aussi prescrire qu'une part des recettes des entreprises, laissées ordinairement à leur discrétion, soit affectée à certains emplois, ou bien elles peuvent limiter temporairement l'utilisation de certaines ressources. Elles peuvent aussi, et là il s'agit de mesures de caractère plus exceptionnel, orienter l'affectation des ressources des entreprises au moyen de primes diverses.

Mais en dehors de ces mesures ponctuelles et contraignantes, et en dehors de la politique budgétaire ou de l'allocation administrative des fonds publics d'investissement, qui constituent des interventions directes, l'allocation des ressources, telle qu'elle résulte du comportement des travailleurs, pourra être influencée, soit par la politique monétaire, soit par la politique fiscale.

## **§ 1 - La politique monétaire et l'allocation des ressources**

Dans un système autogestionnaire, où le financement des investissements n'est pas totalement et directement planifié et assuré par les Autorités centrales, la politique monétaire doit permettre d'assurer une formation du capital adaptée quantitativement et qualitativement aux objectifs sociaux réunis dans le plan.

Si ces derniers exigent par exemple que la part du profit des entreprises affectée aux investissements collectifs soit accrue, et que corrélativement la distribution de rémunérations individuelles soit ralentie, les Autorités centrales peuvent agir à deux niveaux dans le cadre de leur politique monétaire : D'une part au niveau de l'intérêt versé aux placements bancaires effectués par les travailleurs à partir d'une épargne de leurs rémunérations individuelles, et d'autre part, au niveau des crédits d'investissement demandés par les entreprises ou offerts par les banques.

Dans le premier cas, il est aisé de constater à partir des résultats précédents relatifs au choix des travailleurs entre investissements collectifs autofinancés et placements bancaires (111), qu'une diminution du taux d'intérêt payé sur ces derniers permettrait de rendre plus attractive l'affectation du profit à l'autofinancement ; une telle mesure permettrait en effet de diminuer la valeur du taux de rendement des investissements autofinancés à partir duquel la rentabilité de ces derniers et des placements bancaires est identique.

---

(111) Cf. Chapitre II, section 1.

De fait, dans la mesure où l'épargne individuelle n'est pas destinée à être investie sous forme d'actifs physiques et où elle ne représente qu'une consommation différée, il n'est pas indispensable de la stimuler par un taux d'intérêt élevé ; ce dernier sera simplement celui pour lequel l'épargne individuelle permet de financer le crédit à la consommation.

L'action des Autorités centrales au niveau des crédits bancaires destinés au financement extérieur des investissements doit quant à elle se révéler plus nuancée. Certes, la maîtrise du système monétaire et bancaire peut donner aux autorités centrales un moyen d'assurer les objectifs du plan en matière d'orientation et de financement des investissements. Il reste cependant à déterminer dans quelle mesure et sous quelles conditions le système bancaire peut jouer le rôle d'un marché de capitaux. En pratique, il s'agira pour les Autorités centrales monétaires de combiner une action sur l'offre de crédit par les banques à une action sur la demande de crédit par les entreprises.

Pour contrôler l'offre de crédit, les Autorités Centrales peuvent, soit contrôler globalement les ressources disponibles des banques, soit limiter leur liberté de choix en matière de distribution de crédit, soit enfin fixer ou non un plafond au rythme de progression des crédits ; elles peuvent utiliser pour cela des instruments classiques de la politique monétaire.

Mais le contrôle des Autorités Centrales pourra surtout s'exercer au niveau de la demande de crédit par les entreprises, notamment par l'intermédiaire de la politique du taux d'intérêt : pour réduire la demande, on augmente le coût du crédit ; inversement, en baissant le taux d'intérêt on favorise la demande de crédit par les entreprises.

Ainsi, en supposant comme dans le cas précédent que les Autorités centrales veulent favoriser l'autofinancement des investissements des entreprises et limiter leur recours au financement par le crédit bancaire, il suffirait d'augmenter le coût de ce dernier. En principe, dans la mesure où ils com-

pareront le coût des capitaux empruntés au rendement escompté de l'investissement, les travailleurs diminueront leur recours au crédit bancaire au fur et à mesure qu'augmentera le taux d'intérêt. Si les Autorités centrales parviennent à maintenir leur incitation à investir, ils seront obligés de financer leurs investissements par un accroissement de la part du « profit » affectée à l'autofinancement.

En fait, le problème se pose en des termes moins simples. La difficulté tient essentiellement à la nécessité pour les Autorités centrales de maintenir à un certain niveau le taux d'investissement des entreprises lorsque l'augmentation du coût du crédit bancaire limite leur recours à ce crédit. L'augmentation du coût du crédit bancaire risque en effet de conduire les travailleurs non seulement à renoncer à ce crédit, mais encore à renoncer à l'investissement lui-même, les travailleurs préférant toujours distribuer le profit de leur entreprise sous forme de rémunérations individuelles plutôt que de l'affecter à l'autofinancement.

Si la politique monétaire se révèle insuffisante pour assurer les objectifs du plan et faire respecter les exigences sociales en matière d'orientation et de financement des investissements, ou, en d'autres termes, pour modifier l'allocation des ressources rares qu'implique la structure des Droits de la Propriété au niveau des entreprises, les Autorités centrales devront recourir à d'autres politiques économiques et notamment à la politique fiscale.

## **§ 2 - La politique fiscale et l'allocation des ressources**

En fixant les obligations des entreprises envers la société et en modifiant éventuellement les taux d'imposition, les Autorités centrales peuvent, au moins dans une certaine mesure, contrôler la répartition du profit des entreprises.

On sait par exemple qu'en vertu du principe de la propriété sociale des moyens de production, les entreprises sont tenues d'en maintenir la valeur intacte par la voie de l'amortissement. Les Autorités centrales pourront donc modifier quantitativement le profit disponible des entreprises en mo-

difiant le taux d'amortissement ou la valeur du capital sur lequel il est calculé. Cette modification du profit aura ainsi une influence sur la capacité d'investissement des entreprises à un double niveau ; Elle agit sur le volume des fonds susceptibles d'être investis et elle modifie le coût de l'investissement, en rendant plus ou moins cher son amortissement ultérieur.

Toujours en vertu de la propriété sociale du capital des entreprises celles-ci peuvent être tenues de verser à la Société le « loyer » (112) de son utilisation ; ici encore, les Autorités centrales peuvent influencer le comportement des entreprises en augmentant ou en diminuant le taux de ce loyer.

De telles mesures restent cependant globales et n'affectent le comportement des travailleurs en matière d'allocation des ressources que dans la mesure où elles modifient le volume du profit des entreprises et où elles déterminent leur capacité financière d'investissement. Par contre, un impôt proportionnel au fonds des rémunérations individuelles et au montant du profit affecté à l'autofinancement peut influencer plus efficacement la répartition du profit entre ces deux types d'affectation.

Une étude économétrique de l'influence de cet impôt sur le volume de profit affecté à l'autofinancement a été présentée par E. FURUBOTN et S. PEJOVICH (113). Les auteurs ont analysé deux modalités d'un impôt sur le profit : Celle où les taux d'imposition sont les mêmes au niveau des deux affectations et celle où le taux d'imposition du fonds d'autofinancement est inférieur au taux d'imposition du fonds des rémunérations (114).

Les auteurs montrent que, dans la mesure où elle réduit le profit disponible sans tenir compte de son affectation ultérieure, la première modalité (taux d'imposition identique

---

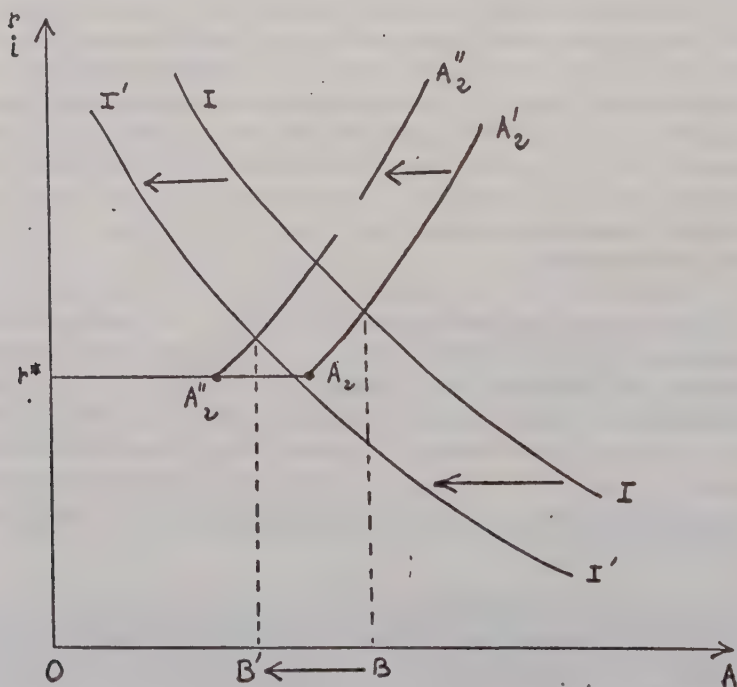
(112) Ce loyer peut être assimilé à une taxe fiscale sur le capital fixe.

(113) E. FURUBOTN et S. PEJOVICH [Bibliogr. II.A.b.19].

(114) La première modalité correspond à la situation yougoslave antérieure aux réformes de 1965. La seconde a été adoptée à la suite de ces réformes.

pour les deux fonds) aura une influence pratiquement neutre sur l'autofinancement si les taux sont faibles, mais conduira à une diminution « plus que proportionnelle » de l'autofinancement si ces taux augmentent.

En effet, une augmentation du taux d'imposition entraîne à la fois une réduction de la propension à épargner, pour un quelconque niveau du taux d'intérêt ou du taux de rentabilité, et une diminution du rendement effectif de l'investissement. Ces conséquences se traduisent sur le graphique 15 par un déplacement vers la gauche des courbes  $A_2A'_2$  et  $I$ , et donc par une réduction de la part du profit affectée à l'autofinancement. (OB).

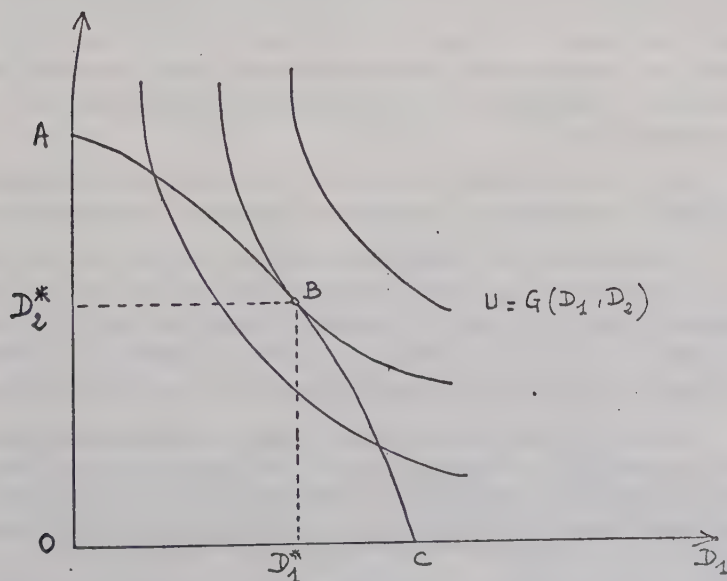


GRAPHIQUE 15

Cependant, si la taxe reste peu élevée, les ajustements précédents demeurent faibles, et c'est en ce sens que l'on peut dire que son influence sur l'affectation du profit à l'autofinancement est pratiquement neutre.

Quant à la seconde modalité, (un taux d'imposition du fonds d'autofinancement supérieur à celui du fonds des rémunérations individuelles), elle incite les travailleurs de l'entreprise à limiter l'importance du fonds des rémunérations et à accroître l'autofinancement.

Raisonnant sur deux périodes, les auteurs montrent que dans ce type d'imposition, les travailleurs auront intérêt à sacrifier une partie de leurs rémunérations individuelles au cours de la première période pour l'affecter à l'autofinancement, afin que leur flux de consommation total pour les deux périodes soit maximum. L'importance de ce sacrifice peut être déterminé sur le graphique suivant par le point de tangence entre l'une des courbes d'indifférence  $U$ , représentant les différentes combinaisons de consommation également attractives  $D_1$  et  $D_2$  au cours des deux périodes ( $U = G(D_1, D_2)$ ), et la courbe de « frontière des possibilités de consommation » (ABC), représentant les possibilités de consommation des travailleurs compte tenu des contraintes existantes.



GRAPHIQUE 16

Ainsi, la politique fiscale permet-elle aux Autorités centrales d'influencer l'allocation du « profit » résultant du comportement des travailleurs ; il reste à préciser les mécanismes par lesquels les divers types de fiscalités influencent, non plus le partage du profit ou le financement des investissements, mais la position d'équilibre de l'entreprise autogérée.

### **SECTION 3 - La politique fiscale et l'équilibre de l'entreprise autogérée.**

L'organisation du crédit et des finances publiques, et leur rôle dans la planification économique, sont très différents dans un système d'autogestion et dans un système d'entreprises capitalistes privées. Il revient en effet à l'Etat et au système de crédit (nécessairement nationalisé et planifié) la tâche d'assurer le financement des investissements, des entreprises autogérées (puisque l'autofinancement reste exceptionnel), et d'impulser la création d'entreprises nouvelles (puisque la taille et la croissance des entreprises existantes demeurent limitées). C'est pourquoi la politique monétaire et budgétaire de l'Etat revêt un aspect plus structurel (allocation des ressources) que conjoncturel : intégrée aux procédures de planification, elle n'a pas pour rôle d'assurer une régulation conjoncturelle en agissant sur l'équilibre des entreprises (115).

En ce qui concerne ce dernier aspect, la politique fiscale apparaît donc comme l'instrument essentiel de régulation.

On sait combien l'efficacité d'une politique fiscale dépend de la nature des instruments utilisés (fiscalité directe ou indirecte, détermination de l'assiette, mode de calcul...), des conditions économiques dans lesquelles opèrent les firmes, et des objectifs prioritairement recherchés par ces dernières.

Il est donc probable que les firmes autogérées et capitalistes réagiront différemment les unes des autres, à chacune des formes de fiscalité que nous envisageons ici (- impôt forfaitaire, impôt sur le bénéfice, taxe sur le chiffre d'affaires).

---

(115) L'Etat peut modifier le taux d'intérêt, ce qui s'assimile à une variation des coûts fixes pour les entreprises ; cela ne nécessite pas de nouveaux développements, (Cf. Chapitre II).

Chacune de ces variétés d'impôt peut être rapprochée, quant à son incidence, de la modification des contraintes d'environnement (coût fixe, coût variable, prix) étudiées au chapitre I.

### § 1 - L'incidence d'une taxe forfaitaire

Un impôt forfaitaire peut être assimilé à une charge fixe : tout se passe donc, lorsque l'Etat utilise cet instrument, comme dans le cas d'une variation des coûts fixes.

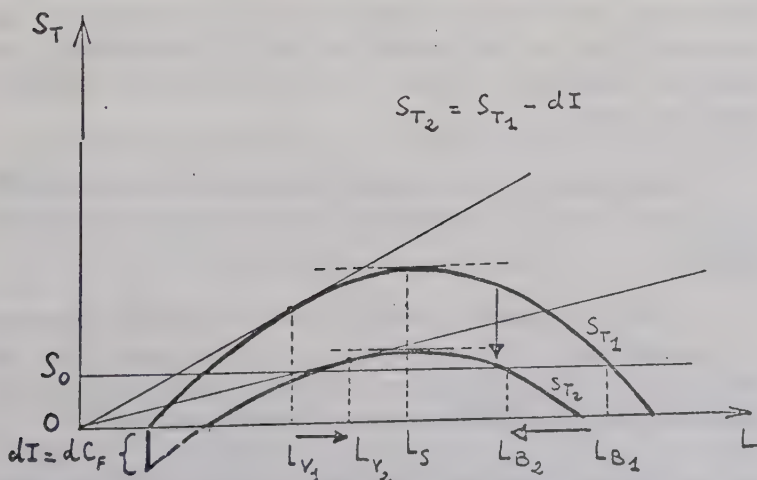
Lorsque la pression fiscale s'accroît, la firme autogérée augmente sa taille, pour mieux étaler les charges par tête, alors que la firme capitaliste maintient ses niveaux de production et d'emploi. Bien sûr, les performances liées aux objectifs des firmes sont affectées en baisse :

- le revenu par tête et le surplus sont réduits (firme autogérée),
- le profit après impôt diminue (firme capitaliste).

L'entreprise autogérée dispose d'une « capacité de résistance » plus grande : elle peut supporter des charges fixes plus lourdes. A la limite, sa taille tend vers celle de son homologue capitaliste (graphique 17).

### GRAPHIQUE 17

#### L'incidence d'une taxe forfaitaire



(L'impôt forfaitaire est accru de  $dI = dCF$  :  
la courbe de surplus est translatée verticalement)

Pour apprécier l'efficacité de cet instrument de politique économique, il est évidemment nécessaire de définir le but de la politique fiscale.

On pourrait montrer que la manipulation des coûts fixes n'est peut-être pas très bien adaptée au guidage de l'entreprise autogérée, car son efficacité, relativement faible, tend à se restreindre lorsque la charge fixe devient trop importante. Néanmoins, elle possède l'avantage de concilier plusieurs « objectifs sociaux » : l'augmentation des recettes de l'Etat, le développement de l'emploi et de la production, et la réduction des inégalités (par une politique sélective tendant à comprimer les surpluses trop élevés).

Par contre, la fiscalité forfaitaire ne constitue pas un instrument efficace pour la régulation des entreprises capitalistes maximisant leurs profits : on sait que les performances de ces dernières (à l'exception du profit en courte période) y sont totalement insensibles.

Par ailleurs, les dirigeants de la firme capitaliste peuvent être tentés d'augmenter leurs prix de vente, ou de réduire leurs coûts (fixes ou salariaux) pour compenser la pression fiscale. Les travailleurs de l'entreprise autogérée peuvent difficilement agir sur les coûts fixes (puisque le capital ne leur appartient pas), et ne peuvent recourir efficacement à une réduction du salaire de base. Il ne leur reste que l'augmentation des prix.

Finalement, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle l'instrument fiscal forfaitaire ne répond pas aux mêmes objectifs :

— Dans un système d'autogestion, il permet de concilier le souci d'égalité et la recherche du plein-emploi, mais au risque d'effets inflationnistes si les entreprises peuvent augmenter leurs prix sans trop nuire à leur production.

— Dans un système capitaliste, l'impôt forfaitaire, qui ne peut être trop élevé, a surtout pour effet d'inciter les entre-

prises à diminuer leurs coûts de production et accroître leur prix, sans incidence positive sur l'emploi.

L'avantage collectif se situe à des niveaux différents dans les deux systèmes.

## § 2 - L'effet d'un impôt sur le profit

Admettons que la firme doive verser à l'Etat une taxe  $T$  proportionnelle au profit réalisé :

$$T = \alpha S, \quad 0 < \alpha < 1$$

En l'absence d'impôt, les travailleurs auraient perçu chacun une prime  $y_0 = S_0/L$

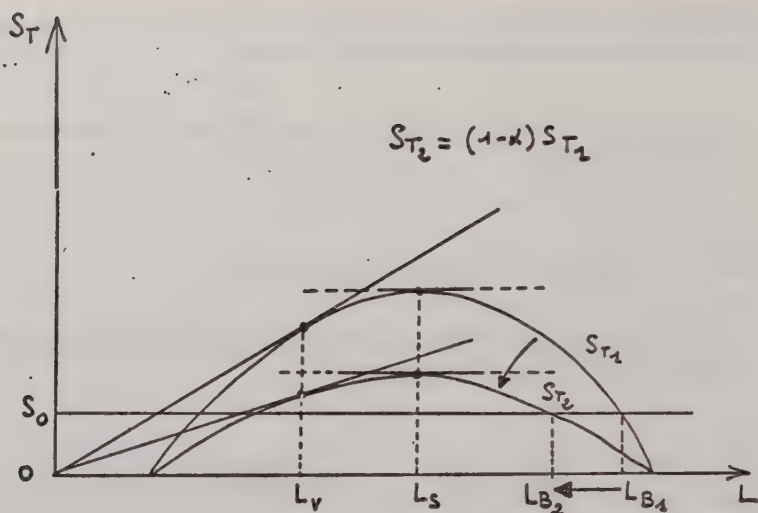
Après le paiement d'un impôt proportionnel du profit total, ils se partagent donc le profit net d'impôt :

$$S_0 - T = (1 - \alpha) S_0$$

La prime individuelle, qu'il faut maximiser, devient donc :

$$y = \frac{S_0 - T}{L} = (1 - \alpha) \frac{S_0}{L} = (1 - \alpha) y_0 \quad \text{--- [40]}$$

Si l'on suppose que  $L$ , qui représente le taux d'imposition, est une constante, les primes de profit avant ou après impôt ( $y_0$  et  $y$ ) sont alors maximisées en même temps, pour la même taille d'entreprise (graphique 18).



**GRAPHIQUE 18**

(L'impôt est proportionnel au surplus  $ST$  :  
la courbe de surplus disponible est l'homothétique de la  
courbe  $ST$ .)

Ainsi, le prélèvement d'une taxe proportionnelle au profit équivaut à un impôt forfaitaire individuel : chacun des travailleurs verse à l'Etat une somme identique ( $L y_0$ ), sans que l'emploi, les prix ou la production de l'entreprise autogérée en soient modifiés.

La fiscalité directe de ce type peut donc constituer, pour l'Etat un instrument utile, en courte période, puisqu'il permet d'accroître les recettes budgétaires, de limiter le profit des entreprises (et les inégalités qu'il peut engendrer entre les firmes), et de contrôler les revenus individuels, sans pour autant perturber les autres variables économiques.

Toutefois, les travailleurs de l'entreprise autogérée peuvent être tentés de compenser la réduction de leurs revenus en comprimant les charges fixes de leur entreprise et en accompagnant ou non cette compression d'une diminution de l'emploi. A l'inverse de la fiscalité forfaitaire, la fiscalité directe semble avoir un effet légèrement dépressif sur l'emploi et

la production (116). Par contre, la répercussion de cet impôt indirect sur les consommateurs par le biais d'une hausse des prix de vente semble plus faible et moins probable (117).

Remarquons enfin que la fiscalité directe n'a pas non plus d'incidence sur la taille de l'entreprise capitaliste, du moins en courte période. Les deux entreprises se trouvent donc, face à un tel instrument de politique économique, dans une situation analogue.

## § 2 - L'incidence d'une taxe sur le chiffre d'affaires

La connaissance des comportements de l'entreprise vis-à-vis des mouvements autonomes du prix de vente (chapitre I) constitue une base suffisante pour en déduire ses réactions face à fiscalité frappant le chiffre d'affaires, du moins en courte période.

Une taxe (T) proportionnelle au chiffre d'affaires peut en effet s'analyser, du point de vue de la firme, comme une réduction du prix de vente moyen :

$$T = \alpha R = Q(1 - \alpha)P$$

Nous connaissons l'effet d'une hausse de prix (graphique 19) : la firme autogérée augmente ses ventes et son niveau d'emploi. La possibilité d'une réaction « non perverse » de la firme autogérée ne peut même plus être évoquée ici, puisque la « baisse de prix » n'est réelle que pour l'offreur, et non pour le consommateur : la courbe de demande n'est pas modifiée, et l'élasticité reste à peu près constante (puisque le prix de vente réel n'est que très peu modifié par l'augmentation de l'offre).

---

(116) Cet effet dépressif sera réel si le taux d'imposition n'est plus constant, mais progressif.

(117) Une hausse des prix augmente le profit, et par là même l'impôt à payer, tout en risquant de restreindre la demande si celle-ci est trop élastique. La compensation de l'impôt par une hausse des prix est donc difficile, et parfois sans intérêt.

A titre d'exemple, on peut s'inspirer d'un modèle fourni par S. PEJOVICH que l'on adaptera à notre problématique (118). L'auteur considère une fonction de production de courte période :  $X = a L^{0,5}$ , à partir de laquelle il cherche à déterminer la valeur optimale de  $L$ , en fonction du prix  $P_x$  et du taux d'imposition ( $t$ ) sur le chiffre d'affaires. PEJOVICH suppose que le prix du travail est donné, et l'utilise comme paramètre dans l'équation d'équilibre.

$$\frac{\partial R}{\partial L} = z, \quad R = (X P_x)(1-t) = P_x(1-t)a L^{0,5}$$

On aboutit à la relation :

$$L = \frac{1}{4} \left[ \frac{a P_x (1-t)}{z} \right]^2$$

qui montre que l'emploi et la production sont des fonctions décroissantes du taux d'impôt si  $z$  est donné. Puisqu'il s'agit précisément de maximiser la valeur de  $z$ , on écrira en outre :

$$z = \frac{(1-t) R_t - C_F}{L}, \quad C_F = K P_k$$

En développant :

$$z = \frac{(1-t) P_x a \sqrt{L} - C_F}{L} = \frac{(1-t) P_x a}{\sqrt{L}} - \frac{C_F}{L}$$

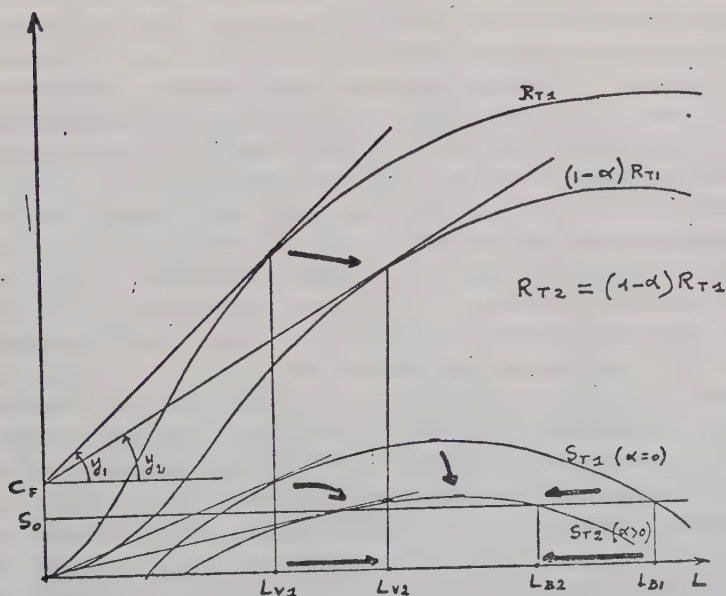
(118) S. PEJOVICH « The market planned economy of Yugoslavia »  
Minnesota Univ. Press. 1966.

La condition d'équilibre :

$$\frac{\delta R_t}{\delta L} = z$$

S'écrit alors :

$$\frac{(1-t)P_x a}{2\sqrt{L}} = \frac{(1-t)P_x a}{\sqrt{L}} - \frac{C_F}{L}$$



GRAPHIQUE 19

(Incidence d'une taxe sur le chiffre d'affaires : la firme capitaliste et la firme autogérée réagissent en sens contraire. Il y a convergence lorsque le taux d'imposition & s'élève.

#### § 4 - L'efficacité relative des instruments de politique fiscale.

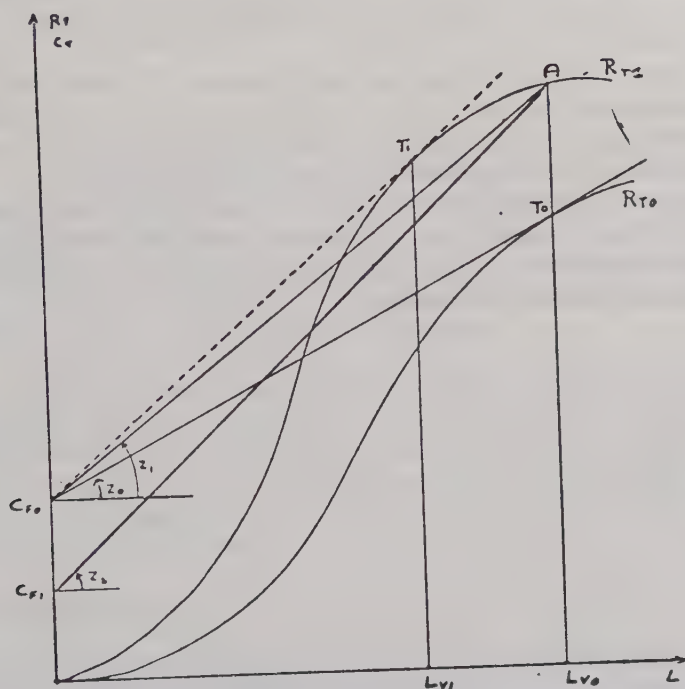
Dans la mesure où la firme ne modifie pas ou diminue très faiblement ses performances (emploi, production) lorsqu'elle est soumise à un impôt sur le profit, la manipulation sélective de cet instrument permet à l'Etat d'assurer une certaine égalisation entre les revenus distribués par les différentes entreprises, tout en accroissant les recettes budgétaires, sans trop perturber l'économie en courte période. Mais cet impôt, qui frappe au même taux tous les travailleurs d'une entreprise, ne s'accorde pas toujours avec la recherche de l'égalité des revenus.

Le prélèvement d'un impôt forfaitaire (taxe sur le capital par exemple) ou la taxation du chiffre d'affaires contribuent à la fois, à augmenter les recettes de l'Etat, à diminuer les revenus individuels, et à accroître l'emploi et la production. Tout comme une hausse de prix, ils ont l'inconvénient de se fonder sur des réactions perverses de la firme autogérée face à l'accroissement de ses charges : une contradiction sociale apparaît puisque les travailleurs sont incités à quitter les emplois les plus productifs pour développer la production dans les secteurs à faible productivité du travail (119). Ces deux variétés de fiscalité, aux effets analogues, constituent des instruments utiles pour l'Etat. Mais leur fonctionnement peut être perturbé si les travailleurs refusent de modifier le niveau d'emploi, ou adoptent une attitude de type « satisficing » concernant leur revenu, ou encore s'ils peuvent agir sur les coûts fixes. Le graphique 20 illustre ce paradoxe. On part d'une situation initiale ( $L_0$ ,  $C_0$ ,  $z_0$ ) ; l'Etat diminue la pression fiscale sur le chiffre d'affaires : théoriquement, la taille devrait se réduire en  $L_1$ , déterminée par le point de tangence  $T_1$ , à la courbe  $RT_1$ . Si les travailleurs refusent de procéder aux licenciements, et acceptent la non-maximisation de leurs revenus, le chiffre d'affaires « d'équilibre » sera

---

(119) Voir par exemple : MEADE (J.E.) [Bibliogr. I.C.14, page 408]. Il n'en reste pas moins que la fiscalité frappant le chiffre d'affaires reste un instrument qu'il est tentant d'utiliser : il est à la fois indolore et efficace. Cf. DUMAS (A) [Bibliogr. IIA.a. 14, page 85].

donné par le point A ; l'emploi est conservé, et le revenu par tête ( $z_1$ ) est plus important qu'auparavant. Mais l'objectif initial de l'Etat n'est pas atteint. Si la firme parvient en outre à réduire ses coûts fixes (en  $CF_1$ ), tout en maintenant le même niveau d'emploi, le revenu par tête peut être encore accru.



GRAPHIQUE 20

En adoptant une attitude « irrationnelle » de non maximisation, les travailleurs de l'entreprise autogérée peuvent donc détourner la politique d'incitation fiscale de son but initial, en conciliant à la fois maintien de l'emploi et augmentation du revenu. La politique fiscale peut ainsi produire des effets secondaires contradictoires avec le but initialement recherché. Rappelons enfin que la firme autogérée paraît, dans l'ensemble, assez peu sensible aux modifications de l'impôt : l'Etat devra faire appel à d'autres instruments pour contrôler

les entreprises autogérées, d'autant que l'outil fiscal constitue, vis à vis d'elles, un instrument dont les effets sont complexes ; son usage doit ainsi être sélectif et son manie-  
ment reste très délicat.

Sur la longue période, rien ne semble a priori distinguer les comportements des entreprises autogérées et capitalistes : les effets secondaires et contradictoires sont difficiles à

maîtriser ; les entreprises peuvent chercher à échapper aux conséquences de la politique fiscale, par le biais des changements de prix, ou de la modification des techniques de production. L'entreprise autogérée dispose d'une marge de manœuvre supplémentaire, puisqu'elle peut jouer sur la composition des revenus, en augmentant artificiellement les salaires au détriment du profit imposable sans que cela modifie en rien ses performances.

# Conclusion

---

L'originalité fondamentale du système autogestionnaire découle certainement de la dissociation entre la propriété du capital et la gestion des entreprises (120).

Nous savons en effet que le droit de propriété du capital dont la collectivité sociale est titulaire ne confère à cette dernière aucun droit de gestion sur l'entreprise, alors que dans le système capitaliste ou soviétique le droit de gestion dépend étroitement de la propriété des moyens de production. En d'autres termes, ce n'est plus le capital qui emploie du travail, mais le travail qui utilise du capital.

Cette originalité emporte un certain nombre de conséquences dans le domaine économique, tant au niveau du comportement des travailleurs de l'entreprise autogérée, qu'au niveau des Autorités Centrales dont la tâche est de rendre le comportement des travailleurs compatible avec les préférences de la Société.

## 1°) Les résultats

— L'analyse statique de l'équilibre de l'entreprise autogérée a permis de mettre en évidence, dans le cadre des hypothèses retenues, une certaine infériorité dimensionnelle de cette dernière par rapport à l'entreprise capitaliste. Cette infériorité se manifeste tant au niveau de l'emploi, que de la production physique et du chiffre d'affaires. Elle s'accompagne cependant, d'une « supériorité » des valeurs d'équilibre concernant la productivité, l'intensité capitalistique et la rémunération du travail... Par ailleurs, l'entreprise autogérée paraît moins sensible que l'entreprise capitaliste aux modifications de l'environnement (variation des prix ou des coûts).

---

(120) Cf. la notion de « dépropriation » suggéré par P. ROSANVALLON (déjà cité note 11).

— Si l'on abandonne la problématique statique de l'équilibre pour une approche plus dynamique de l'entreprise autogérée en croissance, les résultats paraissent plus incertains.

On peut noter cependant, eu égard au comportement des travailleurs de l'entreprise autogérée face à la décision d'investir, en courte période comme en longue période sociale, que la croissance de l'entreprise autogérée aura tendance à être moins rapide que celle de son homologue capitaliste, mis que, par contre, le système autogestionnaire semble plus favorable au développement du progrès technique et à la recherche de l'efficacité organisationnelle.

— enfin, on peut souligner que les Autorités Centrales, dépositaires de l'intérêt social, peuvent dans une certaine mesure infléchir les tendances défavorables dégagées précédemment en utilisant la planification et les instruments de politique économique, en particulier monétaires et fiscaux, dont elles disposent. Notons à cet égard que l'existence d'un « Etat des travailleurs » nous semble indispensable à la mise en place d'une stratégie autogestionnaire et qu'au niveau où nous situons notre analyse son dépérissement immédiat ne peut être envisagé.

## 2°) Les limites

Ces conclusions n'ont certes pas valeur universelle, et leur sécheresse doit être tempérée par la remise en cause d'un certain nombre de leurs « déterminants », concernant aussi bien la méthode que le champ d'analyse.

— En premier lieu, la démarche déductive et l'utilisation de modèles formalisés assignent certaines limites à la validité de l'analyse. Ces limites tiennent à la fois à la détermination des paramètres, à la définition des hypothèses et à la nature des postulats.

Ainsi, il est sûr que les performances des entreprises sont liées à la valeur de certains paramètres (taux de salaire, coût du capital, taux d'actualisation etc...) et, dans la me-

sure où la détermination de cette valeur dépend étroitement de la confrontation des intérêts des groupes en présence, qu'elles reflètent ainsi un état donné de la structure de pouvoir.

Par ailleurs, la définition des hypothèses joue un rôle décisif dans l'analyse. Nous avons vu par exemple combien l'introduction d'une hypothèse de discrimination dans la répartition des revenus salariaux pouvait modifier les résultats de l'analyse en courte période (et nous aurions pu en étendre l'application au cadre de la longue période) : L'objectif de l'entreprise prend alors une forme différente et son comportement à l'équilibre s'en trouve modifié ; par ailleurs, la discrimination revêt des aspects sociaux contradictoires, qui s'expriment essentiellement à propos de la fixation des taux de salaire et se manifestent également à divers stades du processus de décision.

Enfin, nous devons également évoquer la possibilité de remettre en cause quelques-uns des postulats habituellement admis, relatifs à la définition des objectifs de l'entreprise autogérée (maximisation du surplus par tête) et des contraintes auxquelles elle est soumise. Il est clair que leur remise en cause entraînerait ipso facto celle des résultats obtenus.

— En second lieu, la portée de notre analyse trouve aussi une limite dans la définition même de son objet.

En effet, les structures de pouvoir et le fonctionnement de l'économie ont été appréhendés au niveau de l'entreprise seule. Nous avons ainsi opéré d'emblée une double réduction du système économique global aux entreprises, et de celles-ci aux représentations stylisées des modèles. Quelles que soient les justifications que nous pourrions apporter à ce choix, il n'en comporte pas moins une part d'arbitraire et nous ne contesterons à personne le droit de s'interroger sur sa légitimité.

Cette démarche « marshallienne », qui érige les entreprises en entités autonomes représentatives d'un système économique global et complexe, a évidemment le grave défaut d'isoler le champ économique de l'espace social ; et nous

savons pertinemment que l'autogestion ne se borne pas à l'exigence d'une autonomie de gestion des entreprises, mais recouvre tous les aspects de la vie sociale, dans et hors l'entreprise, à l'intérieur et à l'extérieur du champ économique.

### 3°) Les perspectives

Ces remarques étant faites, et les limites méthodologiques de notre analyse pleinement assumées, notre propos prend un autre sens. Il vise moins à établir une série de règles à valeur universelle qu'à poser quelques jalons d'une recherche théorique et pratique sur les systèmes de transition.

— Tout d'abord, en admettant que le cadre de notre analyse offre une base de référence suffisamment représentative de la réalité, on peut faire ressortir quelques éléments essentiels dont on devrait tenir compte dans la mise en œuvre d'une politique économique dans un système de transition vers l'autogestion. Il semble en effet que les Autorités Centrales devront lutter prioritairement contre les tendances plus ou moins affirmées des entreprises autogérées à engendrer le chômage, la stagnation et l'inflation.

Ainsi, le maintien de l'emploi et celui de la production pourraient être assurés à travers une politique fiscale appropriée (impôts sur le capital ou le chiffre d'affaires), une politique d'autofinancement minimum des entreprises et l'élaboration d'une réglementation restrictive en matière de licenciement. Dans une perspective de croissance, il faudrait certainement envisager, des incitations à développer les innovations techniques et à utiliser plus intensivement les équipements existants, une aide à la création d'entreprises nouvelles, ainsi que la mise en œuvre d'une planification des prix et de la production suffisamment souple pour ne pas vider l'autogestion de son contenu, mais suffisamment rigide pour limiter les hausses de prix injustifiées et éviter la formation des goulots d'étranglement.

— Dans leur brièveté et leur imprécision, ces conclusions soulèvent en fait nombre de questions auxquelles la théorie économique n'a pas encore fourni de réponse et qui constituent autant de voies de recherche. Elles risquent en

outre de décevoir certains lecteurs, dans la mesure où elles montrent que l'Autogestion peut aboutir à des résultats économiques ambigus. Mais l'observation de l'expérience yougoslave montre qu'il en est bien ainsi dans la réalité ; aussi, n'est-ce pas au prix de cette « vérité » que l'on peut prétendre ensuite défendre politiquement et pratiquement l'Autogestion ? En effet, de telles conclusions ne signifient nullement que l'autogestion ne puisse être mise en œuvre ; elles signifient simplement qu'il faut organiser l'autogestion et prévoir des garde-fous aux déviations possibles.

Démystifier une idée de l'Autogestion qui érigerait cette dernière en une nouvelle religion, risque évidemment de nous aliéner ses nouveaux inquisiteurs de la foi. Nous doutons en effet de l'enthousiasme spontané des apôtres de l'autogestion comme nous doutons aussi de la spontanéité du comportement fraternel et égalitaire des hommes. L'égoïsme et l'individualisme ont des origines historiques anciennes et profondes et un comportement autogestionnaire ne peut être octroyé comme une grâce divine ; il ne peut être que le fruit d'une révolution politique, idéologique et culturelle ininterrompue.

En fait l'Autogestion ne doit pas rester une utopie. La dialectique des mots devrait nous faire comprendre qu'elle peut être une utopie de quelque part.

# **Bibliographie**

**(Français - Anglais)**

**1968-1976**

# Plan de la Bibliographie

---

## I. — LA THEORIE DE L'AUTOGESTION

- A — Considérations générales
- B — Macroéconomie de l'autogestion
- C — Microéconomie de l'autogestion

## II. — LA PRATIQUE DE L'AUTOGESTION

- A — L'autogestion yougoslave
  - a) Considérations générales
  - b) Planification et politiques économiques
  - c) L'entreprise autogérée yougoslave
  - d) Les relations avec l'extérieur
  - e) Régionalisme et autogestion en Yougoslavie
  - f) Fluctuations, croissance et développement
  - g) L'agriculture yougoslave
  - h) La répartition des revenus
- B — L'autogestion algérienne
- C — Les expériences autogestionnaires dans le monde.

# I. - La théorie de l'Autogestion

---

## A - Considérations générales sur l'Autogestion

- 1 - BANCAL J. Proudhon, pluralisme et autogestion, Aubier-Montaigne Paris 1970.
- 2 - BENELLO C. et ROUSSOPOULOS D. The case for participatory democracy : Some prospects for a radical society, Grossman Pub. New York 1971.
- 3 - BERGEROUX N. Mirages de l'Autogestion, Dire n° 9, Sept. 1969.
- 4 - BLUM F. H. WORK and community : The Scott Bader Commonwealth and the quest for a new social order, Routledge and Kegan, London 1968.
- 5 - BLUMBERG P. Industrial democracy : The sociology of participation, Constable, London 1968.
- 6 - BOLTE J. L. Le projet autogestionnaire : Essai d'analyse marxiste, Centre d'Etudes de la Coopération et de l'Autogestion, Montpellier 1976.
- 7 - BOURDET Y. Pour l'autogestion, Anthropos, Paris 1973.
- 8 - BOURDET Y. La délivrance de Prométhée : Pour une théorie politique de l'autogestion, Anthropos, Paris 1970.
- 9 - BOURDET Y. Le P. C. et le Socialisme autogestionnaire, Autog. et Socialisme n° 28-29.
- 10 - BOURDET Y. Autogérer « par en haut » ou « par en bas », Autog. et Socialisme n° 30-31.
- 11 - BOURDET Y. Convention du P. S. sur l'Autogestion, Autog. et Socialisme n° 32.
- 12 - BOURDET Y. et GUILLERM A. Clefs pour l'Autogestion, Se-ghers ; Paris 1975.
- 13 - BRAULT J. Droits des salariés et autogestion, Tema, Paris 1975.
- 14 - BRIERE J. Cogestion, autogestion, participation, Economie et Politique n° 174, 1969.
- 15 - BRIERE J. Autogestion, autonomie de gestion et démocratie avancée, La Nouvelle Critique n° 37, 1970.

- 16 - CAYROL R. Le Parti Socialiste et l'Autogestion, Projet n° 98, 1975.
- 17 - C.E.R.E.S. (Les Cahiers du) : L'Autogestion, n° 11, 1972.
- 18 - C.F.D.T. : La CFDT et l'autogestion, n° spécial, nov. 1972.
- 19 - CHAUVEY D. : Autogestion, Ed. du Seuil, Paris 1970.
- 20 - COATES K. : Workers control. Panther, London 1970.
- 21 - CORPET O. / P. S. : Une convention sur l'Autogestion, Autog. et Socialisme n° 30-31.
- 22 - C.R.A.C. (Comité Révolutionnaire pour l'Autogestion Communiste) : Autogestion et Communisme, Février 1975.
- 23 - DELSORE G. : 50 ans de débats sur le contrôle ouvrier, La Taupe, Bruxelles 1970.
- 24 - DERRICK J. : Co-ownership, Co-operation and control, Longmans, London 1969.
- 25 - DETRAZ A. et MAIRE E. : Pourquoi nous croyons à l'autogestion, Preuves 4<sup>me</sup> trim. 1970.
- 26 - DETRAZ A., KRUNNOV F. et MAIRE E. : La CFDT et l'autogestion, Ed. du Cerf, Paris 1973.
- 27 - DONNADIEU G. : Citoyens dans l'entreprise Resma, Paris 1974.
- 28 - DURRIEU Y. / Le P. S. au rendez-vous de l'Autogestion, Autog. et Social. n° 28-29.
- 29 - DRULOVIC M. : L'Autogestion à l'épreuve, Fayard, Paris 1973.
- 30 - EMERY F. et THORSRUD E. : Form and content in industrial democracy, Tavistock, 1969.
- 31 - FISERA J. / Autogestion et cogestion, Revue d'études comparatives Est-Ouest, Juin 1975.
- 32 - FISERA J. / Retour aux sources : De l'autodéfense à l'autogestion, Autogestion et Socialisme, n° 30-31.
- 33 - FLANDERS A. et Autres : Experiment in industrial democracy : A study of the John Lewis partnership, Faber, London, 1968.
- 34 - FRENCH D. et E. : Working communally, patterns and possibilities, Russel Sage Found., New York, 1975.
- 35 - A. GARAND / L'Autogestion : L'entreprise et l'économie nationale. Ed. France-Empire, Paris 1974.
- 36 - HESS R. / Information et autogestion, Autog. et Socialisme n° 28-29.
- 37 - HORVAT B., MARKOVIC M. et SUPEK R. : Self-governing socialism : A reader, Int. Arts and Science Press, New York, 1974.
- 38 - HUNNIUS G., GARSON G. et CASE J. : Worker's control : A reader on labor and social change, Vintage Books, New York 1973.

- 39 - JEROVSEK J. : « Self-Management in Working Organizations from the Point of View of Efficiency and Democracy », UN. Conference, October 1969.
- 40 - KAEPELIN P. : Pratique de l'autogestion éducative, Resma, Paris 1974.
- 41 - H. LABORIT / La société informationnelle. Idées pour l'Autogestion Ed. du Cerf, Paris 1973.
- 42 - LAFONT R. : L'autonomie, la région, l'autogestion, Gallimard, Paris 1976.
- 43 - LASSERE G. / Le problème économique de l'Autogestion, Autogestion et Socialisme, n° 28-29.
- 44 - LE BOTERF G. : Formation et autogestion, Ed. ESF, Paris 1974.
- 45 - LEVINSON C. : La démocratie industrielle, Le Seuil, Paris 1975.
- 46 - MANDEL E. : Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, Maspero, Paris 1970.
- 47 - MONTUCLARD M. / Autogestion et dialectique, Autog. et Socialisme n° 28-29.
- 48 - NAGELS J. / Quelques problèmes économiques du socialisme et de l'autogestion. Cahiers économique de Bruxelles, 1970, n° 45.
- 49 - PASIC N. : Integration Based on Self-Management and the Political System. - Socialist Thought and Practice, 1970, n° 45.
- 50 - PANNEKOCK A. : Les conseils ouvriers. Belibaste 1974.
- 51 - PATEMAN G. : Participation and Democratic Theory. - London. Camb. U. P., 1970.
- 52 - PIGNON D. et CUERZOLA J. : Dictature et démocratie dans la production, Les Temps Modernes, Sept. 1972.
- 53 - POOLE M. : Workers participation in industry. Routledge and Kegan, London 1975.
- 54 - RACKWELL CS. : « The Relevance of Ilyria for Less Developed Countries », Economic Growth Center, Yale University, Discussion Paper 56, June 1968.
- 55 - RATGEB : De la grève sauvage à l'Autogestion U.G.E. Paris 1974.
- 56 - ROSANVALLON P. : L'âge de l'autogestion, Le Seuil, Paris 1976.
- 57 - SAMARDZIJA M. et KLEIN G. / Perspective view of self-management in a socialist context, 66 th Meeting of American Political Science Association, Los Angeles, Sept. 1970.
- 58 - SARRE D. P. : La classe ouvrière et l'autogestion, Ed Oyez, Paris 1975.

- 59 - STRAUSS G. et ROSENSTEIN E. / Worker's participation : A critical view, *Industrial Relations Journal* (Berkeley) Fev. 1970.
- 60 - TANNENBAUM A. S. : Control in organisation, Mc Graw Hill, New York 1968.
- 61 - VANEK J. et Autres : Self-management : Economic liberation of man, Penguin Books, London 1975.
- 62 - VANEK J. et SKALICKY K. : « The Principle of Participation and the Renewal of Society », September 1972 (Work. papers, Cornell univ).
- 63 - VANEK J. : « Some Possible Campaign Issues and Solutions with Special Reference to Labor and Employee Participation », October 1972. (Work. papers, Cornell Univ.).
- 64 - Varii Auctores : 1st international sociological conference on participation and self-management, Dubrovnick, Dec. 1972.
- 65 - Varii Auctores : La gauche, l'extrême gauche et l'autogestion, *Autogestion et Socialisme* n° 22-23.
- 66 - WEBB S. et B. : Industrial democracy, New York, 1968.
- 67 - WILLEMS M. / Autorité et autogestion, *Autog. et Socialisme* n° 30-31.

## **B - Macroéconomie de l'Autogestion**

- 1 - BAJT A. : « Property in Capital and in the Means of Production in Socialist Economies », *Journal of Law and Economics*, Chicago, April 1968.
- 2 - BELLAS C. : Industrial democracy and the worker-owned firm, Praeger 1972.
- 3 - BERTRAND TJ. : « The Macroeconomics of Workers Management : Theory and Practice », Ph. D. Thesis. Ithaca, New York : Cornell University, 1969.
- 4 - C.F.D.T. « Plan et marché dans une économie socialiste » Mars 1972.
- 5 - DE CAMBIAIRE A. Quelques aspects de l'autogestion éclairés par des schémas classiques, *Cahiers du Séminaire Charles Gide* n° 4, Université de Montpellier, 1974.
- 6 - DUBRAVCIC D. « Labour as entrepreneurial input. An essay in the theory of the producer economy ». *Economica*, August 1970.
- 7 - DUMAS A. Essai d'analyse théorique du système socialiste autogestionnaire, Centre d'études de la coopération et de l'autogestion. Université de Montpellier, 1975.
- 8 - DUMAS A. Théorie des droits de la propriété et allocation des ressources rares dans le système socialiste autogestionnaire, *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, n° 4 1975.

- 9 - DUMAS A. et Autres : la dialectique plan-marché dans le système socialiste autogestionnaire, Centre d'Etudes de la Coopération et de l'Autogestion, Université de Montpellier, 1976.
- 10 - HORVAT B. ; Fundamentals of a theory of distribution in self-governing socialism. Economic Analysis, Belgrade, Vol. X, 1976.
- 11 - HORVAT B. / Critical Notes on the Theory of the Labour. - Managed Firm and Some Macroeconomic Implications. Beograd, Institut ekonomskih nauka, 1973.
- 12 - LUKAC DB. Propriété sociale en économie socialiste de marché, Economie Appliquée n/ 3, 1969. (1973).
- 13 - MC CAIN RA. / Critical Note on Illyrian Economics, Kyklos. Vol. 26
- 14 - NELMAN S. Industrial efficiency under managerial vs cooperative decision making, Rev. of Radical Political Economics n° 1, 1970.
- 15 - NEEL E. / Growth, Profits and Property : Essays in the Revival of Political Economy, Cambridge U.P., 1975.
- 16 - PIERRE C. et PRAIRE L. / Plan et autogestion, Flammarion, Paris 1976.
- 17 - RHENMAN E. / Industrial democracy and industrial management, Tavistock, 1968.
- 18 - SCHICK A. / Convergence de l'économie planifiée et de l'économie du marché. Une discussion basée sur l'exemple de la République fédérale allemande, de la Yougoslavie et de la République démocratique allemande. - Les annales de l'économie collective, 1972.
- 19 - SEKULIC M. / The Mechanism of the Self-Managing Socialist Economic System. - Ekonomist, 1971, XXIV, 3-4.
- 20 - SPULBER N. / Socialist Management and Planning. Topics in Comparative Socialist Economics. - Ploomington, Indiana. University Press, 1971.
- 21 - VANEK Jan : The economics of worker's management, London 1972.
- 22 - VANEK Jaroslav : The macroeconomic theory and policy of an open worker-managed economy, Ekonomska analiza, 1972.
- 23 - VANEK J. et ESPINOSA / The subsistence income, effort and development potential of labour management and other economic systems, Economic Journal, 1972.
- 24 - VANEK J. / The General Theory of Labor-Managed Market Economies Cornell University Press, 1970.
- 25 - VANEK J. / The Participatory Economy : An Evolutionary Hypothesis and a Development Strategy, Cornell University Press, 1971.
- 26 - VANEK J. / « Some Fundamental Considerations on Financing and the Right of Property under Labor Management », Discussion Paper No. 16, June 1971.

- 27 - VANEK J. / « Decentralization under Worker's Management : A Theoretical Appraisal, « American Economic Review, December 1969. (Presented at the AEA Meetings, December 1969, Session on Participation and Eastern Europe).
- 28 - VANEK J. / « A Fully Decentralized and Fully Efficient Labor-Managed Economy », : December 1972, Discussion Paper No. 42. (With A. Mc Gregor and V. Richards)

## **C - Microéconomie de l'Autogestion**

- 1 - ATKINSON A B./ Worker's Management and the Industrial Enterprise, *Economica*, 1973.
- 2 - ATKINSON A B. / Workers Management and the Modern Enterprise *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 87/1973.
- 3 - COLBERG M R. / Comments on the Theory of the Workers Managed Firm. - The Florida State University Slavic Papers, 1970, 4.
- 4 - DAURES N. Firme autogérée et firme directoriale : Analyse néo-classique comparée, Centre d'Etudes de la Coopération et de l'Autogestion, Université de Montpellier, 1975.
- 5 - DUMAS A. et SERRA D. : Modèle d'autofinancement dans l'entreprise autogérée d'un système socialiste, *Revue d'Economie Politique* Nov. 1973.
- 6 - DUBRAVCIC D. / Labour as entrepreneurial input : An essay in the theory of the producer co-operative economy, *Economica* 1970.
- 7 - FURUBOFN E. et PEJOVICH S. « Property Rights and the behavior of firm in a socialist state ». *Zeitschrift Nationalökonomie*, n° 36, 1970.
- 8 - HELM F. / The Economics of Co-operative Enterprise, London, 1968.
- 9 - HORVAT B. / On the Theory of the Labor-Managed Firm. - The Florida State University Slavic Papers, 1970, 4.
- 10 - HORVAT B. / « The Labor Managed Enterprise », Paper presented to the Workshop on Economic Organization and Development, Ottawa, Carleton University, 1972.
- 11 - HORVAT B. / Critical Notes on the Theory of the Labour-Managed Firm and Some Macroeconomic Implications. - *Ekonska analiza*, 1972, VI, 3-4.
- 12 - Mc GREGOR A. / Capital Rent Extraction and the Survival of the Producer Co-operative (M. Sc. 1974), Cornell University Ithaca.
- 13 - MAURICE S C. et FERGUSON CE. / Factor usage by a labour managed firm in a socialist economy, *Economica* Fev. 1972.

- 14 - MEADE JE. / The Theory of Labour - Managed Firms and of Profit Sharing, The Economic Journal, 1972.
- 15 - MEADE JE. / Labor-managed firms in conditions of imperfect competition, Economic journal, Dec. 1974.
- 16 - PEER H. et STEINHERR A. / Worker management and the modern industrial enterprise, Working paper n° 7316, Université Catholique de Louvain 1975.
- 17 - RYCHETNICK L. Two models of an enterprise in market socialism, Ec. of Planning, 1968.
- 18 - STEINHERR A. / Profit maximizing vs labor-managed firms : a comparison of market structure and firm behavior, The journal of industrial economy, Dec. 1975.
- 19 - J. SUCKLING / Employment, fiscal policy and the labor-managed firm. Public Finances, n° 1, 1974.
- 20 - VANEK J. / « The Basic Theory of Financing of Participatory Firms », Discussion Paper N° 27, April 1971.
- 21 - VANEK J. / « The Equilibrium of a Labor-Managed Firm and a Variable Income Distribution Schedule », Discussion Paper No. 48. February 1973.
- 22 - VANEK J. / La théorie du financement de l'autogestion, Cahiers du Séminaire C. GIDE n° 4, Université de Montpellier, 1974.

## II. - La Pratique de l'Autogestion

### A - L'AUTOGESTION YUGOSLAVE

#### a) Considérations générales

- 1 - ADISES I. / Industrial democracy : Yugoslav style, the effect of decentralization on organizational behavior, Free Press, New York, 1971.
- 2 - BILANDZIC D. Certains aspects du système yougoslave d'autogestion. Meduna-rodna Politika, Belgrade 1968.
- 3 - BRKIC J. Cinq années de réforme économique et sociale en Yougoslavie. Meduna-rodna Politika, Belgrade 1970.
- 4 - BROEKMEYER MJ. / Yugoslav Workers' Self Management, Proceedings of Symposium held in Amsterdam, 7-9, jan. 1970, D. Reidel Publ. Co. / Dordrecht - Holland, 1970.
- 5 - CANAPA MP. / Réforme économique et socialisme en Yougoslavie. Colin, Paris, 1970.

- 6 - CANAPA MP. / L'autogestion demain : L'expérience yougoslave, Pro-jet n° 53, 1971.
- 7 - CONGRESS (2°) of self-managers of Yugoslavia, Socialist Thought and Practice n° 43, 1971.
- 8 - CONGRESS (2°) of self managers of Yugoslavia, Summaries of ana-lytical texts, Sarajevo 1971.
- 9 - CONFEDERATION OF TRADE UNIONS in Yugoslavia : How do the working collectives distribute creative value, Belgrade 1974.
- 10 - CORPET O. / Le socialisme yougoslave entre la bureaucratie et l'au-togestion, Autog. et Socialisme n° 30-31.
- 11 - CVIIC C. : « Another Way : A. Survey of Yugoslav », The Econo-mist, August 21, 1971.
- 12 - DIRLAM JB. et PLUMMER JL. / An introduction to the Yugoslav Eco-nomy, Merrill, Colombo (OHIO) 1973.
- 13 - DOLANC S. Le rôle déterminant de la classe ouvrière dans la So-ciété d'autogestion, Revue de Politique Internationale n° 524, 1972.
- 14 - DUMAS A. / Problèmes théoriques et pratiques de la formation de capital dans le système socialiste autogestionnaire : Le cas de la Yougoslavie. Centre d'Etudes de la Coopération et de l'Autoges-tion, Université de Montpellier, 1972.
- 15 - GLICKMAN R. : Yugoslav workers management. Florida State Univ Slavic Papers n° 4, 1970.
- 16 - GORUPIC D. / « Trends in the Development of Workers' Self-Mana-gement in Yugoslavia », East. Eur. Economics New York, Vol. 8, 2/ 1969-70.
- 17 - GORUPIC D. et PAJ. : Workers Self-Management in Yugoslav Un-dertakings, Ekonomski institut, Zagreb, 1975.
- 18 - GORUPIC D. / Self-Management and Economic Integration in Yugos-lavia - Socialist Thought and Practice, 1969.
- 19 - GORUPIC D. / Tendencies in the Development of the Workers' Self-management System in Yugoslavia - Exonomist. English Issue, 1969.
- 20 - GROZDANOVIC S. et RADOSAVLJEVIC M. L'autogestion ouvrière en Yougoslavie. Medunarodna Politika, Belgrade 1970.
- 21 - HAMILTON / Yugoslavia Praeger, New York, 1968.
- 22 - HORVAT B. / An Essay on the Yugoslav Society, White Plains, New York : International Art and Sciences Press, 1969.
- 23 - JAKIC M. / Socio-Economic Survey of Yugoslavia. - Socialist Thought and Practice, 1973, 58.
- 24 - JEROVCEK J. / « The Structure of Influence in the Yugoslav Commu-ne », Atlantis, 2/ 1970.

- 25 - JOVANOVIĆ N. / Les grèves et l'autogestion, Rev. de Politique internationale n° 471, Belgrade 1969.
- 26 - JOVANOVIĆ N. / L'autogestion dans les organisations de travail, Rev. de Politique internationale n° 502, 1971.
- 27 - KARDELJ E. Les rapports économiques et politiques dans la société autogestionnaire socialiste. 2<sup>e</sup> Congrès des Autogestionnaires de Yougoslavie, Sarajevo, 5-8 Mai 1971.
- 28 - KORAC M. / The Socio-Economics Basis of the Yugoslav. Economic System : A Theoretical Analysis. - Ekonomist, English Issue, 1969.
- 29 - LAVRAC I. / Socio-Economics Bases of the Self-Managing Socialist Economic System. - Ekonomist, 1971, XXIV, 3-4.
- 30 - LEENIAN W.A. / Syndicalism in Yugoslavia, Economic development and Cultural Change n° 18. Jan. 1970.
- 31 - LUBEN D. / Les bases du système socialiste en Yougoslavie, Autogestion et Socialisme n° 9-10, 1969.
- 32 - LUKAC D. « Propriété sociale en économie socialiste de marché ». Economie Appliquée n° 3, 1969.
- 33 - MARKOVIĆ M. La philosophie marxiste en Yougoslavie, L'homme et la Société n° 35-36, 1975.
- 34 - MATEJIC M. / Le système économique de la Yougoslavie, Rev. de Sciences Financières, Avril 1969.
- 35 - MEISTER A. / Comment évolue l'autogestion yougoslave, Economie et humanisme n° 191, 1970.
- 36 - MEISTER A. / Où va l'autogestion yougoslave, Anthropolos, Paris 1970.
- 37 - MENEGHELLO-DINCIC K. / L'autogestion yougoslave, Notes et Et : Docum. n° 4008 à 4010, Paris 1973.
- 38 - MESA-LAGO / Unemployment in a Socialist Economy Yugoslavia. Industrial relations, Feb. 1971, (vol. 10, N° 1).
- 39 - MLINAR Z. Les conflits sociaux et le développement social en yougoslavie. Revue de l'Est n° 2, 1972.
- 40 - MOORE P. : Self-management in Yugoslavia, Fabian Society, London 1970.
- 41 - OBRADOVIĆ J., FRENCH J. et MADGERS L. / « Workers Councils in Yugoslavia Effects on Perceived Participation and Satisfaction of Workers », Human Relations, 23 (5) Oct. 1970.
- 42 - OBRADOVIĆ J. / « Participation and Work Attitudes in Yugoslavia », Industrial Relations Journal, (Berkeley) Febr. 1970.
- 43 - OECD Yugoslavia ; OECD Economic Surveys - Paris, 1969.
- 44 - OECD Yugoslavia ; Economic Surveys - Paris, 1970.

- 45 - OECD Yugoslavia ; OECD Economic Surveys - Paris, 1972.
- 46 - OECD Yugoslavia ; OECD Economic Surveys - Paris, 1973.
- 47 - O.I.T. L'autogestion ouvrière en Yougoslavie, Séminaire intern. sur la participation des travailleurs aux décisions dans les entreprises, 1969.
- 48 - PESAKOVIC M. : Deux décennies d'autogestion en Yougoslavie. Međunarodna Politika, Belgrade 1970.
- 49 - PETROVIC R. / National Structure of the Yugoslav Population - Yugoslav Survey, 1973, XIV, 1.
- 50 - PETROVICH MB. / Yugoslavia : A Bibliographic Guide. Washington, D.C. Library of Congress, 1974.
- 51 - RATKOVIC R. / The Evaluation of the Political System and the Development of Self-Government in Yugoslavia. - The Florida State University Slavic Papers, 1970.
- 52 - RAWIN SJ. et SALOMON J. / « Social Values and the Managerial Structure - The Case of Yugoslavia and Poland », Journal of Comparative Administration, August 1970.
- 53 - RIDELL DS. / « Social Self - Govt : Background of Theory and Practice in Yugoslav Socialism », British Journal of Sociology, March 1968.
- 54 - SAMARDZIJA M. / The Yugoslav Economic System and Contemporary Socialist Theory. - The Florida State University Slavic Papers, 1969.
- 55 - SAMARDZIJA M. / The Economic Reform in Yugoslavia. - The Florida State University. Slavic Papers, 1971, 5.
- 56 - SEMINAIRE INTERN. Sur la participation des travailleurs aux décisions dans les entreprises, Belgrade, 2/11/ Dec. 1969.
- 57 - SKENDZIC C. / Les syndicats et l'autogestion, Rev. Intern. Po. n° 456, 1969.
- 58 - SPILJAK M. / Les syndicats dans la société d'autogestion, Rev. de Po. Intern. n° 592, 1974.
- 59 - SUPEK R. et autres : Etatisme et autogestion : Bilan critique du socialisme yougoslave, Anthropos, Paris 1974.
- 60 - TODOROVIC M. / Self management - Historical - Aspiration of the Working Class. Part I : Socialist Thought and Practice, 1970, 40, 3-27. Part II : Socialist Thought and Practice, 1970, 41.
- 61 - TRAJKOVIC M. / Yugoslav Self-Management and Constitutional Amendment XV. - The Florida State University. Slavic Papers, 1970, 4.
- 62 - VACIC A. / Commodity Production and Social Ownership. - Socialist Thought and Practice, 1971, 42.

- 63 - VANEK Jan : The Economics of Workers' Management, a Yugoslav Case Study ; G. Allen and Unwin, London, 1972.
- 64 - VANEK Jaroslav : « The Yugoslav Economy Viewed Through the Theory of Labor Management, » November 1972, Discussion Paper n° 36.
- 65 - Varii Auctores : 25 ans d'autogestion en Yougoslavie, Questions Actuelles du Socialisme n° 6, 1975.
- 66 - VUCINICH WS. : Contemporary Yugoslavia : Twenty Years of Socialist Experiment. Berkley, California, University of California Press, 1969.
- 67 - WARD B. / « Political Power and Economic Change in Yugoslavia », AER Papers and Proceedings, May 1968.
- 68 - ZUPANOV J. / Yugoslavia : Socialist Alternative, in : C. Houghton (ed.), The Company : Law, Structure and Reform in eleven Countries. George Allen and Unwin, 1970.

## **b) Planification et politiques économiques**

- 1 - ABOUCHAR A. : Transportation and public sector policy in Yugoslavia. Economic analysis vol IX, 1975.
- 2 - BAJT A. Colloque des économistes yougoslaves du 19 Novembre 1970 à Sarajevo : Problèmes actuels des mouvements économiques et la politique économique yougoslave de 1970. Questions actuelles du Socialisme, Janvier-Mars 1971.
- 3 - BAKARIC W. Les rapports entre la loi de la valeur et la planification en Yougoslavie. Questions actuelles du Socialisme Juillet-Septembre 1969.
- 4 - BICANIC R. / « Economic Growth Under Centralized and Decentralized Planning, Yugoslavia - A Case Study », Comparative Economic Systems, A Reader. New York : Random House, 1969.
- 5 - BICANIC R. / Monocentric and polycentric planning, Mimeo, Zagreb 1968.
- 6 - BICANIC R. / Economic Policy in Socialist Yugoslavia, Cambridge, U.P., 1973.
- 7 - BOGOEV K. / The Fiscal System of Yugoslavia, Ekonomist, Engl. Issue, 1969.
- 8 - COBELJIC D. / Le mécanisme de coordination du Plan national et des plans des entreprises en Yougoslavie. - Revue économique, 1970, XXI, 3.
- 9 - CRAWFORD JT. / « Yugoslavia New Ec Strategy : A Progress Report », in Economic Development in Eastern Europe, U. S. Congress, Joint Economic Committee, U. S. Government Printing Office, Washington, 1970.

- 10 - DIMITRIJEVIC D. / The Use of Flow-of-Funds Accounts in Monetary Planning in Yugoslav. - The Review of Income and Wealth, 1969, XVI, 1.
- 11 - DIMITRIJEVIC D. / Monetary System and Policy, - Economist, Engl. Issue, 1969, 83-97.
- 12 - DIMITRIJEVIC D. / « The Use of Flow of Funds Accounts in Monetary Planning in Yugoslavia », Income and Wealth, March 1969.
- 13 - DIMITRIJEVIC D. « Financial Accounts in Yugoslavia », Eleventh General Conference of International Association for Research, Income and Wealth, 1968-1969.
- 14 - DIMITRIJEVIC D. Determinants of the Money Supply in Yugoslavia, in : K. Brunner : Proceedings of the first Konstanzer Seminar on Monetary Theory and Monetary Policy, Kredit und Kapital, Berlin, 1972.
- 15 - DIMITRIJEVIC D. and MACESICH, G. /eds./ Money and Finance in Contemporary Yugoslavia, N. Y. Praeger, 1973, XVIII.
- 16 - DUMAS A. / La constitution du fonds d'accumulation dans le système socialiste autogestionnaire : Le cas de la Yougoslavie, Revue Tiers-Monde, Juil. 1973.
- 17 - DUMAS A. / Note sur la planification dans un système socialiste autogestionnaire : Le cas de la Yougoslavie, Cahiers du Séminaire C. GIDE n° 4. Université de Montpellier, 1974.
- 18 - FURUBOTN E. et PEJOVICH S. / « The Role of the Banking System in Yu, Economic Planning, 1946-1969 », Revue Internationale d'Histoire de la Banque, Genève, Vol. 4, Summer 1971.
- 19 - FURUBOTN E. PEJOVICH S. « Tax policy and investment decisions the Yugoslav firm ». National Tax Journal, Sept. 1970, n° 3.
- 20 - GLIGOROV K. Un système et une politique inadéquats des prix peuvent devenir la cause de nombreuses déformations. 2° Congrès des Autogestionnaires, Sarajevo, 5-8 Mai 1971.
- 21 - GOVEDARICA S. / Price System and Policy /in Yugoslavia/ Yugoslav Survey, 1972, XIII, 3.
- 22 - GOVEDARICA Stevan, The Objectives and Targets of Socio-Economic Policy in 1972 and Measures for their Realization. - Yugoslav Survey, 1973, XIV, 1.
- 23 - HORVAT B., « An Integrated System of Social Accounts for an Economy of Yugoslavian Type » In Review of Income and Wealth 14, 1968.
- 24 - HORVAT B., Yugoslav Economic Policy in the Post-War Period : Problems, Ideas, Institutional Developments. AER. Suppl. ; June 1971.
- 25 - KITALJEVIC B. and D. MILJKOVIC, Yugoslavia's National Accounts, 1971, XII, 2.

- 26 - LYALL K., « Yugoslav System of National Accounting », Mimeo, 1968.
- 27 - MACESICH G. / Yugoslavia, The theory and praxis of development planning, Univ. of Virginia Press, 1969.
- 28 - MARSCHAK T. / « Centralized Versus Decentralized Resource Allocation ; the Yugoslav Laboratory », Quarterly Journal of Economics, Nov. 1968.
- 29 - MARSENIC D., The Price System - Development and Problems - Yugoslav Survey, 1973, XIV, 3.
- 30 - MESARIC, Milan, The Functions of Social Planning in Yugoslavia, Ekonomski Institut, Zagreb 1971, pp. 55.
- 31 - MILENKOVITCH DD. / Plan and market in Yugoslav Economic Thought, Yale Univ. Press, New Haven 1971.
- 32 - MRKUSIC Z. : Trade policy for self-managed development, Belgrade 1973.
- 33 - PEJOVICH S. « The Firm, Monetary Policy and Property Rights in a Planned Economy ; Western Economic Journal, Sept. 1969.
- 34 - PEJOVICH S. « Planning and the Market in Yugoslavia », Research Conference on Reforms in E. Europe, University of Michigan, Nov. 1970.
- 35 - STAJNER R. Planning in Yugoslavia. Yugoslav Survey n° 1, 1971.
- 36 - THOMAS H. : Labour markets and educational planning in Yugoslavia. Economic analysis, Belgrade, Vol. X, 1976.
- 37 - VARII AUCTORES / An Outline of the Concepts of the Social Plan of Development of Yugoslavia from 1971 to 1975. - Beograd, 1970.
- 38 - VARII AUCTORES / Basic indicators of the Social Plan of Development of Yugoslavia from 1966 to 1970 and of Possibilities for Development from 1971. to 1975 - Beograd, 1970.

### **c) L'entreprise autogérée yougoslave**

- 1 - BLUM E. / L'entreprise autogérée et son directeur, Questions Actuelles du Socialisme n° 97, 1970.
- 2 - FRIEDMANN W. et MATES L. / Joint business ventures of Yugoslav enterprises and foreign firms, Belgrade 1968.
- 3 - FURUBOTN E. and PEJOVICH S. « The Formation and Distribution of Net Product and the Behavior of the Yugoslav Firm », Jahrbuch der Wirtschaft Osteuropas, Vol. 3, 1971.
- 4 - FURUBOTN E. and PEJOVICH S. « Tax Policy and Investment Decisions of the Yugoslav Firm », National Tax Journal, Sept. 1970.

- 5 - FURUBOTN E. et PEJOVICH S. / La structure institutionnelle et les stimulants économiques de la firme yougoslave, *Revue de l'Est* n° 2, 1972.
- 6 - FURUBOTN E. et PEJOVICH S. / Property rights, economic decentralization and the evolution of the Yugoslav firm, *Journal of Law and Economics* n° 2, 1973.
- 7 - FURUBOTN EG. Toward a dynamic model of the Yugoslav firm. *Canadian Journal of Economics*, Mai 1971.
- 8 - FURUBOTN EG et PEJOVICH S. Property rights and the behavior of the firm in a socialist state : The example of Yugoslavia. *Zeitschrift für Nationalökonomie*, n° 30, 1970.
- 9 - GORUPIC D., The Enterprise and the Development of Yugoslav Economic System /articles/, Institut publications n° 51, Zagreb, Ekonomski institut, 1974.
- 10 - KAVIĆ and TANNENBAUM A. : Control, Participation and Effectiveness in Four Yugoslav Industrial Organizations. - *Administrative Science Quarterly* 1971, VI, 1.
- 11 - LUBEN D. / La fonction de directeur dans l'entreprise autogérée yougoslave, *Economie et Humanisme* n° 210, 1973.
- 12 - MAHONEY D., Four Models of the Enterprises in Yugoslavia, Ph. D. Th. 1973, Cornell University.
- 13 - MENCONI M. / Les relations et conflits de pouvoir dans l'entreprise autogérée : Le cas de la Yougoslavie, Centre d'Etudes de la Coopération et de l'Autogestion, Université de Montpellier, 1975.
- 14 - MOZINA S. / La participation des membres des organisations d'autogestion à la prise de décision, *Revue de l'Est* n° 2, 1972.
- 15 - NEUBERGER E., and JAMES E. : The Yugoslav Self-managed Enterprise : A Systemic Approach , Research Conference on Reform in East Europe, University of Michigan, Nov. 1970.
- 16 - NUTZINGEN : Investment and financing in a labor managed firm and its social implications. *Economic Analysis* vol. IX, 1975.
- 17 - PAJ I. : The Organization of Self-Management in Enterprises. *Yugoslav Survey*, 1971, XII, 1.
- 18 - POPOVIC S. / Legal status of Yugoslav enterprises, *FSU Slavic Papers*, 1970.
- 19 - RUS V., « Influence Structure in Yugoslav Enterprises, *Industrial Relations Journal*, (Berkeley), February 1970.
- 20 - SACKS S. : « Establishment of New Enterprise in Yugoslavia », May 1969.
- 21 - SACKS S. : « Entry of New Competitors in Yugoslav Market Socialism », Ph. D. dissertation, Univ. of California, Berkeley, 1971.

- 22 - VANEK J. « Explorations into the ' Realistic ' Behavior of a Yugoslav Firm » Cornell Department of Economics Discussion Paper N° 7, April 1970. (With Peter MIOVIC).
- 23 - VARII AUCTORES / Syndicalisme et autogestion, Questions **actuelles** du Socialisme n° 106, 1972.
- 24 - ZUPANOV, J. and TANNENBAUM, A.S. « Distribution of Influence in Some Yugoslav Industrial Organizations as Perceived by Member ». in Tannenbaum, A.S. (ed.) Control in Organization, Mac Graw Hill, 1968

#### **d) Les relations avec l'Extérieur**

- 1 - ADAMOVIC L., Yugoslav : Foreign Trade. - Socialist Thought and Practice, 1968, 69.
- 2 - ADAMOVIC, L., Foreign Trade Policy in Yugoslavia, Ekonomist, English Issue, 1969.
- 3 - AMACHER, R., Yugoslavia Foreign Trade. A Study of State Trade Discrimination, New York, Praeger, N. York ; Pall Mall, London ; 1972.
- 4 - ANIAKOVSKI D. / Foreign trade in the Yugoslav reform, Yugoslav Survey n° 3, 1969.
- 5 - BAUCIC I., The Effects of Emigration from Yugoslavia and the Problems of Returning Emigrant Workers European Demographic Monographs II, Martinus Nyhoff, The Hague, 1972.
- 6 - BOSKOVIC, P., Major Trends in Yugoslav International Educational and Scientific Exchanges after World War II. - The Florida State University, Slavic Papers, 1971.
- 7 - KOSTIC, D., International Trade - Yugoslav Survey, 1971.
- 8 - KUKOLECA S. « The Criterion for Investment in Yugoslavia », Mimeo, 1968.
- 9 - LYALL, K., « Joint Capitalist - Socialist Enterprise - A Yugoslav Experiment », Mimeo, Urbanisticni institut. Ljubliana Déc. 1970.
- 10 - MADZIC S. « Certain Issues Related to Yugoslavia's Trade with the Comecon Countries », International Problems, 1969.
- 11 - MILOSEVIC, A. et MILAN S., Imports of Consumer Goods. - Yugoslav Survey, 1971, XII, 3.
- 12 - MRKUSIC, Z., La Yougoslavie et la Réforme du système Monétaire international, Beograd, 1973.
- 13 - MRKUSIC, Z., L'avenir des relations économiques entre la Yougoslavie et la Communauté Economique Européenne Beograd, 1971.

- 14 - OCDE - Les investissements étrangers en Yougoslavie, Paris 1974.
- 15 - PAVICEVIC M., Transfer of Foreign Technology and the Yugoslav Economy - Yugoslav Survey, 1973, XIV, 2.
- 16 - PERTOT, V., Long-Term Tendencies in Development of the Yugoslav Balance of Payments. - International Problems 1971.
- 17 - SRDAR, S., The Conception of Foreign Trade and Balance of Payments Policies. - Ekonomist, 1971, XXIV, 3-4.
- 18 - SUKIJASOVIC, M., Investment of Foreign Capital in the Yugoslav Economy. - Yugoslav Survey, 1973, XIV, 4.
- 19 - SUKIJASOVIC, D. and VUJACIC D., Industrial Cooperation and Joint Investment Ventures Between Yugoslav and Foreign Firms. Belgrade. Inst. of Economic Sciences, 1970.
- 20 - TODOROVIC, S., Changes in the Structure of Yugoslav Imports, 1965-1972. - Yugoslav Survey, 1973, XIV, 1.
- 21 - TRPUTEK, Z., « Economic Development and Foreign Trade Diversification - The Experience of Underdeveloped Countries and the Case of Yugoslavia », International Problems, 1973.

### **e) Régionalisme et autogestion en Yougoslavie**

- 1 - BAZER-MADZAR M. / Problems of regional economic development in Yugoslavia : Theory and practice, Economic Analysis n° 3-4, 1974.
- 2 - GREGORY MB. / Regional economic development in Yugoslavia, Soviet. Sud Glasgow 1973.
- 3 - HOCEVAR, TAUSSAINT, MAZEK, F. WARREN « Yugoslav Regional Development and Income Growth, Mimeo, 1969.
- 4 - HOCEVAR, TAUSSAINT, MAZEK, F. WARREN « The Yugoslav Regional Experiment : Production Functions and Evaluation », Mimeo, 1969.
- 5 - LOGAN, M. « Regional Economic Development in Yugoslavia, 1953-64 », - Tijdschrift voor economische sociale geografie, (Rotterdam, 1968).
- 6 - LYALL, K., Regional Investment Allocation. Equity and Efficiency in Yugoslavia, Ph. D. Th. 1969, Cornell University.
- 7 - PETRIN, T., Regional Business Cycles in Yugoslavia - Ekonomska analiza, 1973, VII, 3-4.
- 8 - SICHERL, P., Regional Aspects of Yugoslav Economic Development and Planning. - Beograd, 1969.
- 9 - SREBRIC, B., Policy, Methods and Basic Results of Developing the Underdeveloped Areas in Yugoslavia - Ek., Engl. Issue, 1969.

- 10 - TEODOROVIC, I., Yugoslavia : A Study in Regional Development. Ekonomski institut, Zagreb, 1971.
- 11 - PLUMMER J.L., « Inter Firm Production Function Analysis of Yugoslav Industrial Resource Allocation », Journal of Industrial Economics, Nov. 1970.
- 12 - PLUMMER, J. « Production Function Analysis of Resource Allocation in Yugoslav Industry ». Unpublished Ph. D. dissertation, Cornell University, 1969.
- 13 - SACKS, S., Changes in Industrial Structure in Yugoslavia, 1959-1968 - Journal of Pol. Economics, 1972, LXXX, 3.
- 14 - SIROTKOVIC, J., The Influence of Selfmanagement on the Development of Yugoslav Economy. - Economist, Engl. Issue, 1969.
- 15 - VAHCIC, A., An Econometric Analysis of Post War Performance of Yugoslav Economy (1974), Ph. D. Thesis - Department of Economics, Cornell University Ithaca, New York 14850.
- 16 - VELJKOVIC L. Le développement de la Yougoslavie. Medunarodna Politika, Belgrade 1968.
- 17 - VOJNIC, D., Demographic Investment and Economic Development on Yugoslavia. - The Florida State University Slavic Papers, 1970, 4.
- 18 - ZANINOVICH C. / The development of socialist Yugoslavia, Baltimore, John Hopkins Univ. 1968.

### **f) Fluctuations, croissance et développement**

- 1 - CORNIL F. / Les facteurs du développement économique de la Yougoslavie socialiste, Thèse, Université de Montpellier 1972.
- 2 - FREEDMAN, R., « Yugoslav Self-Management, Growth and Efficiency », Mimeo, Colgate, 1970.
- 3 - HORVAT, B., Business Cycles in Yugoslavia, IASP, 1971.
- 4 - MARKOVIC, B. « National Income Employment and Productivity in the Yugoslav Economy, 1947-1968 », Yugoslav Survey, Vol. XI, N° 2, May 1970.
- 5 - NIKOLIC, D., A Structural Analysis of Economic Development of Yugoslavia in the Period 1952-62. Beograd, 1969.
- 6 - NIKOLIC, M., Some Indicators of Industrial Productivity - Yugoslav Survey, 1971, XII, 1.
- 7 - NIKOLIC, M., Changes in the Structure of Industrial Production, 1952-1972 - Yugoslav Survey, 1973, XIV, 1.

- 8 - NIKOLIC, M., Changes in the Structure of the Industrial Labour Force, 1952-1972 - Yugoslav Survey, 1973, XIV, 4.
- 9 - NIKOLIC, Z., « Some Basic Feature of Yugoslavia's Industrial Development in 1952-1972 », Yugoslav Survey, Vol. XIV, N° 3, Beograd, 1973.

### **g) Agriculture yougoslave**

- 1 - DIRLAM, J., Some Notes on Yugoslav Agriculture. - The Florida State University Slavic Papers, 1974, 5.
- 2 - DRACE, D., Agriculture /Yugoslavia/, 1961-1971. - Yugoslav Survey, 1972, XIII, 2.
- 3 - OCDE / La population agricole yougoslave, Paris 1973.
- 4 - OCDE / Agricultural Policy in Yugoslavia - Paris, OECD, 1973.
- 5 - RADENKOVIC, B., Agricultural Land in Yugoslavia - Yugoslav Survey, 1971, XII, 3.
- 6 - ROSIER B. / Agriculture moderne et socialisme : Une expérience yougoslave, PUF, Paris 1968.
- 7 - TOMIS, D., Prices of Agricultural Products /in Yugoslavia/... Yugoslav Survey, 1973, XIV, 1.
- 8 - VADNAL, K., Distribution of Agricultural Lands by Size of Holdings and Sector of Ownership 1960-1970. - Yugoslav Survey, 1972, XIII, 4.
- 9 - ZIZIC M. Income of Agricultural Households / in Yugoslavia/ - Yugoslav Survey, 1973, XIV, 1.

### **h) Répartition des revenus**

- 1 - AMACHER, R., and HODGSON, J., Purchasing-Power Parity Theory and Economic Reform in Yugoslavia, Journal of Political Economy, Vol. 82, N° 4, July-August 1974.
- 2 - ANDOV, S., Contradictions between Forms of Income and Self-Management Relations. - Soc. Thought and Practice, 1973, 57.
- 3 - BAKARIC W. Le revenu des travailleurs doit effectivement devenir leur revenu. Questions actuelles du Socialisme, Avril-Juin 1971. 2<sup>me</sup> Congrès des Autogestionnaires, Sarajevo 5-8 Mai 1971.
- 4 - BERKOVIC E. / Differentiation of personal incomes, Yugoslav Survey n° 1, 1969.

- 5 - HORVAT B. : Notes on distribution according to needs in Socialism. *Ekonomska Analiza* n° 3-4, 1973.
- 6 - PECULJIC M. « Socialisme et inégalités ». *Questions Actuelles du Socialisme* n° 93, Belgrade Avril-Juin 1969.
- 7 - POPOV, S., Interindustry Wage Differentials in Yugoslavia : a Comment. - *Ekonomska analiza*, 1973, VII, 3-4.
- 8 - POPOV, S., Intersectoral Relations of Personal Incomes. - *Yugoslav Survey*, 1972, XIII, 2.
- 9 - SEFER, B., The Living Standard : A Factor of Economic Growth in Yugoslavia - *Ek.*, Eng. Issue, 1969.
- 10 - SEFER, B., « Income Distribution in Yugoslavia », *International Labor Review*, XCVII, 4 (1968).
- 11 - THOMAS, H., Personal Income Distribution in Yugoslavia : A Human Capital Approach to the Analysis of Personal Income Differences in the Industry of a Labor Managed Market Economy. Ph. D. Th., 1973, Cornell University.
- 12 - VANEK J. et JOVICIC M. / The capital market and income distribution in Yugoslavia : A theoretical and empirical analysis, *Quarterly Journal of Economics*, Aout 1975.
- 13 - WACHTEL, H., Workers' Management and Workers' wages in Yugoslavia : the Theory and Practice of Participatory Economy, Ithaca, London ; Cornell U. P., 1973, XVI.
- 14 - WACHTEL, H. M., Interindustry Wage Differentials in Yugoslavia : A Further Comment - *Ekonomska analiza*, 1973, VII, 3-4.
- 15 - WACHTEL, H., The Structure of Wages in Yugoslavia *Ekonomska analiza*, 1970, IV, 3-4.
- 16 - WACHTEL, H., Workers' Management and Interindustry Wage Differentials in Yugoslavia - *J. of Pol. Economy*, 1972, LXXX, 3, Part I.
- 17 - WACHTEL, H., Wages in a Labor - Managed Economy : The Yugoslav Case. - *The Florida State University Slavic Papers*, 1970, 4.
- 18 - WACHTEL, H., « Workers Management and Wage Differentials in Yugoslavia ». Unpublished Ph. D. Dissertation, University of Michigan, 1969.

## **B - L'AUTOGESTION ALGERIENNE**

- 1 - ABDI N. / Origine de l'autogestion en Algérie, *Autogestion et Socialisme* n° 30-31.
- 2 - ALI Ahmed Mahsar : L'autogestion en Algérie, *Anthropos* 1975.
- 3 - BLAIR T. / The land to those who work it : Algeria's experiment in workers' management, *Dobleday* 1969.
- 4 - CLEGG I. / Workers' self-management in Algeria, *Allen Lane* 1971.
- 5 - CHAULET C : La Mitidja autogérée. *SNED Alger* 1971.
- 6 - DUPRAT G. : Révolution et autogestion rurale en Algérie. *Armand Colin Paris* 1973.
- 7 - KOULYTCHISKY S. / L'autogestion, l'homme et l'Etat : L'expérience algérienne, *Mouton* 1974.
- 8 - LAKS M. : Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie, *Et. et Docum. Intern. Paris* 1976.
- 9 - LEVY C. / Etude sur l'autogestion en Algérie, *Paris* 1968.
- 10 - MIAILLE M. : Contribution à une réflexion théorique sur l'entreprise socialiste algérienne. *Revue Algérienne*, Sept. 1972.
- 11 - OTTAWAY M. et D. : Algérie : The politics of a socialist revolution. *Berkeley Univ. Press* 1970.
- 12 - PORTER, D., The Role of Workers Self-Management in Algerian Political Development, *Department of Public Law and Government Columbia University*, (1968).

## **C - LES EXPERIENCES AUTOGESTIONNAIRES DANS LE MONDE**

- 1 - ABUSADA-SALAH R. : An economic analysis of Peru's social property legislation. *Economic Analysis*, 1974. (vol. 8).
- 2 - ALLBACK-ANDERSSON R. / Towards an active society : The case of worker participation in Sweden. *Cornell Univ.* 1972.
- 3 - AGERWOLD M. / Swedish experiments in democracy at work. *Harriman, New York* 1972.
- 4 - BELLAS CJ. / Industrial democracy through workers ownership : An American experience. *Cornell Univ.* 1972.

- 5 - BELLAS CJ. / Industrial democracy and the worker-owned firm. A study of 21 Plywood Companies in the Pacific Northwest, Praeger, New York 1972.
- 6 - BERNSTEIN S. / The impact of the Paris Commune in the USA, Massachussets Review, 1972.
- 7 - BRINTON M. / Les bolchevicks et le contrôle ouvrier (1917-21). Autogestion et Socialisme n° 24-25.
- 8 - CLARKE O., FATCHETT DJ. et ROBERTS BS. / Worker's participation in management in Britain, Heinemann, London 1972.
- 9 - CORPET O. / Communautés de base et autogestionitque en Afrique, Autog. et Socialisme n° 33-34, 1976.
- 10 - DOLGOFF S. : The anarchist collectives : Workers' self management in the Spanish Revolution (1936-39). Free life Ed. New York 1974.
- 11 - ESPINOZA JG. : Workers participation in industry under Allende. Ph. D. Cornell Univ. 1975.
- 12 - GARCIA Q. : Les coopératives industrielles de Mondragon. Ed. Ouvrières Paris 1970.
- 13 - GILEJKO L. / Fonction économique et sociale de l'Autogestion ouvrier en Pologne. Economie et Société n° 9, 1972.
- 14 - HARPER P. : Workers participation in management in communist China. Studies in comparative communisms, Juil. 1971.
- 15 - JONES DC. / Workers management in Britain. Economic Analysis n° 9, 1975.
- 16 - KARLSSON LE. / Experiences in employee participation in Sweeden. Economic Analysis n° 9, 1975.
- 17 - KNIGHT PT. : Social property in Peru. Cornell Univ. Press, Working paper n° L00, Sept. 1975.
- 18 - MIHARIK E. L'autogestion dans les pays socialistes, Economie et Humanisme n° 187, 1969.
- 19 - MINTZ F. / L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire, Belibaste 1970.
- 20 - SCHRAM S. : Authority, participation and cultural change in China. Cambridge Univ. Press 1973.
- 21 - TOPHAN A. et COATES K. / Industrial democracy in Great Britain, Mac Gibbon and Kee, 1968.
- 22 - VANEK J. / Creating a participatory economy in Peru, Lima 1971.
- 23 - Varli Auctores : Participatory Democracy for Canada. Workers' Control and Community Control. - Montreal, Black Rose Books, 1971.

- 24 - Varii Auctores : Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie, Autogestion et Socialisme n° 26-27.
- 25 - Varii Auctores : L'autogestion aux U.S.A., Autogestion et Socialisme n° 32, 1975.
- 26 - Varii Auctores : Mouvements de gestion directe au Portugal, Autogestion et Socialisme n° 33-34, 1976.
- 27 - VARII AUCTORES : Self-management in Peru. Unpublished stud. n° 10, Cornell Univ. 1975.



# TABLE des MATIÈRES

## AVANT PROPOS.

## CHAPITRE INTRODUCTIF - ESSAI DE DEFINITION DU SYSTEME AUTO-GESTIONNAIRE . . . . . 6

### — SECTION I - L'exemple Yougoslave . . . . . 6

#### § 1 - L'étape du Socialisme centralisé (1945-50) . . . . . 6

#### § 2 - L'étape de la construction de l'autogestion (1950-65) . . . . . 7

#### § 3 - La période de transformation de l'autogestion (depuis 1955) . . . . . 9

### — SECTION II - Les principes théoriques du système . . . . . 10

#### § 1 - La recherche de la structure des Droits de la Propriété . . . . . 12

#### § 2 - Les implications de la structure de la propriété . . . . . 15

## CHAPITRE II - L'EQUILIBRE DE L'ENTREPRISE AUTOGEREE . . . . . 19

### — SECTION I - La détermination de l'équilibre de l'entreprise autogérée . . . . . 19

#### § 1 - L'objectif de l'entreprise autogérée . . . . . 20

#### § 2 - Un modèle théorique simple . . . . . 21

### — SECTION II - La sensibilité de l'équilibre de l'entreprise autogérée . . . . . 30

#### § 1 - Les perturbations possibles de l'environnement . . . . . 30

#### § 2 - Les conséquences formelles des perturbations . . . . . 32

### — SECTION III - La discrimination dans la répartition des revenus . . . . . 45

#### § 1 - Les hypothèses . . . . . 46

#### § 2 - Les conditions de l'équilibre . . . . . 52

#### § 3 - Une représentation graphique . . . . . 54

#### § 4 - Les conséquences de la discrimination . . . . . 58

#### § 5 - Les limites de la discrimination . . . . . 59

### **CHAPITRE III - LA CROISSANCE DE L'ENTREPRISE AUTOGEREE . . . 62**

- **SECTION I - La croissance de l'entreprise autogérée en courte période sociale . . . . . 64**
  - § 1 - Le choix entre consommation présente et consommation future . . . . . 65
  - § 2 - Le choix entre investissement collectif et investissement individuel . . . . . 81
- **SECTION II - La croissance de l'entreprise autogérée en longue période sociale . . . . . 85**
  - § 1 - Les coûts d'expansion . . . . . 86
  - § 2 - Le choix d'un taux de croissance . . . . . 88

### **CHAPITRE IV - LE GUIDAGE DE L'ENTREPRISE AUTOGEREE . . . . 99**

- **SECTION I - Comportement de l'entreprise autogérée et préférences sociales : Le problème de la planification . . . . . 99**
  - § 1 - Problématique du plan et du marché socialistes . . . . 102
  - § 2 - La coordination du plan et du marché socialistes . . . . 108
  - § 3 - De « l'économie planifiée » à la « Société autogérée » . . 115
- **SECTION II - Les politiques centrales et l'allocation des ressources . . . . . 127**
  - § 1 - La politique monétaire et l'allocation des ressources . . 128
  - § 2 - La politique fiscale et l'allocation des ressources . . . . 130
- **SECTION III - La politique fiscale et l'équilibre de l'entreprise autogérée . . . . . 134**
  - § 1 - L'incidence d'une taxe forfaitaire . . . . . 135
  - § 2 - L'effet d'un impôt sur le profit . . . . . 137
  - § 3 - L'incidence d'une taxe sur le chiffre d'affaires . . . . . 139
  - § 4 - L'efficacité relative des instruments de politique fiscale . 141

### **CONCLUSION . . . . . 145**

### **BIBLIOGRAPHIE . . . . . 150**

Composition Typographique

Reliure et Presses S. A.

IMPRIMERIE DU SUD

9, Rue Berlioz

34500 BEZIERS

Dépôt légal : Décembre 1977

---

EDITIONS du FAUBOURG

2, Rue Moquin Tandon

34000 MONTPELLIER

## **LES EDITIONS DU FAUBOURG**

### **Dans la Collection « Université et Société »**

- **A. DUMAS** - « Initiation à l'Economie Politique : Monnaie, Crédit, Répartition » - 1977.
- **A. DUMAS** - « Initiation à l'Economie Politique : Relations Internationales » - 1977.
- **N. DAURES** et **A. DUMAS** - « Théorie Economique de l'Autogestion dans l'Entreprise » - 1977.

### **Dans la Collection « Vigilance »**

- **M. GARRABÉ** - « Surpris au Désert » - 1977.